

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
ECOLE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE
DEPARTEMENT GENIE ELECTRIQUE
FORMATION DE TROISIEME CYCLE
EN INGENIERIE ET GESTION DE PROJETS INDUSTRIELS ET
DEVELOPPEMENT DURABLE



Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondies en
Ingénierie et Gestion de Projets Industriels

**L'EVOLUTION DU NIVEAU DU DIPLOME DE
BACCALAUREAT D'AVANT 1972 A LA
DEMOCRATISATION ACTUELLE DE CE DIPLOME.
APPROCHE PAR LA DEMARCHE QUALITE.**

Présenté par : **RABENY César**

Devant la commission d'examen composée de :

Président : **ANDRIANARY Philippe**, Professeur Titulaire,
Encadreur : **RAVELOSON Elisé**, Professeur titulaire
Co-Encadreur : **RANJALAHY Laurent**, Docteur
Examinateurs : **RANDRIAMORASATA Josoa**, Professeur
RAVALITERA Rabenalisoa Jean, Docteur, Maître de conférences
RATSIMBA Volatiana, Docteur, Maître de conférences

Date de soutenance : **24 Juin 2015**

Promotion 2013

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à exprimer mes sincères remerciements à tous les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce présent mémoire.

Mes remerciements vont plus particulièrement à :

Monsieur **ANDRIANARY Philippe**, Professeur Titulaire, Directeur de l'Ecole Supérieure Polytechnique d'Antananarivo de m'avoir accueilli dans son Etablissement.

- Monsieur **RAVELOSON Elisé**, Professeur titulaire, Responsable Pédagogique du DEA en Ingénierie de Projets Industriels, Encadreur, qui est toujours disponible pour ses conseils pendant l'élaboration de ce mémoire.

- Monsieur **RAKOTOMARIA Etienne**, Professeur Emérite, Responsable scientifique, de nous avoir accompagné dans la formation DEA

- Monsieur **RAVALISON Andrianaivomalala François**, Professeur qui est toujours disponible pour ses conseils pendant l'élaboration de ce mémoire.

- Monsieur **RANDRIAMORASATA Josoa**, Professeur

- Monsieur **RAVALITERA Rabenalisoa Jean**, Docteur, Maître de conférences

- Madame **RATSIMBA Volatiana**, Docteur, Maître de conférences

- Monsieur **RANJALAHY Laurent**, Docteur

- Tous les Enseignants et tout le Personnel de l'ESPA.

- Tous mes amis et collègues de l'Université d'Antananarivo.

Je présente mes profondes gratitude à toute ma famille pour leur soutien moral tout au long de mes études.

SOMMAIRE

REMERCIEMENT

SOMMAIRE

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION ET PROBLEMATIQUE

PARTIE I : MATERIELS ET METHODOLOGIE

PARTIE II : RESULTATS ET DISCUSSIONS

PARTIE III : SOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS

CONCLUSION

TABLE DE MATIERES

REMERCIEMENTS -----	I
SOMMAIRE -----	II
TABLE DE MATIERES-----	III
LISTE DES FIGURES -----	V
LISTE DES TABLEAUX -----	VI
LISTE DES ABREVIATIONS -----	VII
INTRODUCTION ET PROBLEMATIQUE-----	1
INTRODUCTION -----	2
PROBLEMATIQUE -----	3
PARTIE I. MATERIELS ET METHODOLOGIE-----	24
I.1. MATERIELS-----	25
I.1.1. Politique éducative -----	25
I.1.2. Elèves du lycée, -----	33
I.1.3. Personnel administratif et technique -----	34
I.1.4. Personnel enseignant -----	34
I.1.5. Personnel du ministère de l'éducation nationale, -----	34
I.1.6. Personnel de la santé et de l'économie -----	34
I.1.7. Parents / autorités locales: -----	34
I.1.8. Infrastructures, -----	35
I.1.9. Documents pédagogiques -----	35
I.1.10. Budget de l'Etat et budget des ménages -----	35
I.2. METHODOLOGIE -----	36
I. 2.1. Veille -----	36
I. 2.2. Assurance qualité-----	37
I. 2.3. Méthode 3L -----	38
PARTIE II. RESULTATS ET DISCUSSIONS-----	40
II.1.Résultats -----	41
II.1.1. Application de l'assurance qualité sur la malgachisation et la démocratisation de l'enseignement -----	41
II.1.2. Application de la méthode 3L et/ou veille relative à la négligence de la langue française et l'insuffisance de formations pédagogiques des ressources humaines -----	42

II.1.3. Application de la démarche qualité sur insuffisance des infrastructures -----	47
II.2.Discussions-----	47
II.2.1.Discussion1:Discussion sur l'application des conditions strictes à l'examen baccalauréat-----	47
II.2.2.Discussion2:Discussion sur l'importance de connaissances linguistiques à l'enseignement-----	49
II.2.3.Discussion3 : Discussion sur l'application de l'enseignement à distance-----	50
II.2.4.Discussion4:discussion sur l'utilisation de la langue malgache et française à l'enseignement-----	54
PARTIE III.SOLUTIONS ET RECOMMANDATION-----	55
III.1SOLUTIONS -----	56
III.1.1. Solution 1: Application de maintien des conditions strictes à l'enseignement pour avoir du baccalauréat en qualité -----	56
III.1.2. Solution 2 : Renforcement de la connaissance linguistique, et de la formation pédagogique avec une mesure d'accompagnement intensive sur les centres de formations pédagogiques -----	56
III.1.3. Solution 3 : Application de l'enseignement à distance(en ligne ou non) -----	57
III.1.3.1. Enseignement à distance -----	57
III.1.3.2. Formation en ligne -----	63
III.2. RECOMMANDATIOS -----	69
CONCLUSION -----	75
BIBLIOGRAPHIE-----	79
WEBOGRAPHIE-----	80
ANNEXES-----	81
Cadre logique-----	A
Arbre des problèmes-----	C
Arbre des objectifs-----	H
Tableau : Indicateurs du secteur éducation (en%)-----	M
Structure du système éducatif -----	R
Quelques définitions : l'enseignement, éducation, malgachisation l'enseignement, la décentralisation de l'enseignement, la démocratisation de l'enseignement -----	Q
La ponctuation et accent -----	S
Exemple de fiche de préparation -----	T

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Courbe du taux de réussite au bac de 1962 à 1971-----	5
Figure 2 : Courbe de taux de réussite au bac de l'année 1993 à 2009 -----	7
Figure 3 : Résultat statistique de STAT BOX -----	13
Figure 4 : Résultat statistique de STAT BOX -----	15
Figure 5 : Diagramme de taux des enseignants du lycée privé et du lycée public (fonctionnaire et vacataire)-----	17
Figure 6 : Diagramme d'Ishikawa-----	20
Figure 7 : Schéma de processus éducatif-----	27
Figure 8 : Université en 1975 et 1977 -----	30
Figure 9 : Répartition par C.U.R. des établissements et filières (année 1984-1985)-----	31
Figure 10 : Répartition des étudiants par CUR : 1984/1985 -----	33
Figure 11: Schéma de l'application de boucle de la qualité à l'enseignement -----	41
Figure 12 : Schéma de hiérarchisation des Responsables de la qualité du baccalauréat -----	43
Figure 13 : Schéma de la mitose de cellule végétale -----	U
Figure 14 : Schéma de test d'évaluation de la mitose-----	V

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Résultats du baccalauréat depuis 1962 à 1971-----	4
Tableau 2 : Résultats du baccalauréat de 1993 à 2009-----	6
Tableau 3 : Taux des enseignants au Lycée (Terminale)-----	16
Tableau 4 : Effectif des élèves, des enseignants, et des salles des lycées publics -----	17
Tableau 5 : Effectif des élèves, des enseignants, et des salles des lycées privés-----	18
Tableau 6 : Situation de l'université en 1975 -----	29
Tableau 7 : Répartition par C.U.R. des établissements et filières -----	32
Tableau 8 : Analyse des SWOT-----	66
Tableau 9 : Analyse des risques -----	68
Tableau 10 : Indicateur du secteur éducation -----	M

LISTE DES ABREVIATIONS

AUF :	Agence Universitaire de la Francophonie
BEPC	: Brevet d'Etude fin du Premier Cycle
CEPE	: Certificat de fin d'Etude Primaire Elémentaire
CNED	: Centre national d'enseignement à distance
CNTEMAD	: Centre National de Télé Enseignement de MADagascar
CP	: Conseiller Pédagogique
CUR	: Centres Universitaires Régionaux
EN3	: Ecole Normales niveau 3
FRAM	: Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra
IFADEM	: Initiative Francophone pour la Formation à Distance des Maîtres
INSTAT	: Institut National de la Statistique
JIRAMA	: Jiro sy Rano Malagasy
LTP	: Lycée Technique Professionnel
MEN	: Ministère de l'Education Nationale
MINESUP	: Ministère de l'Enseignement Supérieur
NTIC	: Nouvelle Technologie de l'information et de la communication
OIF	: Organisation Internationale de la Francophonie
PNAE	: Programme National d'Amélioration de l'Education
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
QCM	: Question à Choix Multiple
SWOT	: Strengths Weaknesses Opportunities Threats (Forces-faiblesses-opportunités menaces)
TICE	: Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Education
TNS	: Taux Net de Scolarisation
UNESCO	: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture)
UNICEF	: United Nations Children's Fund (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)
ZAP	: Zone Administrative et Pédagogique

INTRODUCTION ET PROBLEMATIQUE

INTRODUCTION

L'éducation est une activité sociale de transmission de connaissance structurée. Elle a pour but de développer la faculté intellectuelle et d'améliorer la vie humaine. La loi n°94-033 du 13 mars 1994 définit les principes fondamentaux et les finalités de l'éducation et de la formation à Madagascar. La loi reconnaît à toute personne le droit à l'éducation et à la formation et spécifie que «l'éducation et la formation à Madagascar visent à favoriser l'épanouissement physique, intellectuel, moral et artistique de la personnalité de l'individu, dans la pleine jouissance de sa liberté» et doivent «préparer l'individu à une vie intégrée dans le développement social, économique et culturel du pays».

La période d'avant 1972 demeure reconnue comme la belle époque du diplôme de baccalauréat, tenant lieu de moyen de sélection. En effet, avant 1972 décrocher le baccalauréat était très sélectif, la réussite aux termes des examens universitaires était probatoire. Mais, par la suite, la démocratisation de ce diplôme instaurée en 1972 a facilité l'accès de tout le monde au baccalauréat, cette démarche présente ses avantages et inconvénients. Après 1972 à ce jour, beaucoup d'échecs sont constatés au niveau des résultats universitaires enregistrés Néanmoins, décrocher le baccalauréat a permis et permet encore à la population rurale et urbaine d'accéder à l'Université par la voie de ce diplôme..

Actuellement, il est constaté la dégradation de la qualité de l'enseignement à Madagascar. Celle-ci s'est manifestée par la baisse du niveau des candidats ayant réussi le baccalauréat. La conséquence néfaste de cette situation est non négligeable à l'entrée à l'université et à la vie active pour trouver de l'emploi ou pour créer leur propre entreprise. Les nouveaux bacheliers rencontrent des difficultés pour continuer leurs études universitaires, contrairement aux bacheliers admis avant l'année 1972. Cette constatation nous amène à réaliser ce travail intitulé « L'évolution du niveau du diplôme de baccalauréat d'avant 1972 à la démocratisation actuelle de ce diplôme. Approche par la démarche qualité.».

PROBLEMATIQUE

Enquête auprès de doyen issu du nouveau système éducatif et ceux de l'ancien système éducatif

Nous avons adopté cette disposition afin de pouvoir récolter et procéder aux recouplements des informations déjà recueillies, par exemple : selon Dr RAVALITERA, durant cette période, la qualité du diplôme de baccalauréat est déterminée par la sélection stricte à l'examen, telle que:

- L'école était primée par le nombre de candidats réussis à l'examen prébac : examen de préparation à passer le baccalauréat (examen probatoire). A titre d'exemple vécu, Dr RAVALITERA était admis à l'examen probatoire de l'année scolaire 1966-1967 à l'école Paul Minault Antananarivo. L'école recevait des subventions la primant de 100 000 Fmg par candidat admis ;
- Le candidat non admis au prébac, n'était pas autorisé à se présenter au baccalauréat ;
- Les sujets du bac étaient assez difficiles;
- Sur le plan social, le candidat admis au bac porte le nom de «bi-bac» c'est-à-dire qui possède le prébac et le baccalauréat. Etre considéré classe supérieure dans la société était une fierté;
- La preuve de la haute qualification pour les admis au bac à cette belle époque, c'était l'autorisation directe à suivre leur étude universitaire (sans concours d'entrée, sans sélection de dossier pour toute filière d'étude universitaire envisagée) ;
- L'existence de l'oral permettait de vérifier l'admission en épreuve écrite à l'examen du baccalauréat et de valider en conséquence l'admission finale au baccalauréat ;
- La délibération se déroulait en discussion de cas par cas ;
- Durant cette période il existe aussi la deuxième session de l'examen du baccalauréat pour tous ceux qui avaient obtenu une moyenne supérieure à 8/20.à l'épreuve écrite de première session.

En effet, la malgachisation et la démocratisation de l'enseignement donnent la suppression des différentes conditions d'examen qui implique l'augmentation de quantité des candidats admis au baccalauréat mais faible qualité.

Application de méthode statistique sur les résultats d'examen baccalauréat dans des années successives

Dans le domaine de recherche, il est très important de faire l'étude comparative de la quantité et de la qualité de diplôme de baccalauréat avant et après l'année 1972.

Le baccalauréat est un diplôme sanctionnant le succès à l'examen de la fin du second cycle Niveau II de l'enseignement, permettant l'accès aux études supérieures.

Tableau 1: Résultats du baccalauréat depuis 1962 à 1971

Année	Nombre de population	Inscrits	Admis	Taux de réussite%
1962	5421000	999	406	43,2
1963	5557000	1080	390	36,1
1964	5696000	1262	501	39,7
1965	5838000	1460	640	22,5
1966	6100000	1506	634	39,9
1967	6271000	2138	798	37,4
1968	6427000	2227	605	27,2
1969	6606000	2560	928	36,2
1970	6790000	2828	1700	60,1
1971	6959000	2407	857	20,7

Source : INSTAT

Au regard des moyennes des taux de réussite annuel tout au long des dix années successives (1962 à 1971), leur somme divisée par dix permet d'obtenir une moyenne de 36,3%.

$$\frac{43,2 + 36,1 + 39,7 + 22,5 + 39,9 + 37,4 + 27,2 + 36,2 + 60,1 + 20,7}{10} = 36,3\%$$

Avant l'année 1972, une période qui correspond à la Première République Malgache, le diplôme baccalauréat est qualifié de belle époque. L'étude statistique suivante confirme cela. En effet, pendant dix ans successifs (1962 à 1971), avec un effectif moyen des candidats inscrits de 1847 et des candidats admis de 746. Les candidats inscrits au bac sont relativement faibles par rapport au nombre d'habitants malagasy.

Effectif moyen des habitants : 6.166.500

Effectif moyen des inscrits : 1847 élèves

Effectif moyen des admis : 746 élèves

Ainsi, $1847-746=1101$ élèves en situation d'échec soit plus de 50%, justifie la tension socio-politique à Madagascar en 1972 (manifestations des élèves et des étudiants à l'origine de la chute du gouvernement TSIRANANA en 1972.)

La figure 1 suivante illustre la variation du taux de réussite durant cette période.

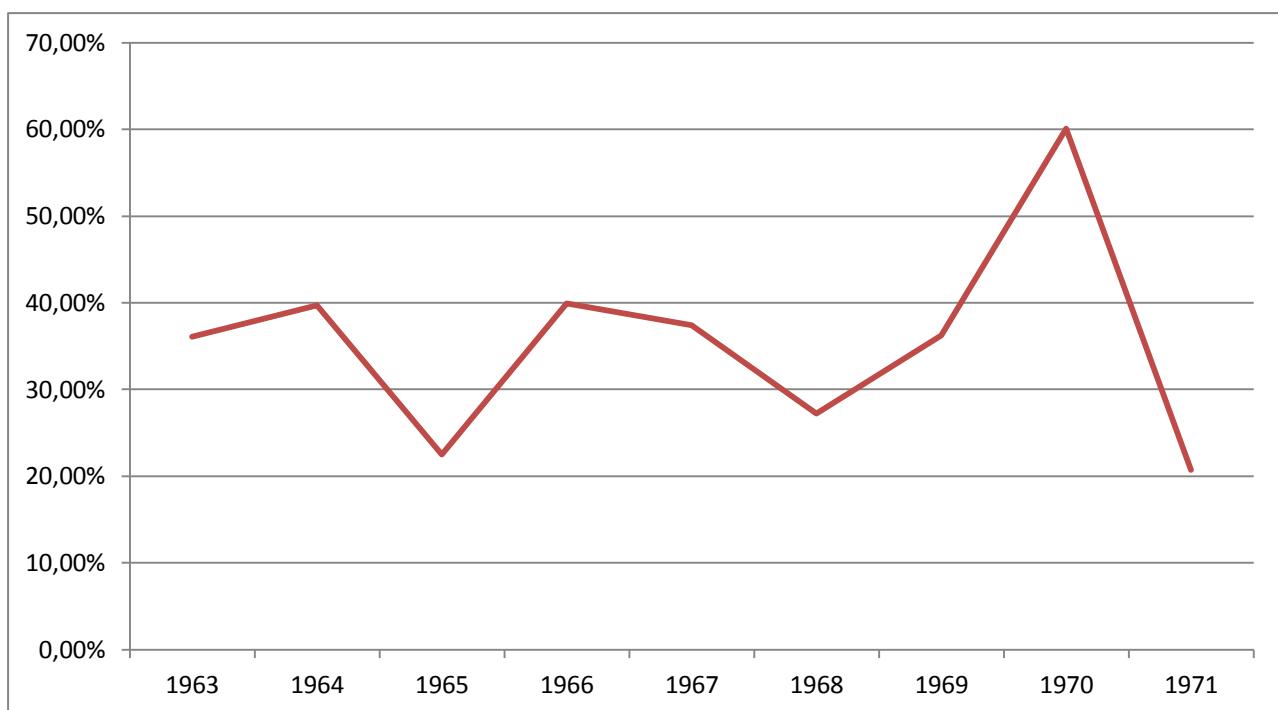


Figure 1 : Courbe du taux de réussite au bac de 1962 à 1971

Selon cette courbe, le taux minimal de réussite de 20,70% en 1971 témoigne un signe de perturbation au niveau académique, un taux maximal de réussite de 60,10% était atteint en 1970.

Et, actuellement, que constatons-nous dans le système éducatif au niveau du baccalauréat?

Tableau 2 : Résultats du baccalauréat de 1993 à 2009

Année	Nombre d'habitants	Inscrits	Admis	Taux de réussite%
1993	12209846	37423	6542	17,48
1994	12596124	36100	9316	25,81
1995	12998599	34621	9482	27,68
1996	13418494	32803	8354	25,47
1997	13858746	34182	10917	31,94
1998	14298672	34347	10240	29,81
1999	14746799	36876	12547	34,02
2000	15199621	38777	12587	32,46
2001	15657552	40231	12588	31,29
2002	16119340	45406	16878	37,17
2003	16584801	46962	19087	40,64
2004	17062131	50933	16971	33,32
2005	17550306	56951	25049	43,98
2006	18048323	60522	25114	41,5
2007	18555667	68884	26786	38,89
2008	19071811	76782	33524	43,66
2009	19601026	84593	35026	41,41

La figure 2 ci-après illustre la courbe de taux de réussite au baccalauréat des années 1993 à 2009.

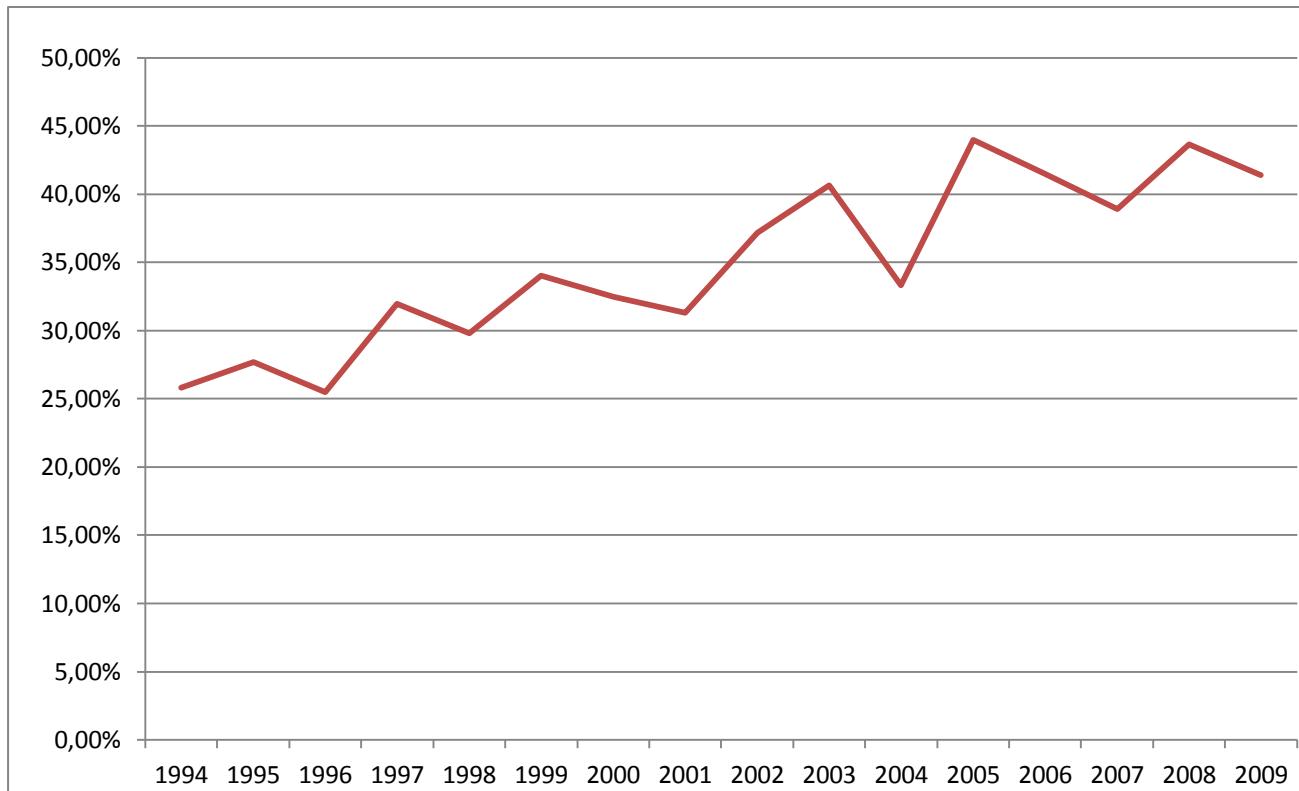


Figure 2 : Courbe de taux de réussite au baccalauréat des années 1993 à 2009

$$\frac{17,48 + 25,81 + 27,68 + 25,47 + 31,94 + 29,81 + 34,02 + 32,46 + 31,29 + 37,17 + 40,64 + 33,32 + 43,98 + 41,50 + 38,89 + 46,66 + 41,41}{17} = 33,90\%$$

Le taux de réussite pendant 17 années successives (1993 à 2009) enregistrait une moyenne de 33,91%, avec des effectifs moyens: 15739697 habitants pour : 48023 d'élèves inscrits et 17118 d'élèves admis :

48023-17118=30905 d'élèves en échec, ayant entretenu les différentes crises à Madagascar. De 1971 à 2009, l'échec au baccalauréat passait de 1101 à 30905 élèves, ces chiffres manifestent une malaise socio-culturelle grandissante jusqu'à ce jour parce que les parents qui avaient opté d'envoyer leurs enfants à l'école étaient déçus par les résultats obtenus. Cette situation semblait donner raison aux parents conservateurs de la tradition opposée à l'enseignement. En effet, il n'est pas directement explicite de la disproportionnalité des échecs en termes de pourcentage. Par contre, en chiffre absolue 30905 non admis au baccalauréat témoignent sans équivoque de l'échec de la politique au niveau de l'éducation

nationale. Aussi est-il impératif de se poser d'urgence la question suivante : le système d'éducation et de formation jusqu'au niveau de classe Terminale à Madagascar répond-il aux besoins des enfants de la population malgache ? Avoir 30905 de sa population en échec chaque année, l'enseignement secondaire ne représente-t-il pas une bombe à retardement pour tout responsable politique et académique à Madagascar ?

Pour expliciter notre démarche, trois questions majeures se posent :

- 1- Comment réduire le chiffre de 30905élèves en échec annuel ?
- 2- Vaut-il la peine d'inciter les élèves à aller jusqu'en classe de Terminale pour aboutir à cet échec énorme en terme de chiffre ? La sélection au niveau de la classe de 3^{ème} était-il bien étudié ?
L'orientation obligatoire en formation professionnelle à la fin de la classe de 3^{ème} n'offre-t-elle pas une des solutions pour éviter ce désastre numérique ?
- 3- Comment réorienter ou positiver cet échec de 30905 individus après chaque session de baccalauréat ?

Le taux de réussite pendant 17 années successives (1993 à 2009) enregistrait une moyenne de 33,91%, avec des effectifs moyens: 15739697 habitants pour : 48023 d'élèves inscrits et 17118 d'élèves admis :

48023-17118=30905 d'élèves en échec, ayant entretenu les différentes crises à Madagascar. De 1971 à 2009, l'échec au baccalauréat passait de 1101 à 30905 élèves, ces chiffres manifestent une malaise socio-culturelle grandissante jusqu'à ce jour parce que les parents qui avaient opté d'envoyer leurs enfants à l'école étaient déçus par les résultats obtenus. Cette situation semblait donner raison aux parents conservateurs de la tradition opposée à l'enseignement. En effet, il n'est pas directement explicite de la disproportionnalité des échecs en termes de pourcentage. Par contre, en chiffre absolue 30905 non admis au baccalauréat témoignent sans équivoque de l'échec de la politique au niveau de l'éducation nationale. Aussi est-il impératif de se poser d'urgence la question suivante : le système d'éducation et de formation jusqu'au niveau de classe Terminale à Madagascar répond-il aux besoins des enfants de la population malgache ? Avoir 30905 de sa population en échec chaque année, l'enseignement secondaire ne représente-t-il pas une bombe à retardement pour tout responsable politique et académique à Madagascar ?

Pour expliciter notre démarche, trois questions majeures se posent :

- 1- Comment réduire le chiffre de 30905élèves en échec annuel ?

2- Vaut-il la peine d'inciter les élèves à aller jusqu'en classe de Terminale pour aboutir à cet échec énorme en terme de chiffre ? La sélection au niveau de la classe de 3^{ème} était-il bien étudié ?

L'orientation obligatoire en formation professionnelle à la fin de la classe de 3^{ème} n'offre-t-elle pas une des solutions pour éviter ce désastre numérique ?

3- Comment réorienter ou positiver cet échec de 30905 individus après chaque session de baccalauréat ?

Le taux de réussite pendant 17 années successives (1993 à 2009) enregistrait une moyenne de 33,91%, avec des effectifs moyens: 15739697 habitants pour : 48023 d'élèves inscrits et 17118 d'élèves admis :

48023-17118=30905 d'élèves en échec, ayant entretenu les différentes crises à Madagascar. De 1971 à 2009, l'échec au baccalauréat passait de 1101 à 30905 élèves, ces chiffres manifestent une malaise socio-culturelle grandissante jusqu'à ce jour parce que les parents qui avaient opté d'envoyer leurs enfants à l'école étaient déçus par les résultats obtenus. Cette situation semblait donner raison aux parents conservateurs de la tradition opposée à l'enseignement. En effet, il n'est pas directement explicite de la disproportionnalité des échecs en termes de pourcentage. Par contre, en chiffre absolue 30905 non admis au baccalauréat témoignent sans équivoque de l'échec de la politique au niveau de l'éducation nationale. Aussi est-il impératif de se poser d'urgence la question suivante : le système d'éducation et de formation jusqu'au niveau de classe Terminale à Madagascar répond-il aux besoins des enfants de la population malgache ? Avoir 30905 de sa population en échec chaque année, l'enseignement secondaire ne représente-t-il pas une bombe à retardement pour tout responsable politique et académique à Madagascar ?

Pour expliciter notre démarche, trois questions majeures se posent :

1- Comment réduire le chiffre de 30905 élèves en échec annuel ?

2- Vaut-il la peine d'inciter les élèves à aller jusqu'en classe de Terminale pour aboutir à cet échec énorme en terme de chiffre ? La sélection au niveau de la classe de 3^{ème} était-il bien étudié ?

L'orientation obligatoire en formation professionnelle à la fin de la classe de 3^{ème} n'offre-t-elle pas une des solutions pour éviter ce désastre numérique ?

3- Comment réorienter ou positiver cet échec de 30905 individus après chaque session de baccalauréat ?

Cette figure illustre l'augmentation de moyenne du taux de réussite au bac depuis 1993 jusqu'à 2009. Le taux de réussite maximal est de 43,66% et le minimal de 17,48%. Le nombre moyen des candidats admis au baccalauréat augmente.

D'un côté la nouvelle politique éducative à partir de 1972 avait résolu le problème de quantité. Le bac est accessible à la masse populaire. Mais de l'autre côté, sa qualité s'est dégradée considérablement. Parmi les conséquences, la difficulté des nouveaux bacheliers de chercher ou de créer d'emploi adéquat à ce diplôme.

A l'heure actuelle, les conditions d'examen sont modifiées : sans examen de prebac, sans niveau oral et la délibération s'effectue par levée de main des enseignants correcteurs, en d'autres termes l'Etat a facilité les conditions d'obtention du diplôme de baccalauréat. Serait-ce une bonne solution pour la jeunesse malgache ? Démocratiser le baccalauréat à Madagascar signifie-t-il un système de sélection relativement simplifié ? Donc, le baccalauréat est accessible à la masse populaire. La malgachisation de l'enseignement jusqu'au niveau du baccalauréat fait partie d'effet du 1972(rejet de la colonisation) du baccalauréat. Mais d'emblée, la question se pose : s'agissait-il d'une bonne décision de malgachiser ce système de formation « jusqu'au baccalauréat » ? Car après le baccalauréat, les élèves doivent s'ouvrir obligatoirement à un système de formation quasi francophone et/ou ceux qui veulent quitter Madagascar pour poursuivre leurs études universitaires doivent maîtriser la langue française et anglaise a priori.

Le taux de réussite des années 1960 à 1970 jusqu'à 2012, n'est pas explicite ni fluctuant. Par contre, l'évolution des chiffres des admis définitifs au baccalauréat montre la faiblesse du système de formation de baccalauréat malgache, car ces chiffres en notre possession évoluent de 390 de candidats admis en 1963 à 35.026 admis en 2009. En 46 ans d'enseignement, le nombre de bachelier a évolué de 100 fois. Par contre, la population est passée de 5.557.000 habitants en 1963 à 19.601.026 habitants en 2009, ce signifie que la population a augmenté de 4 fois plus. En terme absolu, le nombre de bacheliers a augmenté de manière astronomique, mais les échecs universitaires et le nombre de chômeurs intellectuels nous laissent perplexes, ceux-ci cumulés à celui des échecs du baccalauréat passant de 690 en 1963 à 49657 en 2009, c'est-à-dire que le nombre d'échec devient multiplié de 70 fois plus. Ces effets cumulés montrent les désastres du système du nouveau baccalauréat démocratisé.. Le français est un outil de travail dans la lecture, dans l'écriture et, surtout, dans l'expression au niveau socio-professionnel. Le problème après 1972 n'est pas seulement le phénomène de

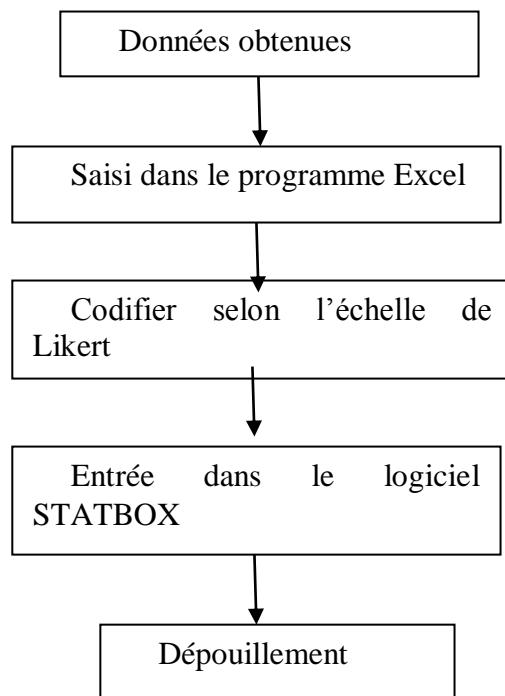
rejet des français, mais aussi de leur langue française qui handicape les élèves et les étudiants. Pourtant, le français est un outil de travail quotidien pour l'élève, l'étudiant et le travailleur.

En comparant le pourcentage de réussite au bac, entre ces deux périodes, avant et après l'année 1972, ces taux sont à peu près identiques (36,30% et 33,91%), mais les différentes conditions d'admission à l'examen ne sont pas similaires. Cela est à l'origine de cette différence de qualité du diplôme de baccalauréat.

En bref, la malgachisation et la démocratisation de l'enseignement donnent augmentation de quantité des candidats admis au baccalauréat mais faible qualité.

D'après l'application de méthode statistique STAT-BOX (Analyse statistique)

L'analyse des données est une technique d'analyse statistique d'ensemble de données. Elle se distingue de l'analyse exploratoire des données. La statistique est une technique qui permet la compréhension de réalité. C'est un moyen d'investigation de la complexité, le réel complexe engendre la représentation simplifiée. Le processus est comme suit :



Analyse statistique des résultats d'examen du baccalauréat corrélés aux différents facteurs

Dans le problème de disqualification du baccalauréat, nous choisissons la méthode statistique selon les logiciels suivants **STATBOX**.

Cette méthode démontre la liaison de tous les facteurs qui déterminent le taux de réussite au baccalauréat, à partir de l'analyse effectuée sur 11 variables (annexe L'analyse en composantes principales (ACP) est une technique de base de l'analyse factorielle. Elle a été créée par HOTELLING¹ (1933). Cette méthode est utilisée au cas il ne serait pas se ramener à un tableau de contingences, comme suit :

- Caractéristique : L'analyse concerne un tableau d'individus x_{ij} (n lignes, p colonnes) et les variables sont quantitatives, continues, corrélées entre elles deux à deux,
- Objectif : Réduire les dimensions du tableau en déterminant de nouvelles variables (les composantes principales), moins nombreuses, non corrélées, mais chacune comprenant plus d'information (variance maximale) que variable initiale.

L'analyse factorielle synthétise les phénomènes et les classes en facteurs qui est une combinaison des données recueillies sous forme de chiffres.

Un axe sur la carte factorielle représente justement une combinaison de plusieurs données en un ensemble situé dans une même région. En l'occurrence, dans cette carte, il y a deux axes factoriels marqués F1 en abscisse (ou latitude) et F2 en ordonnées y figurent.

¹ Philippe Casin - Analyse des données et des panels de données - Page 33 (1999)



Source : recherche personnelle

Figure 3: Résultat statistique de STAT BOX

Il s'agit de chercher des groupes équivalents dans l'ensemble des données recueillies. Cinq groupes (G_1 : groupe₁, G_2 : groupe₂, G_3 : groupe₃, G_4 : groupe₄, G_5 : groupe₅) ont été mis en évidence par la visualisation de la carte factorielle fournie par l'analyse factorielle des données multidimensionnelles en ses composantes.

Description des groupes.

Le facteur le plus important F1 est formé :

- dans le groupe 1 : par l'état de la transmission du savoir des responsables aux enfants :

*par des taux d'échecs aux baccalauréats variant de 56% (2005) à 68,7% (2001) avec une moyenne de 60,53% ;

*par des taux de pauvreté allant de 65,4% (2008) à 80,7% (2002) avec une moyenne élevée de 70,64 ;

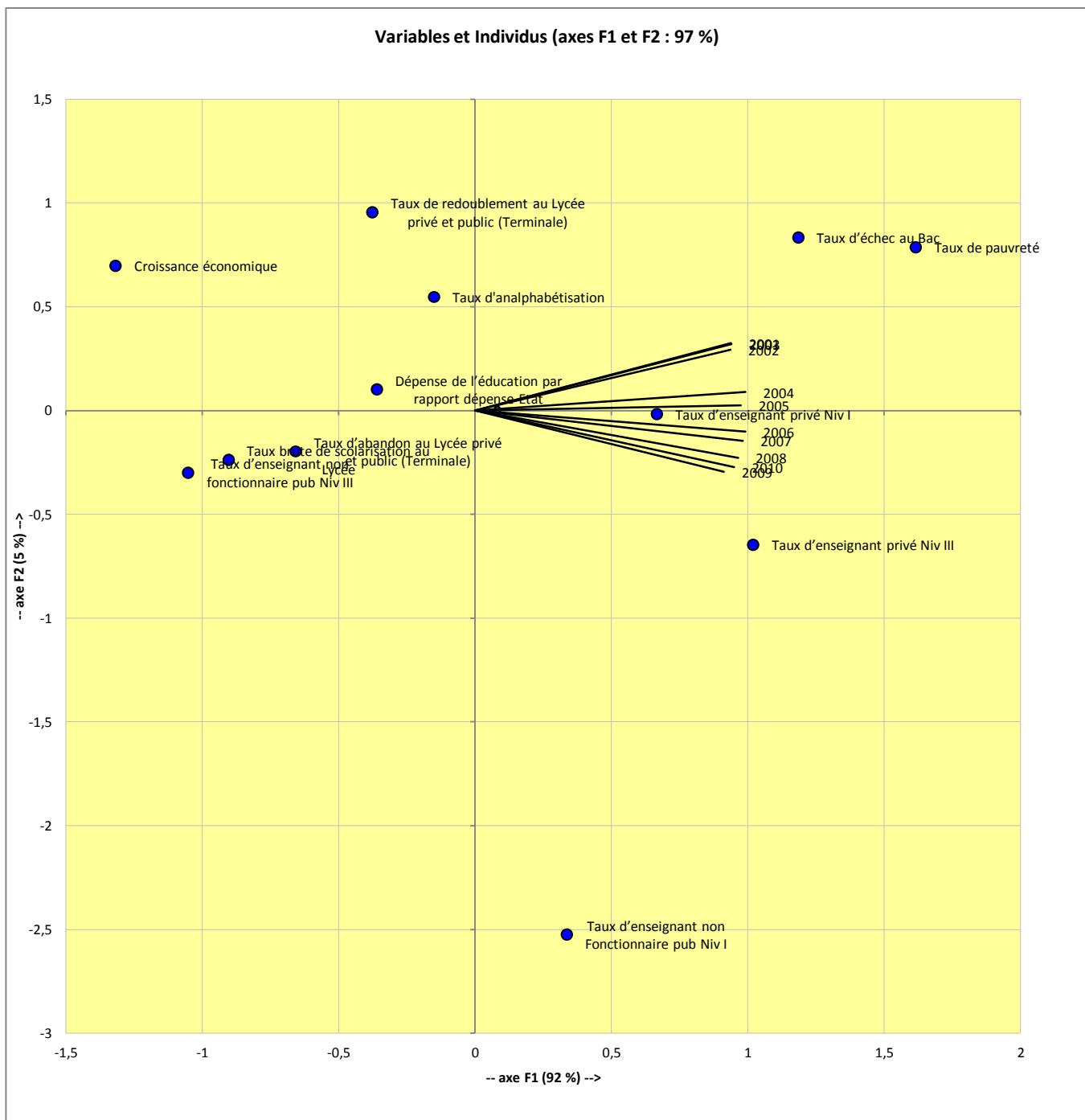
*par des taux des enseignants privés de l'école Primaire, tolérable par rapport à ceux des lycées.

Les groupes 2 et 3, situés dans la partie gauche de la carte factorielle, sont caractérisés par une croissance économique faible, voire négative toutes les fois qu'il survient des événements politiques engendrant des crises en 2002(-12,6%) et en 2009(-3,7%).

Il en ressort que :

- Le taux d'abandon fluctue autour de 16,75%,
- Le taux d'enseignants vacataires croît allant de 3% en 2003 à 17% en 2010.

Le facteur F2, formé par les groupes 4 et 5, qui met en évidence les états et influences des responsables d'enfants, c'est-à-dire : en classe à travers les enseignants et à la maison par le biais des parents.



Source : recherche personnelle

Figure 4: Résultat statistique de STAT BOX

Les années sont représentées par des vecteurs rayonnant à partir de l'origine des axes. Deux vecteurs ou années quelconques de la période d'études forment un angle aigu, traduisant une distance angulaire petite. Or, plus une distance est petite, plus les phénomènes (dates, temps) sont semblables.

Ces deux figures (figure 3 et 4) présentent l'effet catastrophique : en zone centrale qui est le centre de gravité de l'enseignement où se trouve le groupe des enseignants non fonctionnaires.

Après 1972, l'Etat et les gouvernements malgaches successifs jusqu'à ce jour n'arrivent plus à maîtriser la gestion budgétaire des établissements scolaire. Cette globalisation de la pauvreté au niveau du Cursus du baccalauréat rend inévitable la diminution tangible de la qualité de l'enseignement jusqu'à l'obtention du baccalauréat. Ces quelques explications contribuent inévitablement à la dégradation de la qualité du baccalauréat malgache.

Selon ces figures, l'insuffisante de formation pédagogique avec négligence des langues est un facteur important de la disqualification du baccalauréat actuel.

Application de méthode statistique aux nombres des enseignants au lycée (Terminale) de 2003 à 2010

Enseignants de lycée :

Dans l'enseignement, la bonne gestion des ressources humaines est très importante au recrutement, à la formation pédagogique, à l'évaluation ou à l'inspection des enseignants en classe.

Tableau 3 : Taux des enseignants au Lycée (Terminale)

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Enseignant fonctionnaire lycée public (%)	53	37	32	37	33	35	30	22
Enseignant vacataire lycée public (%)	3	7	8	6	6	7	10	17
Enseignant lycée privé (%)	44	56	60	57	62	58	66	61

Source : MEN

L'enseignant vacataire (maître FRAM²) est recruté localement par l'association des parents d'élèves qui le paie avec la faible rémunération. Il n'a pas reçu de formation initiale.

² Maître FRAM : enseignant non fonctionnaire, sans formation pédagogique initiale, recruté et payé par l'association des parents d'élèves locale, autorisé à enseigner à l'école publique (sous l'insuffisance des enseignants fonctionnaires).

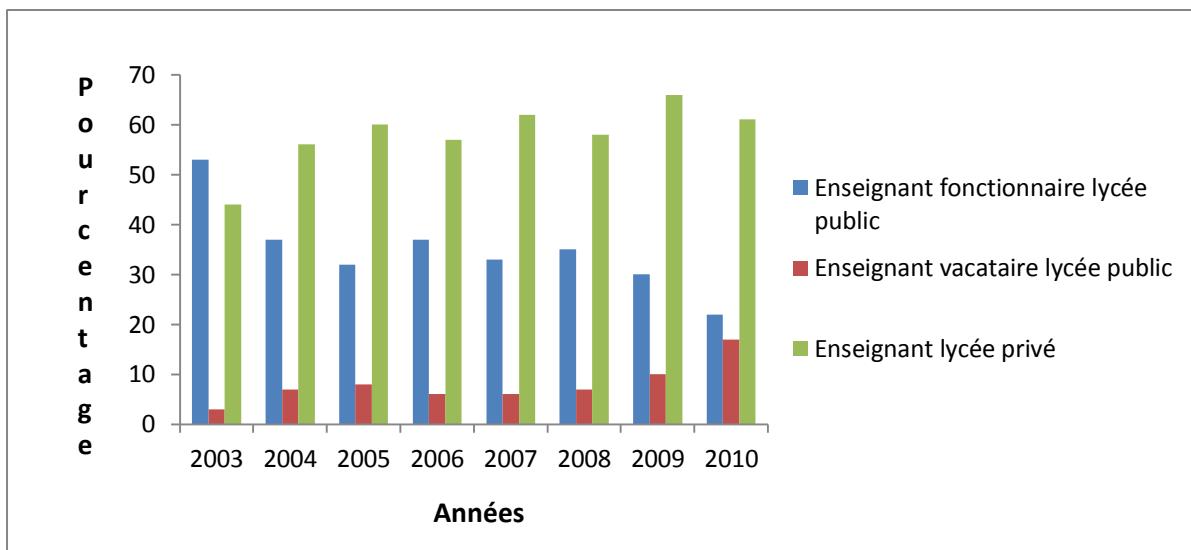


Figure5: Diagramme de taux des enseignants du lycée privé et du lycée public (fonctionnaire et vacataire)

Ce diagramme montre que plus de la moitié des enseignants du lycée sont non fonctionnaires (le pourcentage des enseignants vacataires au lycée public augmente et au lycée privé en grand pourcentage). Ceci signifie que la qualité en formation de cette majorité n'est pas assurée dans sa conformité

Application de méthode statistique montrant par province des établissements scolaires (publics et privés) année scolaire 2007

Tableau4: Montrant par province des établissements scolaires Lycées **publics**, année scolaire 2007-2008

PROVINCE	LYCEE			
	effectif	enseignant	Salle de classe	Etablissement fonctionnel
ENSEMBLE	69 639	3 235	1 459	126
ANTANANARIVO	23 949	1 312	526	37
ANTSIRANANA	6 764	258	126	8
FIANARANTSOA	12 836	568	279	28
MAHAJANGA	7 574	320	153	15
TOAMASINA	10 869	438	207	17
TOLIARA	7 647	339	168	21

Source : Ministère de l'éducation nationale (annuaire scolaire 2007-2008).

Tableau 5: Montrant par province des établissements scolaires Lycées **privés**, année scolaire **2007-2008**

PROVINCE	LYCEE			
	effectif	enseignant	Salle de classe	Etablissement fonctionnel
ENSEMBLE	83631	4471	2163	416
ANTANANARIVO	49315	2926	1391	275
ANTSIRANANA	6331	346	149	35
FIANARANTSOA	9771	371	204	33
MAHAJANGA	5764	251	130	24
TOAMASINA	8778	379	203	31
TOLIARA	3672	198	86	18

Source : Ministère de l'éducation nationale (annuaire scolaire 2007-2008).

Effectifs d'élèves par salle de classe = $(69639+83631)/1459+2163=42,31$ élèves en 2007/2008.

Les deux tableaux ci-dessus montrent l'insuffisance de salles de classes.

Ces deux figures présentent l'effet catastrophique : en zone centrale qui est le centre de gravité de l'enseignement où se trouve le groupe des enseignants non fonctionnaires.

Après 1972, l'Etat et les gouvernements malgaches successifs jusqu'à ce jour n'arrivent plus à maîtriser la gestion budgétaire des établissements scolaire. Cette globalisation de la pauvreté au niveau du Cursus du baccalauréat rend inévitable la diminution tangible de la qualité de l'enseignement jusqu'à l'obtention du baccalauréat. Ces quelques explications contribuent inévitablement à la dégradation de la qualité du baccalauréat malgache.

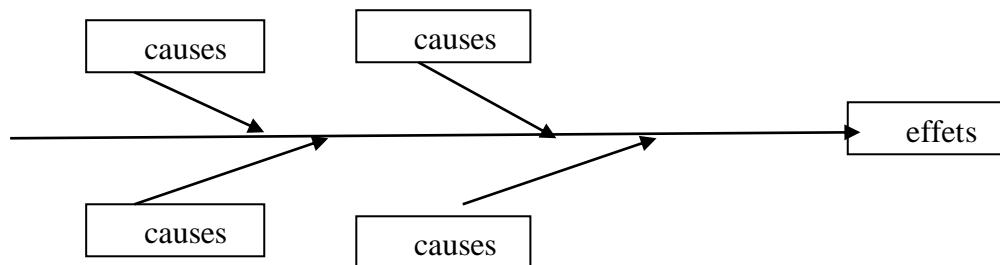
Les enquêtes menées dans le cadre de cette recherche, et des analyses statistiques effectuées ainsi que l'analyse d'Ishikawa ci-après permettront d'identifier les problèmes ayant causé la disqualification du baccalauréat malgache.

Analyse d'Ishikawa

Le Diagramme de causes et effets, ou diagramme d'Ishikawa, ou diagramme en arêtes de poisson, est un outil développé par Kaoru Ishikawa³ et servant dans la gestion de la qualité.

Ce diagramme représente de façon graphique les *causes* aboutissant à un *effet*. Il peut être utilisé comme outil de modération d'un remue-méninge et comme outil de visualisation synthétique et de communication des causes identifiées. Il peut être utilisé dans le cadre de recherche de cause d'un problème ou d'identification et gestion des risques lors de la mise en place d'un projet.

. Chaque branche reçoit des causes



³ Kaoru Ishikawa, La gestion de la qualité: Outils et applications pratiques- 2007

D'une manière générale, les problèmes proviennent de différentes causes : politique, physique (matériel) humaine et financière.

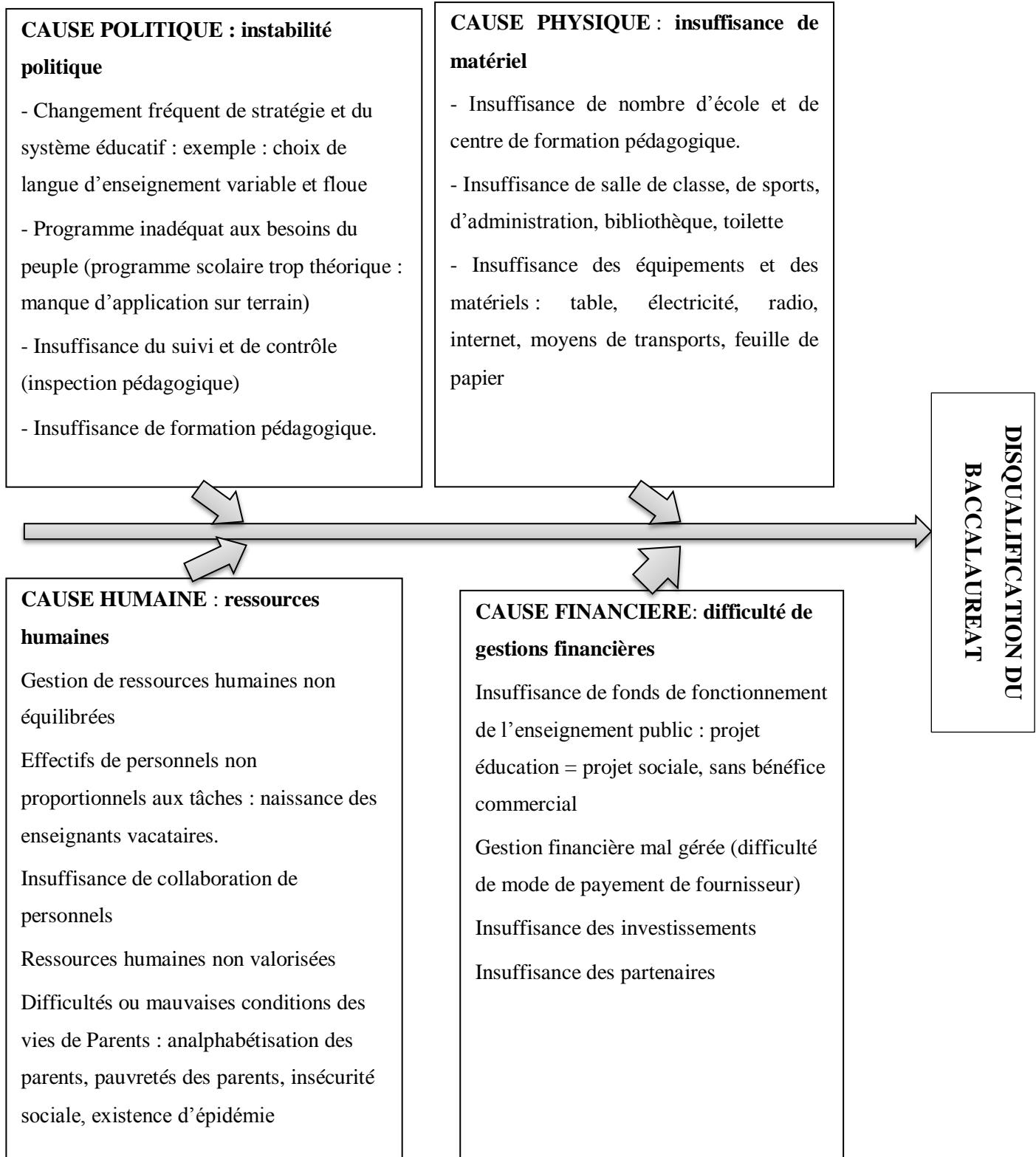


Figure 6 : Diagramme d'Ishikawa

(1) Cause politiques : instabilité politique récurrente depuis Mai 1972

Exemple : formation au primaire : 6 ans avant 1972, réduite en 5ans à partir 1972.

→ Programme inadéquat aux besoins de la population (programme scolaire trop théorique : manque d'application sur terrain ; débordement des enseignants par des effets pervers de la malgachisation ; à titre d'exemple : nombre très insuffisant des inspecteurs pédagogiques par rapport au nombre d'enseignant et de classes).

(2) Cause humaine : ressources humaines.

→ Gestion de ressources humaines non équilibrées : concentration excessives des enseignants dans les centres urbains ou indirectement refus d'affectation.

→ Effectifs de personnel non proportionnels aux tâches et aux nombres d'élèves : apparition des enseignants vacataires ; enseignant littéraire reconvertis en enseignant scientifique dû aux insuffisances du corps enseignant.

→ Insuffisance de collaboration du personnel : manque de directive pédagogique claire et anarchie de programme de formation, « tout le monde enseigne ce qu'il veut et ce qu'il sait »

→ Ressources humaines non valorisées : maître FRAM considérés comme sous enseignants tant au niveau salaire tant au niveau pédagogique.

(3) Causes physiques : insuffisance de matériel pédagogique :

→ Insuffisance de fonds de fonctionnement de l'établissement public (EPP, CEG, Lycée). Le projet en éducation publique est caractérisé par la handicape récurrente du budget de fonctionnement, l'incompétence des gestionnaires des établissements, dépassé par les évènements (nombre de salle de classe insuffisant, nombre d'élèves en croissance exponentiels, apparition du phénomène pervers de la corruption mettant sous pression la classe pauvre, Exemple : prolifération des cours complémentaires pour les instituteurs en fin de journée, indice caractériel de la pauvreté des enseignants ; c'est un exemple de phénomène contradictoire avant 1972.

Avant 1972 : les instituteurs/enseignants, toutes classes confondues peuvent acquérir de nouvelle voiture.

Après 1972 : augmentation exorbitant du coût de la vie mais le salaire reste le même, donc paupérisation de la classe des instituteurs et des enseignants, c'est-à-dire leur salaire est juste utilisé pour la survie quotidienne. (Pour mémoire le taux d'échange avant 1972 : 1FF = 100 FMG, après 1972 : une chute vertigineuse et cascade de la monnaie malgache pour arriver actuellement à 1FF est égal à plus 2000 FMG, donc juste au niveau monétaire, la

détérioration de franc malgache ne permet plus aux instituteurs/enseignants malgache d'acquérir ni maison ni voiture ni repas décents.

(4) Causes financières :

Le fond de roulement d'une école publique devient très aléatoire, ce sont les parents joignant la classe « pauvre » qui se cotisent pour faire tourner très souvent les écoles publiques et l'apparition d'une séparation nette de classe sociale entre les enseignants ou les instituteurs et les directeurs d'école apparaît d'une manière incontrôlable accompagné de phénomène de corruption et de trafic de subsistance. La pauvreté ne concerne pas seulement la classe des enseignants/instituteurs mais aussi l'administration en général au niveau des établissements public gangrénée par les corruptions et les affaires. Non seulement les besoins en matériels et en matériaux au niveau scolaire sont devenu introuvable sur le marché ou en général aux prix inaccessible, ce qui entraîne une gestion difficile des financements des écoles publiques.

Après 1972, l'Etat et les gouvernements malgaches successifs jusqu'à ce jour n'arrive plus à maîtriser la gestion budgétaire des établissements. Cette globalisation de la pauvreté au niveau du Cursus du baccalauréat rend inévitable la diminution tangible la qualité de l'enseignement jusqu'à l'obtention du baccalauréat. Ces quelques explications contribuent inévitablement à la dégradation de la qualité du baccalauréat malgache.

A ce stade des explications, la question se pose: la malgachisation de l'enseignement général et du baccalauréat malgache en particulier n'étaient-elles pas par conséquent une mauvaise orientation et mauvais choix?

En effet, dans le contexte actuel, la situation de la langue Malgache se situe de la manière suivante : le malgache, en tant que langue prend une place prépondérante et c'est tout à fait normal. Mais là, où le problème se pose : la langue malgache est utilisée par les enseignants dans les matières scientifiques, soit intégralement, soit en langue « vary amin'anana⁴ », c'est-à-dire avec une méthode de mélange de vocabulaires malgaches et français d'une manière anarchique. Ce constat justifie le titre de ce mémoire : « L'évolution du niveau du diplôme de baccalauréat d'avant 1972 à la démocratisation actuelle de ce diplôme. Approche par la démarche qualité.»

Ce travail, va se focaliser sur les problèmes qui relèvent de la politique éducative adoptée, c'est-à-dire :

⁴ vary amin'anana : langue utilisée dans un mélange de vocabulaires malgache-français.

- **Problème 1 : L'application de la malgachisation et de la démocratisation de l'enseignement a généré l'augmentation du taux de réussite au baccalauréat mais malheureusement de mauvaise qualité.**
- **Problème 2 : L'insuffisance des dispositifs pédagogiques à tous les échelons du capital humain aggravée par la négligence de la politique de langue qui implique la disqualification du diplôme baccalauréat.**
- **Problème 3 : L'insuffisance des infrastructures et celle des enseignants ont des impacts néfastes sur la qualité du baccalauréat, engendrant une énorme difficulté dans la recherche d'emploi chez les nouveaux bacheliers.**

Tous ces problèmes nous permettent de poser la question suivante : la gestion des ressources (humaines, financières, matériels) appliquée au système éducatif actuel est-elle efficace à l'amélioration de la qualité du diplôme baccalauréat ?

Pour répondre cette question, nous posons des hypothèses ci-après pour mener à bien cette analyse :

Hypothèse 1: Les conditions strictes à l'examen baccalauréat doivent être maintenues.

Hypothèse 2 : La langue française et la langue anglaise doit être maîtrisée comme langue de communication dans l'enseignement.

Hypothèse 3 : L'Etat doit maintenir ses engagements en infrastructure, en personnel enseignant et en budget annuel de fonctionnement des lycées et des universités.

Ce travail va comporter 3 parties :

- La première exposera la politique éducative, les matériels et la méthodologie,
- La deuxième mettra en exergue les résultats obtenus avec les discussions,
- La troisième partie sera consacrée aux solutions et à la recommandation.

PARTIE I. MATERIELS ET METHODES

I.1. MATERIELS

Dans ce cadre, nous pouvons énumérer les facteurs suivants:

I.1.1. Politique éducative

Historiquement, 3 grandes périodes ont marqué le système éducatif à Madagascar.

La 1^{ère} période : période précoloniale : avant l'année 1896 :

A cette période, la première école créée à Madagascar était en 1820 par London Missionary Society (LMS) à Antananarivo. Ces écoles ont les missions de ces épanouissements de la foi chrétienne. Elles se répartissent dans des différentes régions (exemple dans la partie Sud de Madagascar). Au cours de la période de la reine RANAVALONA I (1828-1861), le développement de l'enseignement connaît une interruption. Mais au règne de RADAMA II (1861-1863), le pays s'ouvre à nouvelle expansion. Dans ce temps, les enfants âgés de plus de 7 ans seraient obligés à aller à l'école.

La 2^{ème} période, c'est la période coloniale : de l'année 1896 à l'année 1960. Sur cette période, le système éducatif était conduit par des conditions dans le régime colonial (système éducatif français). Beaucoup des écoles primaires ou collèges s'installent pour la formation de l'indigène en cadre au colon.

A la 3^{ème} période, c'est la période de l'indépendance : de l'année 1960 à ce jour)

Cette période s'effectue en plusieurs états :

A la première république 1960-1972 : ce système éducatif de l'enseignement supérieur se développe avec la mise en place d'un enseignement supérieur. Les enseignants sont encore des personnels coloniaux, donc cette structure de ce système éducatif était encore plus ou moins comme en France.

A la 2^{ème} république : de 1975 à 1991 : c'est une période marquée par la révolution socialiste. Le système éducatif durant cette période est basé sur l'application de la démocratisation, la décentralisation et la malgachisation de l'enseignement. En effet, les écoles se multiplient dans la région urbaine ou dans la région rurale et les effectifs d'enfants scolarisés augmentent. Ces deux faits révèlent le développement quantitatif de la scolarisation ou d'infrastructure d'école. Mais cette augmentation apporte la diminution de la qualité de l'enseignement car la formation des instituteurs n'a pas suivi.

Cette période de révolution donne naissance à la décentralisation des enseignements supérieurs et aux centres Universitaires régionaux (CUR) implantés dans les 6 provinces.

Au milieu de cette période (1975 à 1991), les effectifs scolaires dans l'enseignement public diminuent à cause de mal organisation de système éducatif de l'enseignement primaire et secondaire. Conséquence les parents d'élèves s'orientent vers l'enseignement privé.

A la 3^{ème} république (1992 à 2010) : en l'année 2004, existent d'autres méthodes politiques du système éducatif. L'Etat fournit les outils nécessaires à la scolarisation (kit scolaires). Ce kit scolaire comprend : ardoise, cahier, gomme, crayon, stylo, règle, de petit sac et tissu confectionné par chaque élève à Madagascar. Par ailleurs, les parents d'élèves locaux prennent la prise en charge des salaires des enseignants non fonctionnaires (maîtres FRAM). Dès cette période, commence le recrutement des enseignants sans formation initiale mais autorisés à enseigner à l'école publique: un grand problème en découle pour le peuple malgache jusqu'à maintenant.

Au fur et à mesure des changements des régimes étatiques, la politique éducative a aussi été modifiée. Malgré cette modification, le processus éducatif demeure inchangé tel qu'illustré sur le schéma ci-après.

Processus de l'éducation

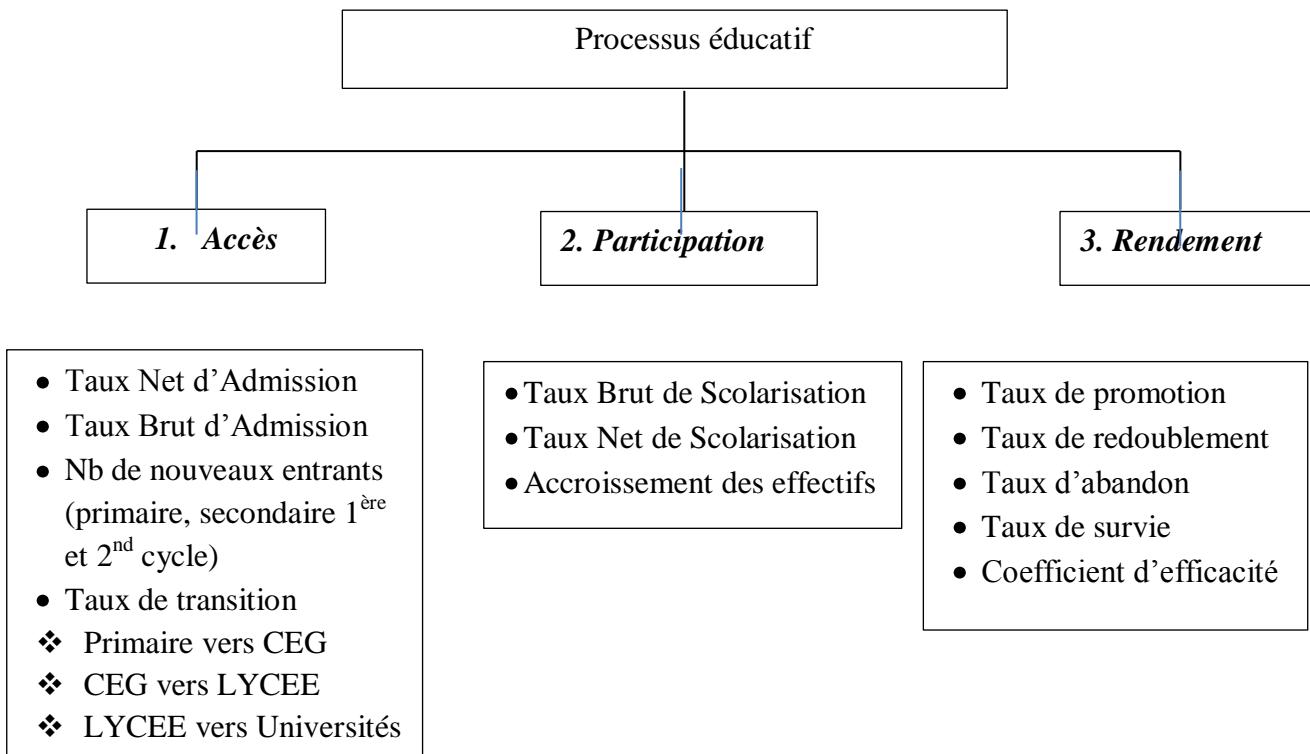


Figure 7 : Schéma de processus éducatif

Les indicateurs du processus se présentent à l'accès, à la participation et au rendement.

Au cours de ce processus éducatif, les parents d'élèves prendraient une grande place de cette l'amélioration envisagée. Nous allons définir quelques expressions sur ces schémas.

-Taux Net d'Admission

Cet indicateur donne le nombre de nouveaux élèves en première année du primaire en l'âge officiel d'aller à l'école, exprimé en pourcentage de la population du même âge. Il en fournit une mesure plus précise du niveau d'accès aux différents niveaux d'enseignement en âge d'y entrer que ne le fait le taux brut d'admission.

-Taux Brut de d'Admission

Cet indicateur se rapporte au nombre total des nouveaux admis en première année à un niveau d'enseignement donné, sans considération d'âge, et exprimé en pourcentage de la population ayant l'âge officiel d'y entrer. Il en traduit son niveau général donné. Il indique également la capacité du système éducatif à assurer l'accès en première année de la population ayant cet âge officiel d'entrée.

-Taux brut de scolarisation (TBS)

C'est le total des inscriptions dans le primaire sans distinction d'âge, exprimé, en pourcentage de la population officiellement scolarisable à l'école primaire. Il est utilisé comme indice du niveau général de participation à l'enseignement primaire.

-Taux net de scolarisation (TNS)

C'est l'inscription dans l'enseignement primaire du groupe ayant l'âge officiel de fréquenter l'école primaire et exprimée en pourcentage de la population correspondante. Il fournit une mesure plus précise de la participation à l'enseignement primaire des enfants appartenant au groupe officiellement en âge de fréquenter l'école primaire.

- Accroissement des effectifs.

Il représente la différence entre des effectifs des élèves pour deux années scolaires consécutives. Il mesure le développement de la participation des élèves au niveau d'étude considérée.

Le taux du flux ainsi que les taux de survie et le coefficient d'efficacité constituent les principaux indicateurs utilisés pour juger l'efficacité et les rendement interne du système éducatif.

-Taux de promotion: c'est la proportion des élèves inscrits dans une classe donnée au cours d'une année scolaire donnée, et qui passent en classe immédiatement supérieure au

cours de l'année scolaire suivante. Il mesure le phénomène de promotion et constitue l'un des moyens de juger l'efficacité interne du niveau d'enseignement considéré.

-Taux de redoublement: c'est la proportion des élèves inscrits dans une classe donnée au cours d'une année scolaire donnée qui étudient dans la même classe au cours de l'année scolaire suivante. Il mesure le phénomène de redoublement et constitue l'une des moyens de juger l'efficacité interne du niveau d'enseignement considéré.

- Taux d'abandon: c'est la proportion des élèves dans une classe donnée au cours d'une année scolaire donnée qui quittent le système en cours ou à la fin de celle-ci.

Il mesure le phénomène d'abandon et constitue l'un des moyens de juger l'efficacité interne du niveau d'enseignement considéré.

Etant donné le maintien de ce processus éducatif du niveau primaire jusqu'à l'université et le thème de ce travail axé sur le baccalauréat, il convient de connaître comment l'université a évolué à Madagascar depuis 1975.

Evolution de l'université à partir de l'année 1975

L'université est le 1^{er} responsable de la formation académique des enseignants du lycée. En quête de solution pour résoudre le problème de la disqualification de baccalauréat actuel, il serait intéressant d'étudier l'évolution des universités, car les enseignants du lycée sont censés de suivre des études universitaires. Au cours de la démocratisation du système éducatif à partir de l'année 1975, l'Etat Malgache avait créé les centres universitaires dans toutes provinces en 1977 ; c'était la décentralisation des études universitaires. A cette période, l'Etat avait facilité l'admission à l'examen du baccalauréat pour faire fonctionner les universités.

A partir de l'année 1975: l'Etat se trouve confronter à l'explosion de l'effectif des nouveaux bacheliers, c'est ainsi que les CUR sont transformés en universités à part entière, mais sans mesure d'accompagnement rigoureuse au niveau financier ni outil pédagogique au niveau de la formation d'enseignants universitaires qualifiés.

A Madagascar, en 1975, les Universités étaient seulement disponibles dans deux provinces: à Antananarivo et à Toliary

L'interprétation des échecs au niveau de la qualité de baccalauréat peut trouver son origine dans la malgachisation radicale des enseignements primaire et secondaire. Il est prétentieux de trouver une solution de rupture avec ce système déjà préétabli. La meilleure façon c'est de réduire systématiquement et à court terme ces inconvénients dans la mesure du

possible. A priori, la première solution évidente serait de commencer à réduire les élèves entrant en secondaire cycle normal et à favoriser les centres de formation professionnelle, immédiatement après l'enseignement primaire. Comme première conséquence de ces dispositions : les centres de formation professionnelle vont croître d'une manière exponentielle et, ainsi, l'Etat serait en mesure de moduler l'entrée après le baccalauréat dans les universités. Deuxième conséquence : Madagascar pourrait s'orienter vers l'exportation des mains-d'œuvre qualifiées vers les pays voisins, mais en conséquence immédiate, les écoles professionnelles devraient être renforcées et compétitives. Dans cette option, l'Etat devrait coopérer avec les universités extérieures pour accompagner nos centres professionnels et universitaires par des programmes à court terme.

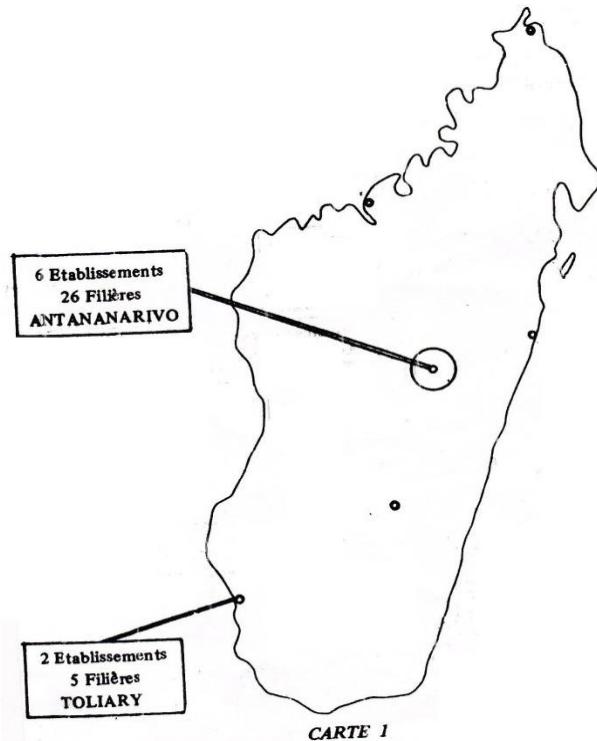
Tableau 6 : **Situation de l'université en 1975**

Implantation	Etablissements	Nombre de filières	Etudiants
A N T A N A R I V O	Etablissement d'enseignement supérieur de droit-économie-gestion-sociologie	4	3044
	Etablissement d'enseignement supérieur des lettres	6	2200
	Etablissement d'enseignement supérieur des sciences	3	1175
	Etablissement d'enseignement supérieur des sciences de la santé	2	1420
	Etablissement d'enseignement supérieur des sciences agronomique	4	225
	Etablissement d'enseignement supérieur polytechnique	9	692
TOLIARY	Etablissement d'enseignement supérieur des lettres	4	80
	Etablissement d'enseignement supérieur des sciences	1	66
	TOTAL	33	8902

Source : INSTAT

1-Université en 1975

Grande évolution de l'université vers tous les centres des provinces de Madagascar : 1975 à 1977 (de 2 à 6 universités)



2- L'université en 1977

En 1977, l'Etat a établi une Université par province (dans les six provinces de Madagascar). C'était le commencement de la décentralisation des Universités publiques à Madagascar.

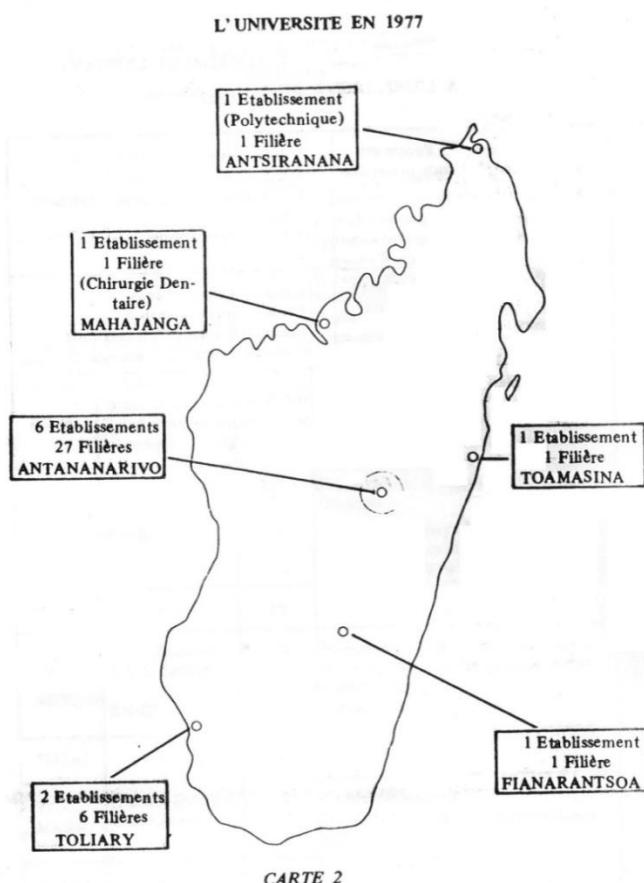


Figure8: Université en 1975 et 1977

3- L'Université en 1984-1985 : Répartition par C.U.R des établissements et filières (année 1984-1985) / Répartition des étudiants par C.U.R en 1984-1985

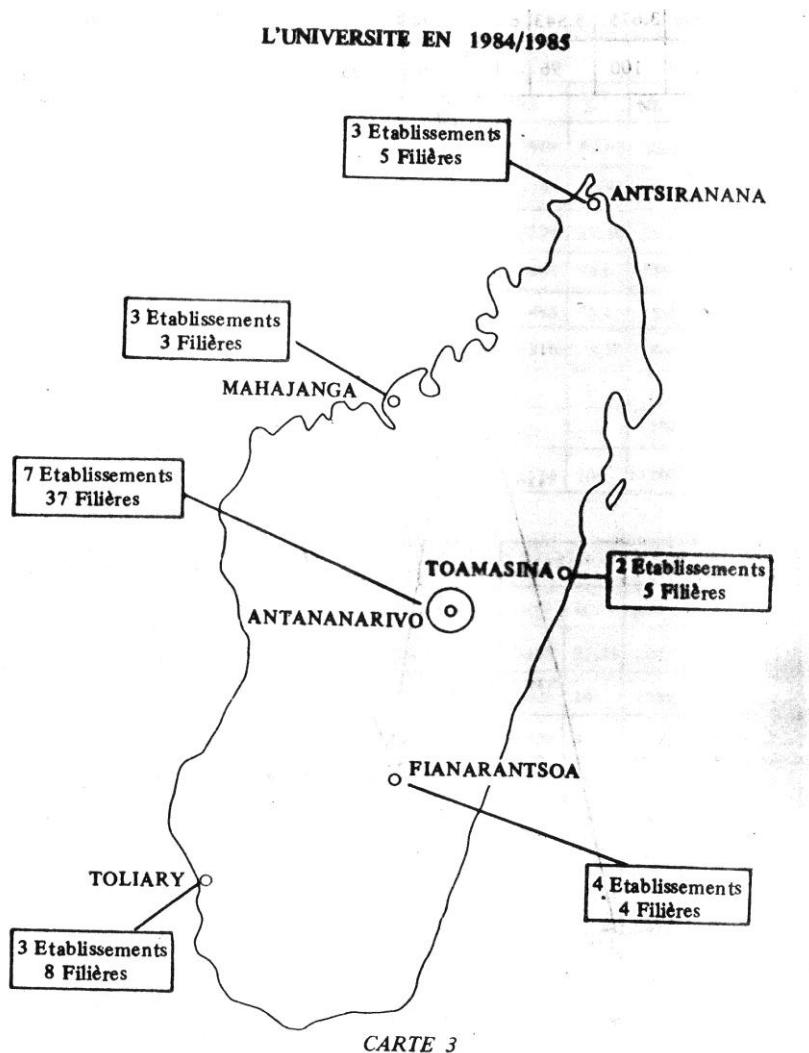


Figure 9 : Répartition par C.U.R. des établissements et filières (année 1984-1985)

Tableau 7 : Répartition par C.U.R. des établissements et filières

C.U.R.	Etablissements	Nombre de Filières	Filières/dénomination
A N T A N A N A R I V O	E.E.S.D.E.G.S.	4	Droit-économie-gestion-sociologie
	E.E.S .Sciences	3	Mathématiques-physique chimie-sciences Naturelle
	E.E.S. Lettres	8	Francais-malagasy-histoire-géographie-anglais-allemand-espagnol-russe
	E.E.S.S. Santé	1	médecine
	E.E.S.S. Agronomiques	5	Eaux et foret-agriculture-élevage-agro/éco/socio-industrie agricole alimentaires
	E.E.S.S. Polytechnique	9	Géomètre-topographe/ géodésie cartographie/ travaux public/ Génie chimique/ télécommunication/ Météorologie/ Hydraulique-Aménagement mines/ géologie
	E.N-III	7	Français/ Malagasy/ Histoire-Géographie/ Anglais/ Sciences Nat/ physique chimie/ éducation physique et sportive
Toliary	E.E.S. Sciences	2	Sciences Nat/ physique chimie
	E.E.S. Lettres	5	Malagasy/ Histoire-géographie/ philosophie/ Français
	EN-III	1	philosophie
Toamasina	E.E.S. D.E.G.S.	2	Gestion/ Economie
	E.E.S. Lettres	3	Français/ philosophie/ Histoire géographie
Fianarantsoa	E.E.S .Sciences	1	Mathématiques
	EN-III	1	Mathématiques
	EN Informatique	1	Informatique
	E.E.S. D.E.G.S.	1	Droits
Mahajanga	E.E.S .Sciences	1	Sciences Naturelles
	E.E.S.C Dentaire	1	Chirurgie Dentaire
	E.E.S.S. Santé	1	Médecine
Antsiranana	E.E.S.S. Polytechnique	3	Electronique/ Hydraulique Industrielle/ électromécanique
	E.E.S .Sciences	1	Physique chimie
	EN III technique	1	Mathématique

Source : INSTAT

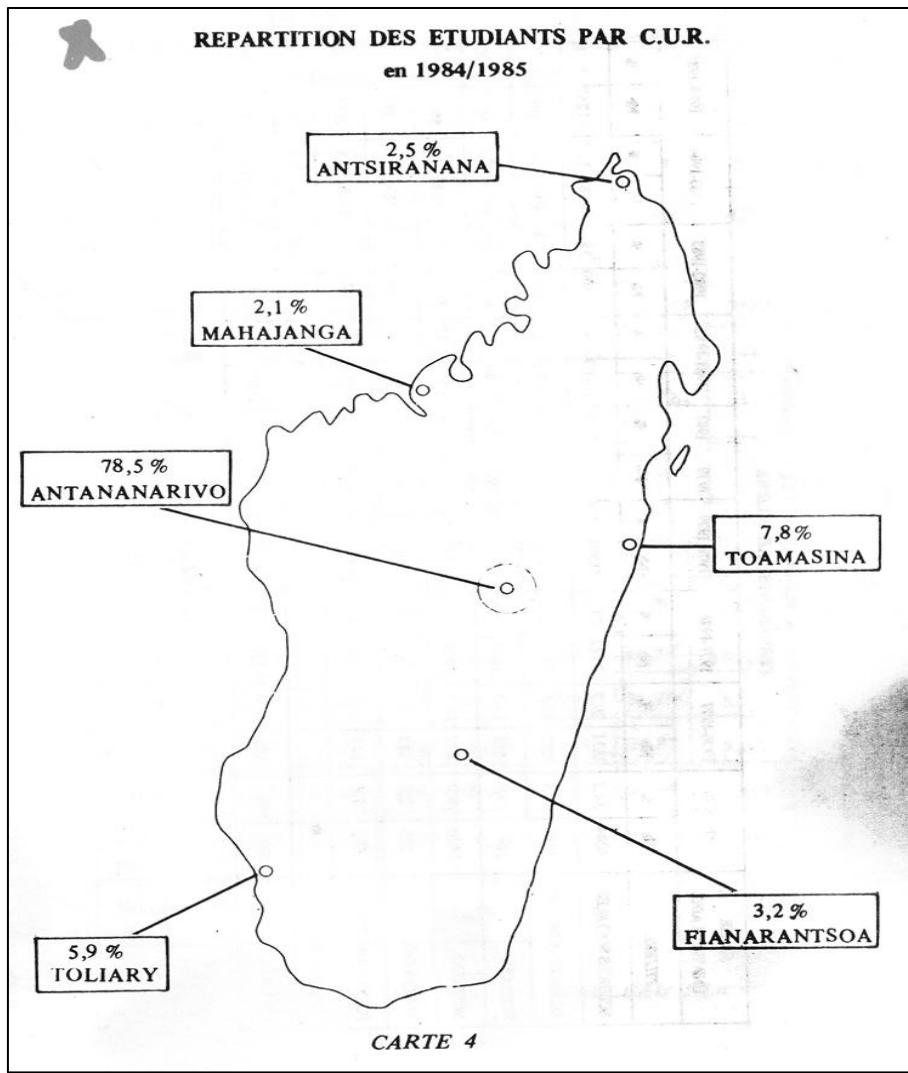


Figure 10: Répartition des étudiants par CUR (1984/1985)

I.2. Elèves du lycée.

Avant 1972, l'effectif des élèves du lycée était encore peu nombreux, après 1972, les élèves ayant l'accès aux établissements scolaires augmentent. Cette augmentation de l'effectif modifie les connaissances acquises par les élèves en classe, et ainsi la tâche des enseignants à partir de la malgachisation et de la démocratisation de l'enseignement devient difficile.

I.3. Personnel administratif et technique

Le proviseur, les secrétaires et les surveillants assurent normalement la gestion du fonctionnement d'un établissement scolaire (lycée). Etant donnée le grand effectif d'élèves scolarisés chaque année à partir de l'année 1972, faire fonctionner un établissement scolaire est rendu difficile, non seulement en son sein, mais aussi il a fallu recourir à la contribution des associations locales des parents d'élèves et des autorités locales.

I.4. Personnel enseignant

Les enseignants assurent le rôle de transmettre des connaissances aux élèves en classe. Chaque année, beaucoup d'enseignants partent en retraite d'un côté, et de l'autre les enfants scolarisés augmentent, pourtant le recrutement des enseignants n'est pas forcément annuel (en fonction du budget de l'Etat). Ce phénomène se traduit par la diminution de l'acquisition des connaissances transmises aux élèves.

I.5. Personnel du ministère de l'éducation nationale

Le Personnel du ministère est le premier responsable de fonctionnement de l'éducation dans la nation. Avec l'augmentation des enfants scolarisés et la difficulté de communication de toutes sortes entre toutes les régions, le ministère est toujours confronté à des problèmes de fonctionnement des établissements scolaires, surtout dans le domaine du contrôle pédagogique.

I.6. Personnel de la santé et de l'économie

Il est intéressant que le ministère de l'éducation nationale collabore avec les autres ministères pour faire fonctionner l'éducation, exemple : ministères de la santé et de l'économie et de la sécurité publique et des sports.

I.7. Parents / autorités locales

Les parents jouent un rôle important dans l'éducation de leurs enfants dans leur foyer. En fait, la dégradation socio-économique (pauvreté) des parents bien que leurs enfants aient accès à l'école limite les connaissances de ces derniers, car beaucoup de matériels leur manquent

par insuffisance d'argent, exemple achat des livres documents, des machines, voire l'alimentation quotidienne. Malgré cette situation peu enviant des parents, leur association(FRAM) est toujours requise pour faire fonctionner l'enseignement local à travers sa contribution. Il en est de même de l'intervention de l'autorité étatique locale.

I.8. Infrastructures

Les bâtiments, les terrains des sports, les sanitaires sont indispensables à un établissement scolaire. L'évolution de nombre d'élèves scolarisés depuis la malgachisation nécessite de multiplier les infrastructures scolaires. Face à l'évolution des nouvelles technologies des informations et des communications actuelles, les infrastructures correspondantes doivent y être installées.

I.9. Documents pédagogiques :

La bibliothèque représente un facteur très stratégique qui contribue à permettre aux élèves de collecter des nouvelles connaissances. Aussi, les données informatiques viennent renforcer la capacité des élèves et des enseignants.

I.10. Budget de l'Etat et budget des ménages

La structure des dépenses publiques d'éducation dépend de la décision ferme volonté politique du pays. Les dépenses scolaires des ménages(frais d'inscription, l'achat des livres scolaires, cahiers, stylos) sont tributaires de l'évolution de revenus des ménages et de leurs activités. Pour les lycéens qui étudient dans les établissements publics, leurs dépenses sont un peu allégées.

I.2. METHODOLOGIE

I.2.1. Veille

La veille est une activité se déroulant de manière continue et, dans la plupart du temps, de manière itérative. Elle consiste à surveiller constamment et légalement l'environnement technologique et commercial, dont le but est d'exploiter les informations utiles, afin de pouvoir anticiper les évolutions du marché ou du projet. Il s'agit d'une stratégie d'organisation.

. A noter qu'il existe différents types de veille, à savoir :

- **La veille informationnelle⁵** : « activité continue en grande partie itérative visant une surveillance active de l'environnement technologique, commercial, etc... pour en anticiper les évolutions »,
- **La veille stratégique⁶** : il est très intéressant d'avoir plusieurs stratégies appliquées à un projet. La veille stratégique englobe généralement la veille technologique, d'où la confusion entre les deux termes.
- **La veille technologique⁷** fait partie des activités préparant un transfert de technologie.

Elle intègre le concept d'intelligence économique et est utilisée principalement pour :

- Suivre les évolutions techniques.
- Dégager de nouveaux procédés ou matériaux de substitution,
- Anticiper la concurrence,
- Diminuer les coûts de production,
- Augmenter la qualité des produits,
- Identifier les meilleures pratiques.

De toutes les définitions données précédemment, nous pouvons retenir que la veille informationnelle, la veille stratégique, et la veille technologique sont souvent confondues à travers l'expression veille technologique. En effet, faire une veille permet de résoudre des

⁵ JEAN-PAUL Pinte Veille informationnelle en éducation pour répondre au défi de la société de la connaissance au vingt-et-unième siècle- 2006

⁶ HASSEN BEKADDOUR-Veille stratégique et Intelligence économique 2014

⁷ Henri Dou, Veille technologique et compétitivité- 1995 -

difficultés mais en s'inspirant très souvent des méthodes et des solutions des adversaires ou des concurrents, afin d'être compétitif ou surtout de faire mieux que ses concurrents, c'est le fondement de développement de toutes sociétés modernes, apprendre ce que fait l'adversaire et pouvoir faire mieux après. Ainsi la veille technologique est le fondement de la réussite de tout projet, et de toute entreprise moderne.

A titre d'exemple, chaque année les fabricants concurrents de voitures de grande marque font sortir sur le marché de nouveau modèle de voiture, afin de conquérir des clients majeurs et des nouveaux clients.

Avec un peu de recul, la différence entre ses différentes voitures d'une même gamme se démarque juste soit de l'architecture de la carrosserie, soit de la performance de moteur, soit du confort intérieur de la voiture, soit tout simplement la gamme de couleurs.

Ces différences sont obtenues après le déchiffrage de besoins des clients évidemment par la démarche qualité fondée sur ce que désirent les clients.

I.2.2. Assurance qualité

La qualité est l'ensemble de propriétés et caractéristiques d'une entité qui lui confèrent l'aptitude à satisfaire des besoins exprimés et implicites» (définition donnée par la norme ISO 8402).

En parlant de la qualité, nous soulignons :

- la qualité des produits (biens et services),
- la qualité de fonctionnement,
- la qualité des objectifs en relation avec l'extérieur de son environnement.

L'assurance qualité est la démarche visant à donner la confiance appropriée au client que le produit ou le service fourni satisfera à ses besoins.

Le système assurance qualité, ensemble de l'organisation, des responsabilités, des procédures de processus et moyens nécessaires pour mettre en œuvre le management de la qualité, est régi par la règle des 4 P (Deming)⁸:

- **Préétablir** : formaliser et écrire les procédures de travail,
- **Pratiquer** : dérouler l'action conformément aux procédures,
- **Prouver** : démontrer que l'action s'est déroulée comme prévue,
- **Progresser** : corriger l'action en vue d'amélioration.

⁸ William Edwards Deming, Qualité: la révolution du management 1988

I.2.3.La méthode 3L d'après Lacaze Claude⁹

La méthode des trois logiques : logique hiérarchique, logique transversale, et logique de soutien ou d'information (3L) est le fruit d'années de réflexion, d'expérimentation et d'enseignement en qualité.

Toute activité complexe nécessite une organisation et une répartition des autorités pour assurer les responsabilités liées aux tâches à accomplir.

La méthode 3L a pour objet de présenter l'organisation et les responsabilités sous forme d'assurance qualité. Donc, la méthode 3L représente un outil performant pour initier une démarche qualité ou bien critique et pour améliorer un état existant.

En fait parmi ces trois logiques:

➤ **la logique hiérarchique** relève de la responsabilité de la direction :

-organigramme : le Pouvoir central de dirigeant, l'Assemblée Nationale et le Ministère de l'enseignement sont les responsables hiérarchiques en enseignement.

- responsabilités et autorités en matière de qualité : le ministère de l'enseignement supérieur et le ministère de l'éducation nationale sont des responsables des formations académiques et des formations professionnelles (responsables des qualités) Enseignant du lycée

➤ **la logique transversale** :

- achats : acquisition des livres, ordinateurs, télévisions

- maîtrise du produit fourni par le client : ici le client c'est l'enseignant

-identification et traçabilité de produit : ici le produit c'est : examen, cours, exercices, cahiers de textes, livres, auteurs, livres de référence, accessibilité sur les livres.

- maîtrise des équipements de contrôle de mesure et d'essais : c'est une méthode d'évaluation théorique et pratique.

- maîtrise du produit non conforme : la direction de l'école doit faire de recouplement si les élèves sont satisfaisant (élèves : clients majeurs). Les enseignants se remettent en cause en permanent sur la technique pédagogique et sur les outils utilisés. Exemple l'utilisation des craies couleurs est très facile à la transmission des connaissances par rapport à l'utilisation des craies blanches simples.

➤ **la logique de soutien (ou d'information)** :

⁹ LACAZE Claude., La Méthode 3L, Une approche organisationnelle et managériale pour l'assurance qualité et le reengineering, 1995, 93 pages

- correctives: à partir de l'interrogation écrite ou orale, l'enseignant propose de prendre une nouvelle démarche d'explication. Exemple si l'utilisation des craies n'est pas satisfaisante, la correction c'est l'utilisation de l'écran, empreint de film, dissection etc... Donc les enseignants se mettent non seulement à la méthode d'utilisation des craies quotidiennes, mais aussi, ils devraient adapter à l'évolution des machines.

- actions préventives : les enseignants doivent apprendre ce que font des autres, donc accepter les critiques.

-manutention, stockage, conditionnement, préservation et livraison : les élèves et les enseignants doivent connaître l'utilisation des matériels pédagogiques, exemple : bibliothèque

-maîtrise des enregistrements relatifs à la qualité : Le client majeur c'est les élèves, le client secondaire c'est les parents et les futurs employeurs. Instaure et il faut axer sur la méthode 3L. L'objectif de cette méthode 3L c'est la satisfaction des clients majeurs secondaires, ceci signifie satisfaire les élèves, c'est-à-dire assimiler les cours à 100% : pendant la moitié du temps, c'est le cours théorique et la moitié restante c'est l'application pratique et la vérification avant la fin de la séance.

- audits qualité internes : la direction de l'école doit faire de recouplement si les clients majeurs (élèves) sont satisfaisants

- formations : recyclage des formations des enseignants, formation du personnel administratif de lycée, apprendre ce que font les établissements ailleurs.

- présentations associées : faire des conférences regarder les films, visiter les autres établissements.

- techniques statistiques : faire l'analyse des résultats.

PARTIE II : RESULTATS ET DISCUSSIONS

II.1.RESULTATS

II.1.1. APPLICATION DE L'ASSURANCE QUALITE SUR LA MALGACHISATION¹⁰ ET DEMOCRATISATION¹¹ DE L'ENSEIGNEMENT

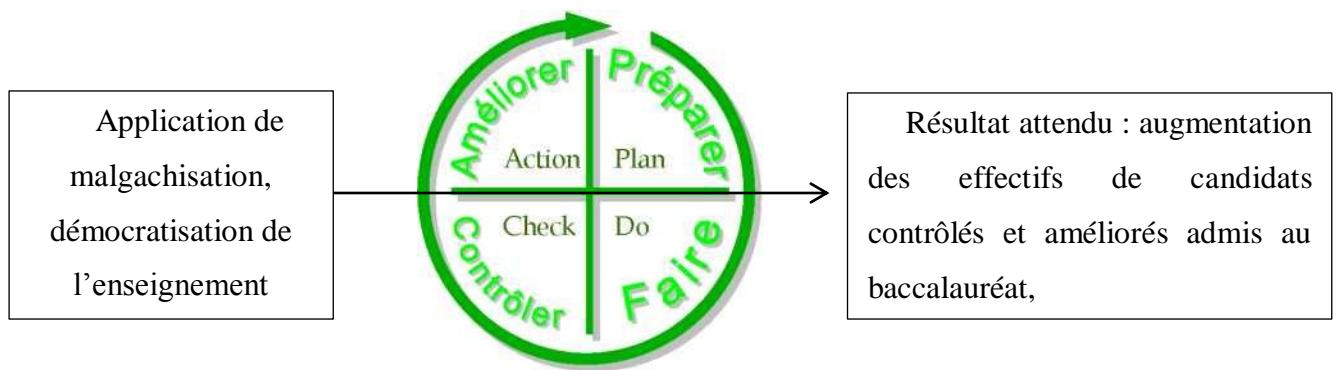
Nous avons déjà pu constater sur le tableau numéro 3 (page 14) qu'avant 1972, sous l'application des différentes conditions à l'examen baccalauréat, les candidats y inscrits sont relativement faibles par rapport au nombre d'habitants malagasy. (Effectif moyen des habitants : 6.166.500, Effectif moyen des inscrits : 1847 élèves, Effectif moyen des admis : 746 élèves)

L'enquête menée auprès des doyens issus du nouveau système éducatif et de ceux de l'ancien système confirme que les baccalauréats avant 1972 sont bien triés sous l'application de différentes conditions. Les enseignants sont bien formés pédagogiquement avant d'enseigner en classe. Le passage de classe des élèves se justifie par qualité de leur travail.

A ce jour, avec la démocratisation de l'enseignement, le baccalauréat devient accessible à la masse populaire à travers la suppression des différentes conditions : exemple, suppression d'examen prébac, autorisation d'enseigner octroyée à un enseignant n'ayant pas effectué une formation pédagogique initiale. L'assurance qualité n'est pas respectée, car elle vise à apprécier la qualité appropriée au produit ou au service offert au client.

La qualité c'est une boucle. La roue de Deming, ou cycle PDCA décrit les quatre activités principales à maîtriser dans une démarche qualité. Préparer son action (Plan), la réaliser (Do), en contrôler les résultats (Check) et l'améliorer (Action). Le résultat attendu de l'application de boucle de la qualité relative à la malgachisation et à la démocratisation de l'enseignement: c'est augmentation des effectifs de candidats contrôlés et améliorés admis au baccalauréat.

Figure 11: Schéma de l'application de boucle de la qualité à l'enseignement.



¹⁰ Malgachisation de l'enseignement, voir l'annexe, page Q

¹¹ Démocratisation de l'enseignement, voir l'annexe, page Q

L'assurance qualité qui est un moyen de gagner la confiance dans l'aptitude de la société ou de l'organisation de satisfaire le niveau de qualité désiré, est une méthode bien applicable à l'enseignement.

II.1.2. APPLICATION DE LA METHODE 3L ET/OU VEILLE RELATIVE A LA NEGLIGENCE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET A L'INSUFFISANCE DE FORMATIONS PEDAGOGIQUES DES RESSOURCES HUMAINES

Application de veille sur l'incompétence linguistique

Avec l'application de la **démocratisation** et de la **malgachisation** dans l'enseignement **à partir de l'année 1972**, le nombre des élèves augmente, face à cela, il constaté l'insuffisance des enseignants fonctionnaires qui provoque de recrutement des enseignants sans formation pédagogique initiale (difficulté de parler en français ou en anglais en classe). En plus, **durant cette période de malgachisation, l'étude de langue française ou anglaise était secondaire**. La langue est un outil de l'enseignement ; la langue internationale tient le rôle très important dans la transmission des connaissances aux élèves, d'où sa connaissance garantit la maîtrise de la qualité de l'enseignement.

Au lycée, l'apprentissage des langues étrangères homogènes importe considérablement, par exemple, chaque établissement doit nouer au moins un partenariat avec un établissement étranger. Les compétences linguistiques minimales reçues par les enseignants du lycée sont des connaissances requises en classe (sans parler de la langue malgache, car sa traduction nous induit souvent en erreur), considérées comme une condition préalable ; le but de cet apprentissage linguistique vise à faciliter la transmission des connaissances. Sur les compétences linguistiques en classe (par exemple : grammaire, prononciation, vocabulaire), les enseignants auraient dû être capables de produire des plans de cours ou programmes de travaux efficaces établis en langue internationale homogène, entre autres le français.

A travers le cours, la méthode de transmission des connaissances aux élèves et la compétence linguistique de l'enseignant représentent, très certainement, un facteur essentiel pour réduire les pertes de connaissances.

La qualité de l'enseignement à travers l'intervention de l'enseignant et l'assimilation effective des élèves figurent parmi les critères clés. A titre d'exemple : la nuance de prononciation est fortement liée aux différentes ponctuations¹² («.», «,», «:», «;», «!», «?»). Ces éléments permettent aux élèves de mieux saisir le cours et les explications de

¹² A. MAUFFREY ; I COHEN Français, travaux pratique, 3^e, nouvelle édition page 275.

l'enseignant Or, malheureusement, même les enseignants certifiés se perdent dans leurs explications avec un facteur de perte d'assimilation important pendant le cours. Actuellement, les enseignants se communiquent entre eux en malgache grammatical ou en dialecte.

Les élèves entre eux parlent en malgache « vary amin'anana» mélange de mots français et malgache, ce qui explique, peut-être, la maîtrise du français se dégrade avec une vitesse grand V.

Donc, par l'application de veille, les conditions de transmission de connaissances seront insuffisantes si l'enseignant n'a pas de compétence linguistique requise.

➤ **Application de la méthode trois logiques(3L) sur l'insuffisance des formations pédagogiques**

• **1-La logique hiérarchique : organigramme.**

La logique hiérarchique est liée à l'organigramme du système éducatif. La valeur du diplôme de baccalauréat dépend de la qualité des enseignants du lycée. Selon leur formation (académique et professionnelle) reçue. Toutes ces responsabilités sont sous l'égide des ministères (MINESUP et MEN) avec l'accord du pouvoir central de dirigeant.

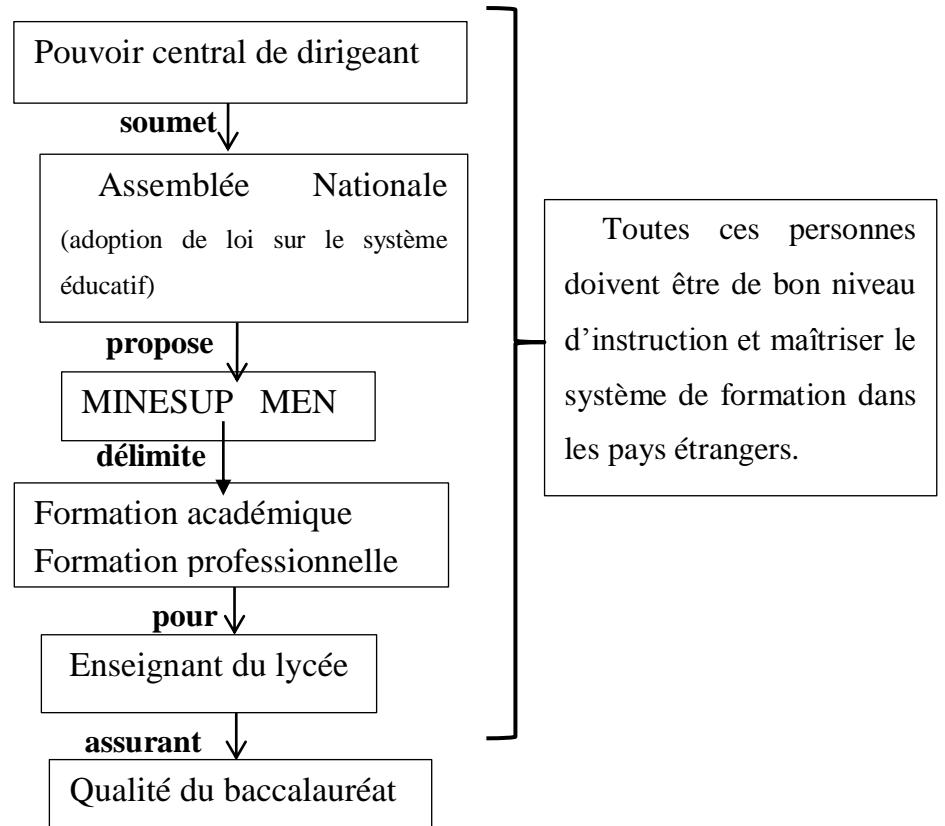


Figure 12: Schéma de hiérarchisation des Responsables de la qualité du baccalauréat.

Donc, il faudrait organiser la qualité du diplôme du baccalauréat pour être tout à fait cohérente avec l'organisation fonctionnelle et permettre à chaque membre du personnel d'apporter sa contribution pour améliorer la qualité du diplôme de baccalauréat. La logique hiérarchique est très efficace au système d'amélioration de la qualité du diplôme de baccalauréat.

- **2-La logique transversale**

Le système éducatif actuel ne permet pas d'obtenir des bacheliers compétitifs.

- Il faudrait revoir l'essentiel du contenu des programmes du second cycle, adapter une méthode pédagogique accessible à tous citoyens malgaches leur permettant d'accéder à une formation universitaire de langue française ou anglaise sans problème. Pour ce faire, les emplois du temps et la méthode pédagogique devraient être revus en la matière. La langue malgache devrait être maîtrisée jusqu'en classe de 3^{ème} et la conversion en langue française devrait être stricte pour enseigner à partir de la classe de 2^{nde}.

-Il faudrait avoir l'échange d'expériences entre enseignants-enseignants, puis établissements-établissements,

-Des relations interministérielles devraient être établies : éducation, sports, santé, sécurité publique.

- Chaque établissement devrait disposer d'un organe fondamental d'orientation comme le conseil de classe qui serait composé d'enseignants, de médecin scolaire et d'assistantes sociales. Le conseil de classe statue sur le passage en classe supérieure ou le redoublement. Le conseil de niveau, composé des enseignants de toutes classes de même niveau, examine les cas de désaccords entre les propositions du conseil de classe et les vœux des familles. Exemple : à la fin de la classe de 3^{ème}, c'est le conseil de niveau qui décide de l'orientation des élèves vers le lycée secondaire ou lycée technique.

• **3-La logique de soutien**, étroitement liée au système de documentation et d'accompagnement, mérite une réflexion totale pour un nouveau système de coopération. Tous les enseignants doivent se perfectionner sans cesse pour enrichir et actualiser leurs connaissances pour améliorer les résultats d'examen.

Dans ce sens, il est intéressant d'appliquer l'assurance qualité en classe.

Application de l'assurance qualité en classe

L'assurance qualité concerne la qualité du programme en tenant compte des ordres de priorité et de la qualité pédagogique sur l'enseignement par séquence.

Pour pouvoir assurer cette qualité en classe, il faut veiller au préalable à la conception d'un cours et à la manière de conduire une classe.

Conception d'un cours (en classe de Terminale) : logique transversale (maîtrise de processus)

L'enseignement a besoin obligatoirement de différents processus suivants :

1- Préparation lointaine au préalable :

- Consulter le programme scolaire,
- S'imprégner des objectifs généraux de la leçon et des objectifs spécifiques,
- Se documenter.

2- Préparation dans l'immédiat :

- Etablir la répartition annuelle du programme scolaire : 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres,
- Etablir l'ordre de traitement des objectifs spécifiques,
- Rassembler les matériels didactiques (échantillon des roches, plantes,...),
- Elaborer **la fiche pédagogique¹³** avec ses différentes parties, à savoir :
 - Identification : matière ou discipline, thème, titre, objectifs généraux, matériels, documents, classe, durée, (en haut de la page)
 - Contenu de la fiche :

Objectifs spécifiques	Contenus	Stratégie/support	Evaluation	Durée prévue	Observations (remarque sur le déroulement de cours)

Bien situer les temps d'intervention du prof, des élèves, de l'exploitation des matériels didactiques.

La conduite d'une classe : cas d'un enseignement de la SVT

Pour une conduite de classe, il serait intéressant d'appliquer la logique transversale : maîtrise des documents et des données, du processus des activités ainsi que celle du contrôle ou évaluation à la fin du cours. Pour le cas de l'enseignement de la SVT, commencer le cours

¹³ Fiche pédagogique : fiche de préparation de cours à enseigner, voir l'annexe, page T, U, V

à partir du concret (observation), des faits réels (l'enseignant de SVT doit avoir sa petite collection de matériel didactique : récoltée, fabriquée, achetée).

- Création d'enseignement collectif,

L'enseignement que nous dispensons s'adresse à une collectivité mais non pas à un seul individu. Il faudrait mettre toute la classe sur le même pied d'égalité. Et il faut éviter d'outrager un élève devant ses camarades, de lui faire de la peine à cause de sa faiblesse ou de ses particularités physiques, intellectuelles, sociales. Tout ceci est très important sur l'évaluation.

- Méthode d'apprentissage

Avant de commencer les activités, il faudrait faire un petit test (pendant 15mn) de rappel sur ce qui a été fait la dernière fois, en recourant à la méthode participative. Il faut éviter les cours magistraux ainsi que les cours-fleuves. Pourquoi ? Comment y parvenir ?

Autant que possible, l'enseignant doit **faire participer les élèves au déroulement du cours** et qu'il profite des différentes situations : mots nouveaux, réponses fausses, répétition des bonnes réponses, travail de groupe pour les interroger. L'interrogation écrite ou orale est en effet un moyen de faire tester la qualité de transmission des leçons aux élèves.

Remarque :

Il serait important de ne pas perdre de vue sa fiche pédagogique (comme tableau de bord) ; Il conviendrait de circuler entre les tables des élèves pour vérifier et corriger la trace écrite sur les cahiers des élèves.

Démarche expérimentale (ou démarche scientifique): SVT et Sciences physiques

Observation → hypothèse → expérience → résultat → interprétation → conclusion

- Fin de cours

Il ne faudrait pas attendre que la cloche sonne pour arrêter le cours et prendre aussitôt congé des élèves. La fin de cours est un acte pédagogique important. Avant l'heure : il faudrait faire une petite évaluation (écrite ou orale de 10mn) et résumer brièvement l'essentiel de ce qui a été vu ce jour et fixer le prochain rendez-vous en indiquant aux élèves le travail qui devrait être fait pour le prochain cours. Remplir le cahier de texte.

II.1.3. APPLICATION DE LA DEMARCHE QUALITE SUR INSUFFISANCE DES INFRASTRUCTURES¹⁴ ET CELLE DES ENSEIGNANTS¹⁵

Pour pouvoir pallier l'insuffisance des infrastructures, il appartient au Directeur de l'établissement scolaire de négocier avec l'autorité locale (exemple : Maire de la commune, et l'association des parents d'élèves concernée). Quant à l'insuffisance des enseignants, de même il incombe au Directeur de l'établissement scolaire de s'adresser dans l'immédiat à l'association des parents locale pour discuter avec elle des recrutements à réaliser sur place pour déterminer leur effectif, compte tenu des besoins et des possibilités financières locales et, enfin, pour fixer les rémunérations et les modalités de paiement à retenir en parallèle. Ensuite, il en fait part au MEN qui devrait s'assurer, à son tour de la formation pédagogique continue. Par la suite, il lui revient à administrer la situation, sans négliger la formation pédagogique initiale et continue pour renforcer la capacité d'aptitude d'enseigner de ces nouveaux recrus. En fin de compte, toutes ces démarches sont requises afin d'alléger les problèmes susmentionnés.

II.2-DISCUSSIONS

II.2.1.Discussion.1 : Discussion sur l'application des conditions strictes à l'examen baccalauréat

De tout ce qui précède sur le résultat de comparaison, l'importance de la mise en œuvre les conditions strictes à l'examen du baccalauréat au cours de la période antérieure à 1972, sont vérifiées. En effet, la dévalorisation du diplôme de baccalauréat provient de la suppression **des conditions strictes de l'obtention de baccalauréat**, exemple : l'épreuve orale et le prébac.

A propos de l'accès de tous au baccalauréat, il est bon de démocratiser, mais le système mécanique de l'après baccalauréat est perturbé, tant dans le bon sens que dans le mauvais. A titre d'exemple, en France, le parcours de l'enseignement secondaire permet d'aboutir à l'obtention du baccalauréat toutes filières confondues. Mais delà, l'orientation va vers un système très sélectif compte tenu de la qualité pédagogique acquise en Terminale. Le concours ou l'intégration directe dans l'enseignement supérieur se déroule en parallèle, en fonction de l'affinité de la possibilité intellectuelle de chaque candidat. Par contre, dans le système éducatif malgache, après le baccalauréat, une fraction importante des nouveaux

¹⁴ Insuffisance des infrastructures : voir tableau 4 et 5, page 17 et 18

¹⁵ Insuffisance des enseignants : voir tableau 3 : taux des enseignants (existence des vacataires enseignants aux lycées publics, sous l'insuffisance des enseignants fonctionnaires), page 16

bacheliers rencontre un obstacle majeur, dans l'accès aux études supérieures car le niveau de sélection des candidats pour l'admission aux différentes facultés ou dans les grandes écoles est nettement supérieur à leurs niveaux. Ainsi une partie de ces nouveaux bacheliers abandonne tout de suite le concours, mais une fraction dominante se trouve éliminée du concours ou des examens sans équivoque.

Il se trouve aussi que l'aspect irrationnel des concours par rapport au niveau des nouveaux bacheliers ouvre la voie à la corruption car avoir une très bonne note au baccalauréat ne garantit pas l'admission à l'examen ou aux concours. Car si cela était vrai, le système aurait dû accepter de facto les candidats ayant au baccalauréat une mention assez bien ou mention bien.

Actuellement, pour les nouveaux bacheliers, beaucoup d'entre eux ne sont pas systématiquement à la hauteur du niveau attendu pour un bachelier. Pourquoi ? D'où vient cette lacune ?

Premièrement problème linguistique, par exemple, un nouveau bachelier qui a 15/20 en mathématique et 05/20 en français et autres notes sur d'autres matières, leur ensemble vaut en moyenne une note de 10/20 au baccalauréat. Cette réussite pose un problème d'insuffisance en connaissance équilibrée par matière en classe de Terminale, peut être ses niveaux de français et d'anglais ne vont qu'au niveau de la classe de 4^{ème}. Au test de qualité de son diplôme, à la recherche de l'emploi, la plupart des postes à pourvoir dans la profession ne sont pas liés à la mathématique, donc il n'est pas étonnant qu'un candidat de niveau BEPC bon en français, sciences naturelles, physique chimie puisse supplanter un autre candidat avec un baccalauréat système malgache.

Deuxièmement problème scientifique : un candidat très fort en matière littéraire (note élevée supérieure à 17/20) peut décrocher le baccalauréat, pourtant faible en matières scientifiques (mathématique, physique chimie). Il ne peut pas s'adapter à une profession dans la technologie, ni dans la Nouvelle technologie de l'Information et de la Communication (NTIC). Par contre, un candidat très fort en mathématique et physique chimie de niveau BEPC peut s'adapter à ce poste avec un peu de pratique au préalable.

A titre d'argumentation, le débat dans l'émission de PASY GASY TV-PLUS OFISIALY, était axé sur l'objet de recruter en fonction du diplôme ou de la capacité de l'individu.

En guise de conclusion, le débat dans de cette émission de Mars 2015 de PASY GASY TV-PLUS OFISIALY était mal orienté, car une entreprise privée a priori ne pense

qu'à avoir des agents compétitifs pour en tirer profit. De même, dans une corruption entre un candidat de niveau baccalauréat et un autre de niveau BEPC, le choix rationnel ne se fait pas à Madagascar sur la base du diplôme mais, essentiellement, sur leur capacité d'adaptation.

Bref, si nous voulions que le baccalauréat retrouve son label d'antan, il faudrait revoir le programme, de façon à ce que le candidat bachelier maîtrise la langue française (langue considérée comme langue d'enseignement officielle) ainsi que l'enseignant jusqu'à ce jour. Les matières en classe de Terminale toutes disciplines confondues devraient être considérées avec autant d'importance pour les candidats bacheliers, car la vraie spécialisation commence après le baccalauréat. Ainsi, le Ministère de l'Enseignement Supérieur (MINESUP) et le Ministère de l'Education Nationale (MEN) doivent collaborer pour revoir le programme à très court terme à travers des ateliers nationaux,

Par ailleurs, ne vaudrait-il pas remettre en cause ce système de baccalauréat malgache actuel qui est plein d'incohérence ? En effet, comment se fait-il qu'un bachelier ayant une mention assez bien ou mention bien soit accepté dans les universités françaises sans examen ni concours ?

C'est l'une de conséquence de la démocratisation du baccalauréat avec le handicap de chômage qui se trouve être l'échec prématué de leur formation dans les différents cycles universitaires.

Comment résoudre le chômage ?

1- La malgachisation est-elle vraiment une solution à l'accessibilité au baccalauréat ?

2- Le problème de chômage actuel est-il vraiment lié à l'insuffisance de poste de recrutement ou à la restriction de marché de travail ? En d'autres termes, pourquoi ce problème de chômage, alors que Madagascar est un chantier énorme en matière d'agriculture, d'élevage, de génie civil (génie rural, génie électrique, génie mécanique etc...), d'industrie agroalimentaire et d'industrie minière ?

La non maîtrise et l'adaptation à la malgachisation de tous les programmes après 1972, apparaissent une source permanente de mouvement étudiantin chaque année et se traduisent par un menacé cyclique permanent pour les autorités gouvernementales.

II.2.2.Discussion 2: Discussion sur l'importance de connaissances linguistiques à l'enseignement

Toute personne qui ne maîtrise pas les signes de ponctuation est considérée comme ignare. D'autant qu'actuellement, face à l'évolution de la nouvelle technologie de l'information et de la communication, tout individu non initié à l'utilisation de l'ordinateur

et/ou de l'internet est qualifié d'illettré. Tout compte fait, il importe de souligner que les connaissances linguistiques devraient être maîtrisées par tout enseignant pour enseigner.

Une mauvaise maîtrise de la langue d'enseignement crée des problèmes de communication dans les classes. Les enseignants associent fréquemment le manque de compétence dans la langue d'instruction à la paresse, un manque d'intelligence ou à une attitude peu coopérative de la part des élèves. Ce type d'attitude peut les inhiber gravement et créer une angoisse en matière d'apprentissage d'une langue ou de l'apprentissage en générale.

II.2.3.Discussion 3 : Discussion sur l'application de l'enseignement à distance

L'UNESCO continue à développer le rôle de l'enseignement ouvert et à distance dans la diversification des systèmes de prestation éducative, notamment en matière d'enseignement technique et professionnel. Elle encourage la coopération et le partenariat entre les entreprises, les corps professionnels et les établissements de la promotion de l'enseignement à distance.

L'éducation à distance peut également jouer un rôle important dans le renforcement des connaissances et des compétences des formateurs des enseignants, dans les établissements d'enseignement et d'enseignement supérieur.

L'éducation à distance présente l'avantage particulier d'optimiser les programmes de perfectionnement professionnel et de préparer de l'enseignant à être accessibles aux populations locales et à celles qui se trouvent dans des zones rurales, isolées. En effet, ces zones où il existe souvent un déficit de professeurs bien préparés et d'autres professionnels de l'enseignement ne disposent pas d'un accès adapté aux établissements d'enseignement supérieur.

L'éducation professionnelle et formation continue.

L'éducation technique et professionnelle a joué un rôle important ces dernières années, non seulement, elle a permis d'améliorer la productivité du marché national de l'emploi, mais aussi d'améliorer leurs perspectives d'emploi, dans une conjoncture socioéconomique évoluant rapidement. A cet égard, le rôle de l'enseignement ouvert et à distance dans le domaine de l'éducation technique et professionnelle est essentiel. Il a deux fonctions principales : premièrement, répondre efficacement à la demande croissante de travailleurs adultes ou de toutes personnes ayant des difficultés à trouver une formation dans l'enseignement de type classique, à cause du manque de flexibilité des cours en temps et en lieu ; et deuxièmement, offrir une possibilité d'autonomisation à ceux qui sont les plus désavanta-

gés par les prestations actuelles (les chômeurs, les handicapés, les femmes et les minorités ethniques).

Tendances mondiales.

L'enseignement ouvert et à distance est, souvent, considéré comme une approche et une stratégie nouvelles et importantes qui pourraient considérablement contribuer à résoudre des problèmes d'accès, de qualité et d'équité.

En ce qui concerne sur l'enseignement en ligne

Près de 80 % des ressources en ligne viennent aujourd'hui des États-Unis, pour les logiciels de produits et services multimédias éducatifs destinés à la formation et à l'éducation.

➤ **Dans le monde anglophone**

En anglais, l'expression e-learning, largement diffusée dans les années 1990, associe sémantiquement plusieurs notions :

- l'Open and Distance Learning (ODL) qui qualifie sa dimension ouverte, et qui vient du monde de la formation à distance ;
- la notion de Computer-Mediated Communication (CMC), qui fait référence aux nouvelles technologies de communication (TIC) (au moment de l'invention et de la diffusion de cette expression, il s'agissait d'abord des courriels, puis de forums et groupwares) ;
- ces deux concepts sont appliqués à la formation Web-Based Training (WBT).

L'expression e-learning désigne ainsi à la fois des technologies nées de l'Internet pour la formation, Distributed Learning et une approche pédagogique les utilisant, de type constructiviste et s'appuyant sur une Cognition Distribuée (Grabinger et al. 2001).

L'apprentissage en ligne est une modalité pédagogique et technologique qui a, d'abord, concerné la formation continue, l'enseignement supérieur puis la formation en entreprise, c'est-à-dire au service d'un apprenant adulte ayant une certaine autonomie dans l'organisation de son processus d'apprentissage. Cependant, aux États-Unis notamment, dans des textes officiels le e-Learning a été élargi (Enhanced-Learning through Information Technologies) à un service offert à tout public, de la maternelle à la formation continue, incluant les didacticiels, CD-Rom, hypermédias, tuteur intelligent... (US DoE, 2000). Dans ce pays, des mesures de réduction des coûts d'accès à l'internet (dont haut-débit) pour les centres d'éducation et de formation ont contribué au succès de ce concept.

Le concept e-Learning évoque donc une synergie nouvelle entre des pratiques pédagogiques et des technologies éducatives existantes, synergie permise par l'explosion de la Toile (2000/2001) et de son potentiel d'« ubiquité ».

Cependant, comme pour les évolutions récentes des organisations, il semble que l'e-learning tel qu'il évolue possède maintenant des caractéristiques émergentes (organisation et gestion de la connaissance, approches collaboratives) qui le rendent différent des outils pédagogiques antérieurs.

➤ En Europe

La Commission européenne a lancé une « initiative eLearning » et un « projet de campus européen virtuel et multilingue ».

Elle vise à « mobiliser les communautés éducatives et culturelles ainsi que les acteurs économiques et sociaux européens afin d'accélérer l'évolution des systèmes d'éducation et de formation ainsi que la transition de l'Europe vers la société de la connaissance », avec 4 priorités : améliorer les infrastructures, la formation, les contenus et les services. Elle peut bénéficier de fonds structurels et de la Banque européenne d'investissement (BEI), du programme de recherche IST (Information Society Technologies) et s'inscrire dans les programmes culturels et éducatifs européens (Socrates, Leonardo da Vinci, Culture 2000...), mais aussi dans le cadre du processus de Luxembourg, du Plan d'action eEurope, d'une résolution visant à soutenir les logiciels multimédias éducatifs et de formation, et de sa volonté de promouvoir la compétitivité.

➤ Dans les pays francophones

Plusieurs termes francophones traduisent e-learning. La traduction la plus fidèle serait **l'apprentissage en ligne**, considéré comme une spécialisation de la formation à distance, concept plus général incluant, entre autres, les cours par correspondance, et tout autre moyen d'enseignement en temps et lieu asynchrone.

Le « e » comme dans e-Learning est une référence explicite aux technologies de l'information et de la communication.

L'interdépendance des différents facteurs est liée à la qualité du baccalauréat actuel.

Selon les figures 7 et 8 (page 23 et 25), le résultat du baccalauréat est lié à des facteurs y mentionnés. Ceux qui se trouvent à la partie droite de ces figures sont étroitement

liés au baccalauréat. Donc, la pauvreté et les enseignants non fonctionnaires y sont étroitement tributaire, tout en illustrant que tous ces facteurs dépendent de la réussite du baccalauréat, par exemple de celle-ci avec le taux d'analphabetisation des parents d'élèves, au taux de croissance économique. Cette hypothèse est vraie et confirmée par Katharina Michaelowa¹⁶ (2002). Donc, la grande partie des facteurs de réussite au baccalauréat réside au niveau de la vie de famille.

La réussite au baccalauréat dépend de la bonne gestion des ressources humaines.

Pour la gestion du personnel : sur le tableau 5 (page 37) la figure 11 (page 37), la réussite au baccalauréat est liée à la formation des enseignants au lycée (public et privé). A partir de l'année 2003 jusqu'à ce jour, les enseignants de lycée privé et les vacataires du lycée public augmentent sans cesse, tandis que les enseignants fonctionnaires au lycée public deviennent récessifs en nombre. Donc, la gestion des ressources humaines est liée à la réussite au baccalauréat, y compris le recrutement, la formation, l'évaluation ou l'inspection, la motivation des enseignants du lycée, d'une part. D'autre part, tous les responsables qui élaborent les lois concernant le système éducatif (les Autorités : le Dirigeant, les Députés, les Ministres) devraient avoir des formations adéquates au système éducatif.

Il faut recruter les meilleures sans toutefois abandonner les élèves moyens en ouvrant en parallèle des établissements des formations techniques. Pendant la colonisation et durant la 1^{ère} république, le système de formation avait pour vocation cette approche élitiste.

A partie des années 1970, des manifestations sociales et politiques se sont multipliées pour mettre en exergue une nouvelle tendance et une nouvelle façon de penser : considérer la voix du peuple aider la classe sociale de pauvre. Des nouvelles idées tant Marxiste que révolutionnaire ont voulu prendre le devant par le biais de nouveaux partis et de nouveaux dirigeants.

Le gouvernement sans rester les yeux fermés face à cette nouvelle tendance socio-politique a lancé la « démocratisation de l'enseignement » par la malgachisation systématique de la formation jusqu'à la classe Terminale.

Et par conséquent, un nouveau système d'examen de baccalauréat a été fondé, résultat de cette pédagogie de malgachisation de formation.

¹⁶ Katharina Michaelowa, Enseignant la satisfaction au travail, la réussite des élèves, et le coût de l'enseignement primaire en Afrique francophone sub-saharienne2002

L'objectif majeur dans cette démocratisation du baccalauréat a été sans ambages l'accès du baccalauréat pour tout le monde, c'est-à-dire, même aux élèves moyens à travers la malgachisation. Les meilleurs resteront les meilleurs, mais beaucoup de nouveaux bacheliers moyens ont décroché leur baccalauréat par cette méthode de la démocratisation.

Le revers de cette situation d'abord ne se fait pas attendre beaucoup de nouveaux bacheliers beaucoup des difficultés ne maîtrisent pas ni le français ni l'anglais. Les conséquences pratiques ne tardent pas à s'en suivre autant dans la formation professionnelle que dans la formation universitaire.

Ensuite, ces nouveaux bacheliers se marginalisent, c'est-à-dire, soit avec difficulté d'aller plus loin dans la formation universitaire, soit avec une grande difficulté de s'adapter dans la formation technique tant au niveau académique que linguistique.

Par ailleurs, effet n°1 attendu est la saturation ou la sursaturation des étudiants dans des campus universitaires avec une croissance pléthorique des nouveaux bacheliers inscrits et en cascade des nouveaux redoublements envahissant le campus et la cité universitaire.

Enfin, le 2^e inattendu par les autorités gouvernementales, entre autre par le Ministère de l'Enseignement Secondaire et le Ministère de l'Enseignement Supérieur cumule l'insuffisance des bourses universitaires, des chambres universitaires, et l'inadéquation de restaurant universitaire qui ne s'est pas préparé à cette prolifération astronomique d'étudiants.

Bref, Madagascar baigne à partir des années 1972 jusqu'à 1975, dans une anarchie permanente de la vie universitaire mal maîtrisée par les autorités gouvernementales.

II.2.4. Discussion 4 : discussion sur l'utilisation de la langue malgache et française à l'enseignement

Dorénavant, concernant l'utilisation de la langue malgache, une approche judicieuse devrait être considérée :

- la langue malgache doit jouer un rôle important en tant que langue dans le système d'enseignement malgache
- les exigences des enseignants de la langue malgache devraient être accentuées s'il le faut. Toutefois, les autorités devraient exiger des enseignants des matières scientifiques qui doivent être dispensées en langue française comme langue de communication obligatoire pendant le cours et dans les exercices réalisés par les élèves. La méthode « vary amin'anana » doit être bannie dans la méthode pédagogique, quitte à faire des séries de formations ou de recyclages dans ce domaine. Ces recommandations sont les seuls moyens d'obtenir une solution radicale sur ce problème.

PARTIE III: SOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS

III.1.SOLUTIONS

III.1.1. Solution 1: Remise en place des conditions strictes à l'enseignement pour avoir du baccalauréat en qualité.

Des critères relevant des compétences devront être exigés.

Les enseignants devraient en permanence avoir à l'esprit la bonne qualité des résultats de l'examen.

Les enseignants devraient être stricts au conseil de classe.

Les notes de passage devraient être strictement supérieures ou égales à 10/20.

III.1.2.Solution 2: Renforcement de la connaissance linguistique, et de la formation pédagogique avec une mesure d'accompagnement intensive sur les centres de formations pédagogiques.

Les enseignants devraient :

- normaliser leur niveau linguistique du français après 1972, à travers le recyclage ;
- établir des plans de cours structurés en français pour veiller à la qualité internationale du diplôme.
- planifier leurs cours selon les besoins particuliers des élèves, par exemple : assistance particulière en langue française ou en d'autre matière ;
- procéder à leur propre évaluation linguistique par le biais des résultats obtenus à travers les tests subis par leurs élèves;
- parvenir à apprécier les niveaux escomptés qui ont été quasi atteints.

Donc la langue étrangère, entre autres le français, indique un vecteur majeur de l'ouverture au monde et un élément véritable d'adaptation de l'élève dans ses études d'abord et à l'avenir dans son métier.

L'enseignant doit se remettre en cause en permanence sur sa capacité pédagogique et, inciter les élèves à la formation à travers un contrôle continu, autant de la matière traitée, que la langue française assimilée qui véhicule la connaissance pendant le cours. Cela s'appelle la dynamique de la connaissance à travers une langue acceptée à l'échelle internationale. Ainsi, l'enseignant doit affirmer régulièrement son cours en contrôlant sa maîtrise du français, mais aussi, en même temps, garantir une amélioration du facteur d'assimilation des élèves pendant les cours.

Il ne faut pas dramatiser ou exorciser la négligence de la langue maternelle malgache car il faut apprendre cette langue avec un temps raisonnable en classe. En effet, chez lui, l'élève parle 100% de son temps en malgache ou en dialecte. C'est la réalité familiale d'élèves jusqu'à ce jour. L'enseignant, par contre, doit penser et garder en permanence dans l'esprit que la transmission du savoir-faire doit être validée par l'émancipation de l'élève à long terme dans un système accepté mondialement.

Cette démarche est à double objectif : évaluation de l'enseignant, en terme linguistique (le facteur de déperdition à travers la transmission du cours) et appréciation du facteur d'assimilation des élèves à travers la langue française qui véhicule la majorité des connaissances dans le système d'enseignement à Madagascar.

III.1.3.Solution 3 : Application de l'enseignement à distance¹⁷(en ligne ou non).

Comment font les autres pays pour mieux réussir que nous ?

Par le biais de l'application de veille, nous pouvions améliorer la qualité du cursus du baccalauréat en recourant aux nouvelles technologies de l'information et de la communication en enseignement (lycée ou dans les CEG éloignés de centre -ville), y compris enseignement à distance et/ou formation en ligne.

III.1.3.1.Enseignement à distance

L'enseignement ouvert et à distance permet d'accéder de façon plus libre et plus élargie pour les perspectives d'apprentissage.

Il présente l'avantage particulier d'optimiser les programmes de perfectionnement professionnel et de préparer de l'enseignant à son métier évolutif.

Il fait également l'objet d'un soutien pour répondre aux besoins spéciaux des handicapés, et de population en situation de crise et en manque d'infrastructures éducatives.

Ainsi, il convient d'attacher une grande importance à l'enseignement ouvert et à distance en matière de formation autant des enseignants que des élèves, notamment pour le recyclage.

Pour l'apprenant, il importe que l'éducation et la formation à distance puissent être combinées avec son éventuel travail. Mais il faut surtout noter l'importance primordiale de l'enseignement à distance bien que non à la portée des élèves ayant une capacité de suivre la

¹⁷ KARSENTI, T., PERAYA, D. et VIENS, J. Bilan et prospectives de la recherche sur la formation des maîtres à l'intégration pédagogique des TIC. Revue des sciences de l'éducation, XXVIII(2), (2002).

formation jusqu'en terminale, mais handicapés financièrement par la pauvreté de ses parents ou la difficulté de trouver un logement en ville.

Avantages de l'enseignement ouvert et à distance:

L'enseignement ouvert et à distance permet de :

- compenser les inégalités entre les groupes d'âge ;
- étendre l'accès géographique à l'éducation ;
- assurer des campagnes éducatives destinées à un large public ;
- fournir une formation rapide et efficace à des groupes cibles essentiels ;
- développer la capacité éducative dans des nouveaux domaines et multidisciplinaires
- offrir un enseignement conjugué à la vie professionnelle et à la vie familiale ;
- développer plusieurs compétences à travers une éducation permanente et continue
- renforcer la dimension internationale de l'expérience éducative ;
- améliorer la qualité des services éducatifs actuels.

Les pays développés se servent aujourd'hui de l'Internet comme un moyen principal ou complémentaire pour former de l'enseignant avant ou au cours de l'emploi.

Stimuler l'épanouissement personnel et motiver les « apprenants » à travers cette ouverture sur le monde, vont améliorer la qualité des matériaux multimédias et la pertinence des technologies pour créer des synergies entre travail autonome et travail en groupe, le dialogue avec l'enseignant ou le formateur et tutorat à distance...

Le rôle de l'enseignement ouvert et à distance dans l'innovation éducative

L'enseignement ouvert et à distance revêt un caractère non négligeable sur les conceptions et les pratiques dans l'ensemble du système éducatif. Il est étroitement lié à l'innovation en matière de technologies d'information et de communication, à l'identification des nouveaux besoins pédagogiques et des nouvelles idées.

Tendances actuelles de l'enseignement ouvert et à distance

Il est évident que l'enseignement ouvert et à distance sera un élément important dans les futurs systèmes éducatifs et de formation. Il est près d'être admis dans l'enseignement et dans la formation, à tel point qu'à l'avenir il fera partie du répertoire de la plupart des établissements d'enseignement. L'apparition de nouvelles formes d'enseignement à distance fondées sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, notamment celles qui s'appuient sur l'Internet et qui utilisent le World Wide Web engendre d'importantes répercussions pédagogiques, économiques et organisationnelles. Par ailleurs, une grande

tendance à l'intensification de la mondialisation est observée. Dans les pays très peuplés du monde en voie de développement, l'enseignement ouvert et à distance a offert d'importantes perspectives pour l'enseignement et la formation. L'absence d'infrastructure et celle de compétences professionnelles en matière d'enseignement ouvert et à distance se présentent encore comme des obstacles considérables. Cependant, ces formes de prestation éducative se sont ancrées, et beaucoup de pays considèrent l'enseignement ouvert et à distance comme une stratégie décisive dès qu'il sera envisagé de développer l'accès d'élever le niveau de la qualité et d'assurer le rapport coût-efficacité.

Bien qu'encore peu évidente, peu appropriée pour Madagascar faute de moyen, l'application de l'enseignement à distance est, toutefois, déjà expérimentée avec le projet IFADEM.

L'IFADEM

L'OIF et l'AUF ont conçu le projet pilote «IFADEM» (Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres).

S'agissant d'un projet innovant, ils ont choisi dans un premier temps d'inscrire l'IFADEM dans une logique expérimentale. La phase d'expérimentation, débutée en 2007, s'est achevée en juin 2010. Elle a été conduite dans quatre pays pilotes : Bénin, Burundi, Haïti et Madagascar

Les objectifs de l'IFADEM

La commande politique de l'IFADEM émane de la déclaration du XIème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement ayant le français en partage (Bucarest, 2006). La commande politique était formulée ainsi : « L'OIF et l'AUF, sur la base de leurs expériences et de leurs acquis, proposeront aux instances de la Francophonie une initiative commune destinée à accroître l'offre des programmes et contenus de formation axés sur les technologies éducatives ».

La solution du tout e-Learning (formation par Internet) a été écartée assez rapidement par les opérateurs compte tenu du contexte des pays ciblés (zones rurales peu électrifiées, peu ou pas d'accès à l'informatique et à Internet...). De même, l'usage intensif des TICE¹⁸, qui implique l'équipement des écoles voire des instituteurs/institutrices en matériel informatique, a été jugé trop contraignant à mettre en place compte tenu du contexte.

¹⁸ Les Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Education (TICE) recouvrent les outils et produits numériques pouvant être utilisés dans le cadre de l'éducation et de l'enseignement.

Assez rapidement, l’OIF et l’AUF ont donc opté pour la formation ouverte et à distance ¹⁹ (FOAD) avec un usage des TIC par les formateurs. Les objectifs ont ainsi été reformulés comme suit :

- améliorer les compétences professionnelles des enseignant(e)s du primaire en donnant priorité à la qualité de l’enseignement du (et en) français
- développer l’usage des TIC dans l’éducation et former par de nouvelles méthodes.

En fait, en quoi consiste l’IFADEM ?

L’initiative s’appuie sur un dispositif hybride de formation continue qui associe la formation à distance et en présence, des ressources écrites et audio, un tutorat de proximité et une initiation informatique et Internet. Ce modèle hybride permet ainsi de renforcer les compétences des instituteurs déjà en poste sans les retirer de leur classe.

Expérience de l’IFADEM à Madagascar

L’expérimentation d’IFADEM s’est étalée entre août 2012 et avril 2013. Elle a concerné 436 instituteurs et 22 tuteurs dans la région d’Amoron’i Mania, dont le chef-lieu est Ambositra. Une opération d’envergure sur l’utilisation du téléphone portable dans l’accompagnement pédagogique des enseignants a accompagné cette expérimentation, en partenariat avec la société Orange.

Programme de cette formation

Le parcours de formation s’étale sur une durée de neuf mois et compte trois regroupements. À l’issue de ce dernier, les enseignants sont évalués à l’écrit en passant un test QCM portant sur les contenus des livrets de formation IFADEM et sont également observés en classe pour attester de leurs pratiques pédagogiques.

Le premier regroupement a débuté à la fin du mois d’août 2012 pour se terminer fin septembre et les enseignants ont reçu à cette occasion un **"kit pédagogique"** composé d’un **téléphone portable**, des deux premiers livrets d’autoformation avec des ressources audio déjà intégrées dans le téléphone, d’un dictionnaire de français, d’un précis de grammaire, d’un cahier et d’un stylo. Ils ont également suivi une **formation à l’utilisation du téléphone** qui

¹⁹ « Une Formation Ouverte et/ou A Distance (FOAD) est un dispositif souple de formation organisé en fonction de besoins individuels ou collectifs (individus, entreprises, territoires). Elle comporte des apprentissages individualisés et l'accès à des ressources et compétences locales ou à distance. Elle n'est pas exécutée nécessairement sous le contrôle permanent d'un formateur ». (Circulaire du 20 juillet 2001 de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle, France).

leur a été donné, ce qui facilitera leurs apprentissages tout en leur assurant une plus grande proximité avec leurs tuteurs.

Lors du **premier regroupement**, les enseignants ont reçu les deux premiers livrets :

- Le livret 1 – **Le déblocage linguistique des élèves** – comprend deux séquences : la première, intitulée "Encourager les élèves à prendre la parole", aborde les problèmes d'ordre psychologique et la deuxième, "Créer un environnement francophone", les problèmes d'ordre linguistique. Toutes les activités proposées ont pour objectif de favoriser la prise de parole des élèves.
- Le livret 2 – **Travailler la prononciation** – traite de la problématique de l'expression orale. Habituer à parler en malgache, les élèves ont des difficultés à prononcer correctement le français. Pour faire face à ce problème, trois séquences constituent ce livret : aider les élèves à bien prononcer les sons du français, aider les élèves à travailler l'intonation et le rythme pour bien s'exprimer, et aider les élèves à travailler la relation oral-écrit.

Lors du **deuxième regroupement** en décembre 2012, ils recevront trois autres livrets :

- Le livret 3 – **Travailler les outils de la langue** – comporte deux séquences où l'on explique la nécessité d'enseigner les outils de la langue (vocabulaire et grammaire).
- Le livret 4 – **Mieux comprendre à l'oral et à l'écrit pour mieux communiquer** – est composé de trois séquences : la première aborde la compréhension orale, la seconde porte sur la compréhension écrite et la troisième est consacrée à la lecture expressive.
- Le livret 5 – **L'expression écrite** – est constitué de deux séquences : la première (préparer la production écrite) met en exergue l'importance de la préparation mentale et la deuxième est centrée sur la production proprement dite (produire à l'écrit) qui mobilise le domaine linguistique.

Pour le **troisième regroupement**, les participants ont fait la révision des 5 livrets remis, et ont subi les tests d'évaluation théorique de fin de parcours de formation.

Les conceptrices²⁰ reçoivent l'appui de deux expertes linguistes : Lolona RAKOTOVAO, maître de conférences à l'École Normale Supérieure de l'Université d'Antananarivo, qui coordonne l'équipe, et Sophie BABAULT, de l'université de Lille 3, qui les aide dans le suivi de la conception des livrets.

Le concept mis en œuvre repose sur :

- la structuration du dispositif de formation locale (qui a reposé notamment sur la

²⁰ Conceptrices voir annexes page S

formation des producteurs de contenus pédagogiques et des acteurs encadrant les instituteurs/-trices durant leur formation) ;

- la mise en place, au sein d'une institution de formation des maîtres, d'un centre de ressources pédagogiques et de matériel informatique, l'«Espace numérique IFADEM », dans chaque zone concernée ;
- la mise en œuvre d'une formation en didactique du français et d'une initiation en informatique / Internet au bénéfice d'instituteurs/-trices de zones rurales.

Résultat de l'IFADEM d'Ambositra : le processus de validation/ bonification

La validation de la formation a été assurée par la passation de 2 épreuves à l'aide de 3 outils élaborés par l'équipe de conception des contenus:

- 1) L'une théorique, sous forme d'un QCM, pour vérifier l'appropriation des contenus des livrets. Elle a eu lieu lors du 3^{ème} regroupement. Ces tests sont élaborés par l'équipe de conception de contenus et validés par le Conseil National Scientifique
- 2) L'autre pratique pour observer en classe les activités pédagogiques des enseignants. Les évaluations pratiques sont organisées par bassin dans des écoles choisies pour leur proximité et leur accessibilité pour les évalués et les évaluateurs. Les conseillers pédagogiques sont choisis comme évaluateurs et utilisent une grille d'observation commune, créée par les conceptrices de contenus. Une rotation entre les conseillers pédagogiques a été organisée afin qu'ils ne puissent pas évaluer les personnes dont ils avaient la charge tutorale. Tous les enseignants n'ont pas bénéficié des mêmes conditions. Certains stagiaires n'ont pas pu être évalués dans leur classe en raison d'une trop grande distance à parcourir. Leur épreuve pratique s'est déroulée dans une école moins enclavée.

Deux régimes d'évaluation ont été appliqués :

- Pour les enseignants et les directeurs d'école : tenue d'une leçon modèle de français de 30 minutes;
- Pour les Chefs ZAP (16%) : observation d'une leçon modèle effectuée par un enseignant et évaluation de la prestation sous l'observation du conseiller pédagogique.

Chaque épreuve était notée sur 50 : Les scores de l'épreuve théorique ont varié entre 12,75 et 44,75 points. Pour les évaluations pratiques les notes se sont échelonnées entre 17 et 49.

Le taux de réussite global, est de 91%. Ce taux est calculé sur le nombre de stagiaires ayant effectivement passé les deux épreuves. Quatre absences ont été recensées entre les évaluations écrites et pratiques.

A l'issue de la formation, les stagiaires ayant satisfait à l'évaluation bénéficieront d'une bonification indiciaire.

Selon l'expérience de l'IFADEM dans la région d'AMBOSITRA à Madagascar, d'après l'évaluation faite par Ghyslaine Lethuillier, Alain Jaillet et Jean-Pierre Jarousse, mars 2014, le résultat montre 91% du succès ; cela signifie que les élèves en primaire d'Ambositra comprennent le français (orthographe, grammaire, expression écrite, etc...). Cette expérience s'est effectuée durant 9 mois (d'Août 2012 à Avril 2013). Malheureusement, les maîtres FRAM (enseignants non fonctionnaires) qui enseignent aux écoles primaires publiques n'ont pas pu bénéficier du projet IFADEM. Pourtant, il est intéressant que cette expérience soit appliquée à tous les enseignants (fonctionnaires ou non) dans les 22 régions de Madagascar, parce qu'elle se présente une des solutions pour résoudre le problème de français des futurs bacheliers. Et il serait judicieux d'appliquer ce système au niveau secondaire, car l'enseignement en primaire et celui en secondaire sont tous des facteurs de base même pour assurer ou cautionner la qualité du diplôme de baccalauréat.

III.1.3.2. Formation en ligne

La formation en ligne ou encore l'apprentissage en ligne, une des technologies de l'information et de la communication pour l'éducation, désigne l'ensemble des solutions et des moyens permettant l'apprentissage par des moyens électroniques. Elle inclut ainsi des sites web éducatifs.

La formation en ligne permet de préparer et d'accompagner ces pratiques.

Le vidéoprojecteur et/ou le tableau numérique permettent au formateur d'interagir avec le groupe. L'utilisation des nouvelles technologies multimédias de l'Internet sert à améliorer la qualité de l'apprentissage en facilitant, d'une part, l'accès à des ressources et à des services et, d'autre part, les échanges et la collaboration à distance.

La formation en ligne nécessite :

- une bonne motivation de la part de l'apprenant, et une certaine assiduité, si la formation est formalisée ; {le tutorat (ou coaching) réduit sensiblement le risque d'abandon et de décrochage}.
- l'accès à l'Internet pour les écoles ou autres apprenants (l'Europe a pour cela favorisé un réseau transeuropéen à très haut débit ; d'abord, pour les communications scientifiques entre

instituts de recherche, universités, bibliothèques scientifiques puis progressivement vers les écoles.)

L'accès à l'internet et à la culture numérique sont encore difficiles pour une partie de la population dans de nombreux pays, surtout dans les pays en voie de développement comme à Madagascar.

Avantages de la formation en ligne

Les avantages de formation en ligne souvent cités se rapportent:

- à un accès à un large panel (gratuit ou payant), d'approche formative et de stratégies d'apprentissage adaptées aux types de personnalités cognitives (type d'apprentissage) .L'e-learning utilise notamment les pédagogies actives, la formation participative, la métacognition, l'apprentissage par problèmes, par le jeu, par la résolution de conflits, etc. Certains outils intègrent l'évaluation chemin faisant (évaluation des pré-requis, autoévaluation, évaluation formative, sommative ou certificative, etc.), et produisent des feedbacks automatiques (immédiats ou différés, synthétiques ou complets) ;
- à un accès facile et peu coûteux au contenu de formation (se former à partir de n'importe quel lieu, si un accès à l'Internet est possible.) ;
- à une flexibilité de la gestion du temps de formation, notamment en situation de télétravail ; avec possibilité quand il le faut de revenir en arrière ou du « juste-à-temps » et au niveau requis, ce qui permet d'apprendre à son propre rythme ;
- à la possibilité d'exploiter et de développer des interactions de qualité ;
- au moindre coût de la formation (pas systématiquement, notamment pour certaines spécialités) ;
- aux économies de temps ;
- aux économies de transports (moindre empreinte carbone) ;
- à la réponse possible au manque de compétences en termes de formation interne (dans une entreprise) ;

En fait, au défi du baccalauréat malgache, la formation du baccalauréat jusqu'à 1972 ou 1975 essaie de reprendre le concept de l' « élitisme » : l'Etat où les dirigeants de l'époque considèrent en effet que la meilleure façon d'être élite d'obtenir de bon résultat dans la gestion de l'administration, de l'entreprise, des institutions entre autres de l'enseignement public. Le Ministère de l'Education Nationale doit adapter l'utilisation de Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication : enseignement à distance (en ligne ou

non) dans l'amélioration de la qualité du baccalauréat à Madagascar et étendre l'expérience de l'IFADEM dans toutes les régions de Madagascar et au niveau secondaire.

L'application de veille à l'enseignement dans le domaine international présente donc une des solutions efficaces pour la valorisation du baccalauréat.

Malgré les solutions efficaces énumérées (en page de 43 à 48) des nouvelles situations de SWOT peuvent toujours exister, en particulier pour les risques.

Application de la démarche qualité dans une situation SWOT pour résoudre le problème de disqualification de diplôme baccalauréat

Analyse de SWOT

L'analyse de SWOT, un moyen de réaliser une veille concurrentielle, permet de mettre en évidence les forces (Strengths) et faiblesses (Weaknesses) internes à l'entreprise, ainsi que les opportunités (Opportunities) et menaces (Threats) externes.

Les opportunités et les menaces sont particulièrement dans le cadre d'une veille concurrentielle.

	Positifs (pour atteindre l'objectif)	Négatifs (pour atteindre l'objectif)
Origine Interne (Organisationnelle)	Forces S Strengths	Faiblesses W Weaknesses
Origine externe (environnementale)	Opportunités O Opportunities	Menaces T Threats

En appliquant SWOT dans une entreprise :

Les Opportunités englobent la recherche d'un positionnement original, l'analyse de la stratégie des concurrents, le benchmarking des meilleures pratiques, l'analyse du besoin des clients et recherche des contrats, **tandis que les Menaces** se rapportent aux nouveaux produits concurrents, aux nouveaux positionnements des firmes.

Tableau 8 : Analyse de SWOT

Forces avant démarche qualité	Démarche qualité prise	Forces après démarche qualité
<ul style="list-style-type: none"> -Les universités publiques sont gratuites jusqu'à présent ; -Les universités privées restent largement disponibles ; -La corruption et la tricherie au niveau des membres de jury du baccalauréat sont très limitées ; -Le taux de réussite au baccalauréat est toujours d'environ 40%, chaque année. 	<ul style="list-style-type: none"> -maintien de la gratuité des universités publiques -maintien de la bonne conduite de membre de jury du baccalauréat -augmente du taux de réussite du baccalauréat suite à l'amélioration du niveau des enseignants 	<p>Le résultat du baccalauréat escompté est automatiquement de meilleure qualité</p>

Faiblesses avant démarche qualité	Démarche qualité prise	Faiblesses après démarche qualité
<ul style="list-style-type: none"> -Le disqualifié du baccalauréat rend difficile la recherche de l'emploi ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Programme scolaire à modifier en fonction des emplois offerts ; exemple : initier les élèves aux pratiques agricoles ou d'élevages 	<p>Démotivation de poursuivre une longue étude universitaire après le baccalauréat</p>
<ul style="list-style-type: none"> -Le travail d'enseigner est très pénible face à l'insuffisance des enseignants fonctionnaires ; exemple, 50 élèves par enseignant par salle de classe ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Réduction de l'effectif d'élève par classe et par enseignant afin de favoriser un meilleur suivi de chaque élève, 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du nombre de classes, insuffisance du nombre des enseignants
<ul style="list-style-type: none"> -L'inspection en classe est insuffisante. 	<ul style="list-style-type: none"> -Création des centres de formation des inspecteurs 	<p>Les enseignants et l'administration mettent du temps pour appliquer les remarques considérées comme un découlottage des enseignants et de l'administration.</p>

Opportunités avant démarche qualité	Démarche qualité prise	Opportunités après démarche qualité
<ul style="list-style-type: none"> -Création de centres de formation professionnelle niveau baccalauréat+1 an, baccalauréat+2 ans, -Offre des bourses extérieures pour baccalauréat +3 ans ; bac + 4 ; Bac + 5, -Installation d'investissements pour créer l'industrie ou l'entreprise demandant des travailleurs titulaires de bac plus, -Création des universités à vocation professionnelle, -Capacité d'être compétitif par rapport aux autres pays, -Aucun problème sur le marché de travail, -Auto-amélioration du niveau de vie. 	<ul style="list-style-type: none"> -Maintien de ces opportunités nous permet d'assurer un meilleur niveau de vie du bachelier pour son avenir 	<ul style="list-style-type: none"> -Le résultat du baccalauréat escompté est automatiquement de meilleure qualité car l'université est le responsable de formation académique des enseignants du lycée

Menaces avant démarche qualité	Démarche qualité prise	Menaces après démarche qualité
-Inexistence de sécurité sociale, surtout santé : poudre de craie, inexistence d'eau potable dans différentes régions	-Implantation des centres de santé	<ul style="list-style-type: none"> -En cas d'insuffisance des médicaments quelques fois recours à des solutions palliatives. - Manque d'équipements sanitaires ad hoc dans différentes régions
-En cas d'attaque de dahalo dans un établissement scolaire	Installation des postes avancés Mise en place des quartiers mobiles au niveau de chaque fokontany	Quelques fois existence d'abus de pouvoir des forces installées.
Dégât cyclonique en saison de pluie	Normaliser autant que possible l'emplacement et la construction des infrastructures	Avec la pauvreté des parents, projet réalisé mais ne respectant pas les normes.
Salaire des enseignants non motivant	Contribution de l'association locale des parents (ou FRAM) et de donateur volontaire	La contribution attendue n'est pas suffisante donc abandon des enseignants.

Donc l'application d'analyse de SWOT c'est une solution de la disqualification du baccalauréat malgache

Application de la démarche qualité sur l' analyse des risques

Analyse des risques

Selon le référentiel ISO guide 73, Management du risque, le risque est nouvellement défini comme « l'effet de l'incertitude sur les objectifs ».

La gestion de risque est une étude multidisciplinaire. Elle est une matière aux frontières des sciences humaines qui s'inscrit dans les disciplines de la science de la gestion et de la science économique. La gestion de risque s'attache à identifier les risques qui pèsent sur les actifs de l'entreprise comme sa pérennité, ses moyens, ses biens. L'analyse de risque impose de veille étendue qui peut s'assimiler à l'intelligence économique.

Tableau 9 : Analyse des risques

Causes	Conséquences	Préventions (démarche qualité)	R.A
Retard de déblocage de fonds de service de l'enseignement	Retard de fonctionnement de service	Contribution de l'association locale des parents d'élèves (FRAM).	1
Corruption sur le recrutement des enseignants	Enseignants non compétences	Transparence au mode de recrutement avec concours.	2
Catastrophe naturelle chaque année scolaire	Destruction des anciens bâtiments : réduction du nombre de salles de classe	Entretien des bâtiments scolaires non négligeable par l'Etat ou par les parents d'élèves.	3
Choc de prix de carburant (venant de l'extérieur)	Création de crise dans la vie de plusieurs ministères	Fonds de sécurité de l'Etat sur l'éducation nationale	4
Augmentation de la pauvreté des parents	Absence fréquente des élèves (exemple : malnutrition)	Allègement des charges des parents, par exemple droit d'entrée gratuite.	5
Augmentation du taux d'analphabétisation	Réduction de taux de scolarisation	Alphabétisation du peuple ou conscientisation des parents à la valeur de l'éducation.	6
Insuffisance de budget de l'éducation	Insuffisance de matériels en classe	Mettre le budget de l'éducation en fonction de taux de scolarisation	7
Distribution inadéquate des enseignants sous l'angle politique des ressources humaines	Enseignants non compétents	Transparence du mode de répartition des enseignements.	8
Vente ou fuite de sujet au baccalauréat	Manque de capacités chez les élèves	Mesure stricte sur la production du sujet d'examen baccalauréat	9
Instabilité politique	Diminution de durée de l'année scolaire	Dépolitisation de l'enseignement	10
Insécurité dans différentes régions	Fuite des enseignants et des élèves ; fermeture de l'établissement scolaire	Installation des agents de sécurité dans différentes régions avec contribution de quartier mobile local.	11
Existence d'épidémie dans différentes régions	Fermeture des établissements scolaires	Installation de poste d'infirmerie dans chaque établissement scolaire	12
Affectation des enseignants au cours de la période de l'enseignement	Coupure de concentration des élèves en classe	L'affectation des enseignants s'effectue au cours de grandes vacances	13
Coupure des appareils de l'information	Manque d'information	Réserve au moins une radio nationale dans chaque établissement scolaire	14
Coupure de JIRAMA	Difficulté de vie sociale : -sans eau -sans électricité	-Réserve des puits -Réserve de groupe électrique	15

Résultats attendus (R.A)

- (1)- bon démarrage du programme scolaire bien équipé
- (2)- garanti du niveau ou de la capacité des enseignants recrutés
- (3)- bâtiment scolaire bien sécurisé, sans perturbation des cours en classe en période cyclonique
- (4)- assurée la sécurité alimentaire des élèves
- (5)- assurée la scolarisation des élèves
- (6)- encouragement des élèves à poursuivre leurs études
- (7)- bon fonctionnement de l'enseignement
- (8)- succès assuré de l'enseignement
- (9)- réussite de l'examen bien trié
- (10)- succès assuré de l'enseignement
- (11)- sérénité des parents et amélioration de la qualité du baccalauréat
- (12)- meilleure suivie sanitaire des élèves des enseignants
- (13)- concentration assurée des élèves
- (14)- bonne communication d'informations des élèves et des enseignants
- (15)- santé et hygiène assurées

La connaissance des analyses des risques nous permet de prévenir et de lutter contre les problèmes éventuels. La recherche des leurs causes dans l'enseignement prévu est très efficace pour pouvoir en améliorer les qualités. Donc analyses des risques est une solution efficace à l'amélioration de qualité du baccalauréat.

III.2-RECOMMANDATIONS

Première recommandation

Face à la situation actuelle de l'éducation, l'Etat devrait s'engager à prendre en compte tous les facteurs qui déterminent la qualité de l'éducation, à savoir :

❖ **Augmentation du nombre de centres de formations pédagogiques (pour les enseignants)**

- avantages
 - Augmentation du nombre d'enseignants qualifiés,
 - Augmentation des salaires correspondant à cette qualification de formation,
 - Inconvénients
 - Insuffisance du budget de l'éducation pour le fonctionnement de ces centres,

- Manque de motivation : salaires dérisoires, condition des enseignants
-Insuffisance des infrastructures à l'Université pour la continuité des études supérieures. Ces inconvénients devraient être palliés a priori pour éviter tout obstacle à cette recommandation. Aussi, nous proposerions qu'une telle démarche puisse être instaurée avec un système d'autofinancement du système éducatif malgache, à partir de la classe de 2^{nde}.

❖ **Augmentation du nombre des écoles privées**

- avantages.
 - Alléger la charge éducative de l'Etat,
 - Augmenter le nombre de nouveaux bacheliers.
- Inconvénients
 - Difficulté de contrôle du dispositif et contenu qui est égale conditions avec normes d'enseignement dans l'école privée,
 - Qualification des mentions du diplôme baccalauréat non assurée. Ces inconvénients pourraient être surmontés en assimilant intégralement les lycées privés au système éducatif malgache.

❖ **Maintien des strictes conditions appliquées au système éducatif avant l'année 1972**

- avantages.
 - Qualité du diplôme baccalauréat.
 - Facilité de trouver ou de créer un emploi pour les nouveaux bacheliers,
 - Augmentation de recette fiscale de l'Etat,
 - Allègement de charges des parents,
 - Création de cellules d'accompagnement professionnel après le baccalauréat.
- Inconvénients
 - Nombre réduit des candidats admis au baccalauréat s'ils le méritent, de plus de qualité sûre
 - Augmentation de de taux de redoublement et d'abandon au niveau de Terminale
 - Perte pour l'Etat pour dépense
 - Perte pour les parents d'élèves pour dépense

Pour surmonter ces inconvénients, la mise en place immédiatement d'un système d'accompagnement après le baccalauréat s'avère nécessaire, comme une formation professionnelle à court terme, reconduction du le système de service national, création de centres de formation à court terme en vue de l'exportation de main d'œuvre dans les pays voisins.

❖ **Révision politiques éducatives et réformes adoptées par l'Etat malgache.**

▪ **Programme National d'Amélioration de l'Education (PNAE)**

Le gouvernement malgache a élaboré le PNAE au milieu des années 1980. Ce programme présentait de grands axes, tels que :

- amélioration de la qualité de l'enseignement,
- maîtrise de la gestion des flux,
- contrôle des coûts et du financement,
- amélioration de la gestion du système d'éducation et de formation professionnelle,
- réorganiser la formation professionnelle,
- mise en place d'un enseignement supérieur efficace.

Il a été mis en œuvre à partir de 1989 et continue à être appliqué jusqu'à ce jour.

▪ **Réformes de la politique éducative Malgache vers 1991**

Le changement idéologique et donc politique du pays depuis 1991 a réorienté la politique éducative malgache, à travers une nouvelle loi sur l'éducation et la formation (loi 94-033 du 13 mars 1995), la réforme de l'enseignement primaire par le biais de la « Nouvelle école de base » et la redynamisation de tout le système éducatif dans le cadre d'un nouveau programme qui prend la relève du PNAE.

La nouvelle loi détermine l'orientation générale du système d'éducation et de formation. Ses aspects les plus novateurs sont :

- la continuité maternelle- primaire,
- l'introduction de la notion de partenariat qui mettra en scène l'Etat, les collectivités locales, les communautés et les écoles privées pour assumer l'éducation et la formation des jeunes,
- l'orientation de l'enseignement technique et professionnel vers l'emploi, et de l'enseignement supérieur vers les professions.

La réforme de l'enseignement primaire sera principalement axée vers un double objectif : une insertion dans la vie active et une poursuite des études secondaires.

Cette double préoccupation est retrouvée dans le programme de redynamisation, sera centré sur l'élève et basé sur l'école. Dont les objectifs généraux sont :

- l'universalisation de l'enseignement primaire et la satisfaction des besoins éducatifs fondamentaux des élèves,
- la réussite de l'apprentissage au niveau l'enseignement primaire et secondaire.

En termes concrets, le programme aurait comme objectif visé pour l'enseignement primaire, un taux de scolarisation de 70% au moins en l'an 2000, une augmentation de 1% par an de 1995 à 2000 des élèves de collèges, et une augmentation de 0,5% par an de 1995 à 2000 des élèves de lycées. Ce programme toucherait les élèves (recrutement, amélioration des moyens et conditions d'apprentissage, santé et nutrition, programme, pédagogie,...), les enseignants (carrière, condition de travail, formation initiale et en cours d'emploi, motivation, recrutement et affectation,...), les établissements scolaires (construction, réhabilitation, direction,...), les structures du système éducatif dans son ensemble (rôles et attributions des divers échelons, gestion, recherche et évaluation,...), et les partenaires de l'Etat (écoles privées, communautés, associations, collectivités locales,...).

Actuellement, les efforts du Ministère sont concentrés dans :

- la lutte contre la déscolarisation,
- le renforcement de la formation initiale et continue des enseignements,
- la formation initiale du corps d'encadrement pédagogique (conseillers pédagogiques et inspecteurs),
- la formation du personnel administratif des directions provinciales et des circonscriptions scolaires,
- la réalisation des écoles,
- la dotation en équipements et en matériels pédagogiques et didactiques des écoles,
- l'amélioration des systèmes d'information et de communication,
- la rénovation des programmes.

Ces actions financées soit par les fonds propres du Ministère, soit par des bailleurs ou donateurs, tels que la Banque Mondiale, l'UNICEF, le FNUAP, l'UNESCO, le PNUD, la coopération Française, la coopération Britannique, le WWF. reposent sur une structure pyramidale assez lourde à faire mouvoir.

Deuxième recommandation

Pour résoudre les problèmes de disqualification du bac, nous pourrions appliquer l'enseignement à distance et/ou enseignement à NTIC dans les 22 centres régionaux à Madagascar. Pour ce faire, l'adoption de la TIC en éducation : soit en ligne, soit en classe (en utilisant : ordinateur et internet) devrait être mise en œuvre.

a- Objectifs

Le projet cherche à améliorer le cadre de travail des élèves en résolvant le problème de sureffectif dans différentes classes.

b- Avantages

L'application de cet enseignement par TIC permet, en effet, de solutionner les problèmes de gestions des salles et des enseignants.

Par ailleurs, cela évite aussi l'enclavement des zones (tous sont des données numériques) à condition qu'il existe des connexions et de l'électricité. Même les handicapés pourraient suivre le cours. L'utilisation de l'ordinateur et de l'internet nous donne à l'amélioration des résultats avec technologie avancée pour l'avenir

Notons qu'actuellement, l'ordinateur et l'Internet sont des outils indispensables, voire incontournables. L'administration devrait mettre à profit leurs avantages pour permettre un éveil de leur connaissance chez les élèves. Au Niger, face aux difficultés matérielles et humaines que connaît l'école, l'ordinateur permettra de lutter par exemple contre des insuffisances pour lesquelles il n'y a pas de solutions officielles.

L'utilisation de l'ordinateur incitera les élèves à se cultiver et à enrichir les connaissances de leur société, (augmentation des compétences informationnelles des élèves).

L'ordinateur peut être aussi utilisé comme un appui à l'enseignant. En effet, sur le plan didactique, il permet de pallier et de solutionner car l'insuffisance de bibliothèque est un obstacle à avoir un enseignement de qualité

- Le Centre National d'Enseignement à Distance (CNED) est un établissement public qui s'efforce de proposer, par divers moyens, une formation scolaire et professionnelle à tous les élèves qui ne peuvent fréquenter physiquement à un établissement scolaire ;

c- Avantages de l'ordinateur à l'école

En cas de manque de livres, les élèves peuvent tirer les exercices sur l'Internet à travers l'ordinateur. La vision positive de l'ordinateur à l'école n'empêche pas aux enseignants d'être informés sur les éventuelles difficultés de leur intégration pédagogique. Ce serait un geste salutaire, mais il faudrait initier les élèves dès l'école primaire et même les enseignants comme en Europe.

L'ordinateur est un aspect complémentaire, par exemple, parmi tant d'autre après les cours théoriques, les élèves une fois qu'ils savent manipuler l'Internet, peuvent élargir leurs connaissances dans l'Internet et souvent, ils font des recherches sur des thèmes qui ont été vus

en classe. Ils vont chercher des compléments d'informations sur l'Internet et parfois, l'Internet incite leurs sens de réflexions. En plus des connaissances acquises en classe, l'élève va développer sa culture générale.

d- Inconvénients de l'ordinateur à l'école

L'ordinateur, à l'école, est considéré comme un outil qui contribue à la démotivation de l'élève. En effet, la baisse générale du niveau des élèves est l'un des faits avancés pour justifier cela dans la mesure où les élèves ne peuvent même pas assimiler ce que l'enseignant qui est devant eux leur communique. L'enseignant insiste sur le fait que la machine va empêcher la réflexion chez l'élève. Faire travailler un élève sur un ordinateur, c'est l'empêcher de réfléchir, puisque la machine fera le travail pour lui. D'ailleurs, l'ordinateur va piétiner le credo de l'enseignant.

Sans un niveau suffisant, il serait impossible de comprendre comment se former avec l'ordinateur.

En somme, tout en étant conscient du rôle que peut jouer l'ordinateur au sein de l'école, des enseignants ont relevé quelques risques liés à l'introduction de l'ordinateur à l'école. La stratégie d'intégration des NTIC repose sur deux dimensions : l'utilisation des cours en ligne créés par les enseignants et la formation aux NTIC en classe.

Il est intéressant de continuer l'expérience de l'IFADEM dans toutes les 22 régions de Madagascar au niveau primaire et secondaire pour avoir la qualité du diplôme de baccalauréat au niveau international.

CONCLUSION

CONCLUSION

Le nombre important des bacheliers chômeurs s'explique par la mauvaise orientation ou le mauvais choix que ces derniers ont opté dans leur formation universitaire. Avec les différentes disciplines bien ciblées dans la formation professionnelle, ils pourraient mieux exceller. Mais malgré cela, il se trouve aussi que les parents et les étudiants méconnaissent l'existence de ces fonctions professionnelles, d'autant plus que les autorités politiques et académiques n'ont pas présenté une politique de formation professionnelle adéquate aux besoins de la réalité du pays. Nous préférions nous limiter à ces quelques problèmes afin de pouvoir identifier les méthodes et outils appropriés pour les résoudre dans un cadre de projet intégré à l'échelle nationale.

Le système éducatif à Madagascar ne cesse d'évoluer, la qualité du niveau des bacheliers avant l'année 1972 a changé à cause de la démocratisation, de la décentralisation et de l'enseignement au niveau des écoles Primaire et Secondaire. Des données collectées au niveau des Ministères (MEN, Economie) ont permis de connaître les différents facteurs à l'origine de la disqualification du baccalauréat après l'année 1972. L'analyse par des méthodes statistiques de leur interdépendance permet de constater une similarité de taux de réussite du baccalauréat entre les deux périodes suivantes : la première de 1962 à 1971 donnant 36,30% et la seconde de 1993 à 2009 avec ses 33,91%. Mais, la qualité du diplôme baccalauréat s'avère différente, parce que les conditions d'examen étaient strictes avant l'année 1972 justifiant ainsi sa qualité.

Le nombre trop excessif de bacheliers constaté après 1972 résulte de la démarche de la démocratisation « à outrance » du baccalauréat, par une ouverture sans barrage pédagogique clair ou une facilitation « à l'extrême » de l'examen de passage au baccalauréat.

Le vrai indicateur qui est là : maîtrise de la langue française, de la langue Anglaise, et même de la langue malgache, n'est pas utilisé à bon escient. En effet, les résultats sont probants : soit les candidats ayant réussi le baccalauréat ou non qui demandent un poste de travail arrivent devant leur interlocuteur, soit dans les lettres de motivation, soit dans les tests durant l'entretien d'embauche avec un charabia indescriptible. Le postulant de travail n'arrive pas à s'exprimer clairement ni en français, ni en anglais et pire encore en anglais.

Le grave problème est que, très souvent, ces candidats au travail ont tous suivi une Terminale de formation générale. Pour ceux qui continuent à l'Université, rares sont ceux qui savent que la bibliothèque universitaire et les livres académiques sont leurs outils de travail

quotidien. Il s'agit là aussi d'un constat empirique, mais selon les faits, beaucoup d'étudiants ne parviennent pas à suivre la formation universitaire dès la première année, faute d'encadrement rapproché certainement mais, surtout, à cause de l'incapacité d'autonomie dans le travail personnel à fournir, d'où l'importance d'année préparatoire pour pallier l'hétérogénéité du niveau.

Pour faire face à cette situation alarmante, l'Etat devrait s'engager à considérer tous les facteurs fondamentaux de la bonne qualité de l'éducation dans toutes les différentes échelles: élèves, écoles et pays et en priorité à rehausser le niveau des enseignants dans cet esprit, en concomitance, il devrait adapté le programme de sa politique éducationnelle à la réalité du pays pour pouvoir restaurer la compétitivité des élèves et de façon à intégrer la population étudiantine rurale dans cette vie sélective de l'université. L'enseignement dans les écoles privées devrait être sous strict contrôle du Ministère de l'Education Nationale. L'enseignement serait souhaitable d'appliquer au système éducatif, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (N.T.I.C).

Nous n'insistons pas sur l'insuffisance ou l'état dérisoire des infrastructures Universitaires ou, en quelques mots l'état délabré de la structure d'accueil nationale, tout cela, abstraction faite de la dégradation socio-économique des familles de ces étudiants. Nous n'allons pas insister ici sur les différentes crises politiques synchronisées par des mouvements de grèves universitaires chaque année, soit sur le problème de bourses, soit sur le problème de logements, soit encore là l'embigadement des parties politiques.

Tous ces facteurs favorisent une synergie destructive des formations universitaires, et le redoublement ou le retour forcé des étudiants auprès des parents faute de moyens adéquats pour réaliser une étude universitaire sereine.

Il faudrait appliquer la méthode 3L pour mieux résoudre ce problème de gestion des ressources humaines.

Pour assurer la qualité totale à l'enseignement, cela nécessite à tous les niveaux un état d'esprit qui implique certains principes d'actions, à savoir :

- **écouter les élèves et le personnel** de l'enseignement (enseignant et les administrations), et les parents, et introduire une démarche participative de tous ces acteurs ;
- **mesurer ses résultats** pour envisager d'améliorer ;
- **raisonner par les indicateurs** de satisfaction ou non ;
- **reconnaître les efforts** accomplis à travers de récompense pour le personnel indispensable pour assurer la pérennité d'une démarche qualité ;

- **instaurer l'esprit d'équipe** du personnel de l'enseignement et des parents d'élèves
- **communiquer** : il serait intéressant d'instaurer la transparence au niveau du personnel pour escompter la qualité de réussite : apprendre à écouter, à observer et à réfléchir avant d'intervenir ;
- **innover** : l'équipe des enseignants devrait en permanence s'enquérir de nouveaux procédés, de nouvelles organisations pour actualiser ses connaissances pédagogiques et chaque année, veiller à mettre à jour sa préparation de leçon. Dans ce cas, il faudrait avoir une formation continue et ponctuelle pour enseignants dans le but d'améliorer et de pérenniser leur enseignement.

Dans le cadre du télé-enseignement, les caractéristiques respectives au Canada de l'Inde mentionnées auparavant pourraient permettre de procurer à l'enseignement à distance des outils clés pour le succès des enseignants et des élèves pour terminer la phase du second cycle (lycée) ; cela permettrait d'engendrer un nombre important de techniciens directement opérationnels au travail.

Le français doit être maîtrisé autant que la langue française est une langue de véhicule de tous les savoirs et le savoir-faire en terme académique. Le ministère de l'éducation doit mettre en place qu'il faut et qu'il mérite la langue malgache. Il doit renforcer le contrôle des enseignants dans la salle et de personnel administratif de l'enseignement.

Par ailleurs, le profil d'enseignant du lycée devrait exiger des qualités intellectuelles (au moins titulaire au moins du diplôme Licence de l'étude universitaire, être capable de parler en langue internationale, posséder une formation pédagogique initiale, connaître la psychologie de l'enfant), des qualités physiques (posséder une santé robuste, voix claire et forte, et une vue normale), des qualités morales (être exemplaire, dévoué, patient et calme, bon, ferme juste, ponctuel, non timide), et enfin d'autres conditions (être éducateur ; aimer ses élèves; être égal d'humeur ; être humble ; de tenue correcte ; être respectueux de l'autorité : avoir la relation avec les parents d'élèves).

L'IFADEM dans la région d'Ambositra Madagascar montre des résultats bénéfiques au niveau primaire. Ce succès devrait appliquer au niveau secondaire dans toutes les 22 régions de Madagascar. En effet, tant en termes de gouvernance et de processus que de contenus, le projet repose sur une approche de co-construction avec les pays qui intègre ainsi la mise en œuvre de l'initiative dans les contextes administratifs et locaux.

Bref, dans tous les cas, toute amélioration envisagée et escomptée dépendait de la politique éducative adoptée par l'Etat au pouvoir pour pouvoir fonctionner normalement.

BIBLIOGRAPHIE

a) Manuel et ouvrage

- 1- A. MAUFFREY ; I COHEN, *Français, travaux pratique*, 3^e, nouvelle édition page 275.
- 2- F. MACAIRE ; P. RAYMOND, *Notre beau métier, Manuel de pédagogique appliquée* ; Editions Saint-Paul, 1964
- 3- GHYSLAINE Lethuillier, ALAIN Jaillet et JEAN-PIERRE Jarousse, *Evaluation de l'IFADEM d'Ambositra Madagasacr*, mars 2014.
- 4- HASSEN BEKADDOUR-*Veille stratégique et Intelligence économique* 2014
- 5- HENRI Dou, *Veille technologique et compétitivité*- 1995.
- 6- JEAN-PAUL Pinte *Veille informationnelle en éducation pour répondre au défi de la société de la connaissance au vingt-et-unième siècle*- 2006.
- 7- KAORU ISHIKAWA, *La gestion de la qualité: Outils et applications pratiques*- 2007
- 8- KATHARINA MICHAELOWA, *Enseignant la satisfaction au travail, la réussite des élèves, et le coût de l'enseignement primaire en Afrique francophone sub-saharienne* 2002
- 9- KARSENTI, T., PERAYA, D. et VIENS, J. *Bilan et prospectives de la recherche sur la formation des maîtres à l'intégration pédagogique des TIC. Revue des sciences de l'éducation*, XXVIII(2), (2002).
- 10- LACAZE Claude., La Méthode 3L, *Une approche organisationnelle et managériale pour l'assurance qualité et le reengineering*, 1995, 93 pages.
- 11- PHILIPPE CASIN - *Analyse des données et des panels de données* - Page 33 (1999)
- 12- RABY, C. *Le processus d'intégration des technologies de l'information et de la communication*(2005).. Dans T. Karsenti et F. Larose (dir.), *L'intégration pédagogique des TIC dans le travail enseignant : recherches et pratiques* (p. 79-95). Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec. Volume XLI: 1 – printemps 2013 **252** www.acelf.ca*Impact des TIC sur le sentiment de compétence professionnelle des enseignants du secondaire au Niger*
- 13- WILLIAM Edwards Deming, *Qualité: la révolution du management* 1988

b) Les revues, publication et autres organismes :

- 1-- Banque mondiale, « *évaluation de l'enseignement primaire et de la santé ainsi que leur financement* », *projet d'appui institutionnel à la gestion publique* [1998],
- 2-- Conseil supérieur de l'éducation (2000). *Éducation et nouvelles technologies. Pour une intégration réussie dans l'enseignement et l'apprentissage. Rapport annuel 1999-2000* sur

l'état et les besoins de l'éducation. Québec, Canada : Le Conseil. Volume XLI: 1 – printemps 2013 **250** [*Impact des TIC sur le sentiment de compétence professionnelle des enseignants du secondaire au Niger*](http://www.acelf.ca)

3-- INSTAT, *Enquête auprès des ménages* [2005],

4-- INSTAT, *Enquête des observatoires ruraux* [2001],

5-- Institut de statistique de L'UNESCO *Les enseignants et la qualité de l'éducation : suivi des besoins mondiaux d'ici 2015*. Montréal, Canada : UNESCO.(2006).

6--Ministère de l'économie des finances et du budget «*Le rapport économique et financier 2005-2006*».

7-- Ministère de l'éducation Nationale « *annuaire Statistique » Service de la planification MEN*, année 2007-2008

8-- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, livre [2003]

9-- UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT, l'exigence de qualité2005*

WEBOGRAPHIE

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Enseignement>

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Education>

www.acelf.ca

www.Horizons

www.instat.MG/index.php?...id...

www.Unesco.Org/fileadmin/.../UIL/..../Madagascar.PDF

<http://www.youtube.com/watch?v=NugRZGDbPFU>:

<http://www.grenoble.iufm.fr/c2i2e/formations/veille/index.html>

<http://podcast.grenet.fr/episode/09-les-outils-web-2-0-pour-la-recherche-jean-michel-mermet-ujf-grenoble-pdf/>

ANNEXES

Cadre logique

Début du projet :

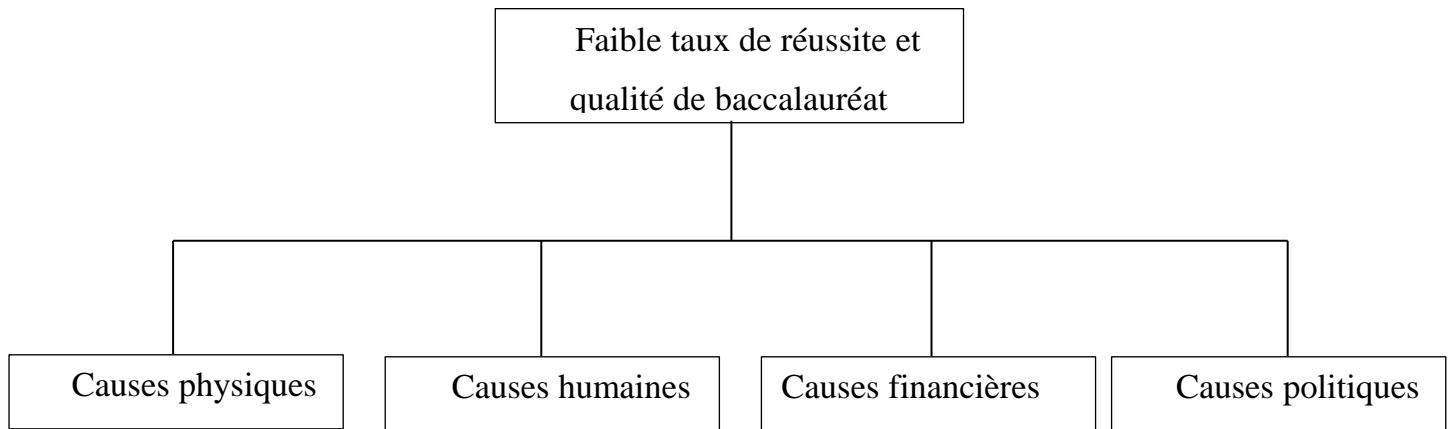
Fin de projet :

	Niveau descriptif de projet	Indicateur objectivement vérifiable (IOV)	Moyen de vérification (MV)	Conditions critiques (CC) (hypothèses)
Finalité du projet (objectifs globaux)	<ul style="list-style-type: none"> - Facilité d'accès à l'université - Facilité de recherche d'emploi après le baccalauréat 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des effectifs de bacheliers accédant à l'université - Diminution de chômage - 	<ul style="list-style-type: none"> - Etude universitaire - Intégration à l'emploi 	
But du projet (objectifs spécifiques)	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la formation du Bac par la hausse du pourcentage de réussite au Bac • Hausse du taux de réussite au Bac • Adaptabilité du nouveau bachelier à la formation professionnelle • Amélioration de la capacité de communication en français, en anglais et en mathématique • Eviter le redoublement en Terminale 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de tables • Taux de réussite au baccalauréat • Avoir des étudiants très pointus à l'informatique en mathématique et en français • Nombre de bacheliers par série : A, C et D • 	<ul style="list-style-type: none"> • Résultats officiels à l'examen baccalauréat du ministère de l'éducation 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration sans cesse des fiches de préparation pédagogiques des enseignants • Existence de plusieurs tests en classe
E X T R A N	<ul style="list-style-type: none"> • Passer les examens trimestriels au lycée : Terminale • Identifier les formations de recyclage pédagogique • Intégrer les informations dans la formation interne en Terminale • Planifier le renforcement de la compétitivité pédagogique aux enseignants du lycée en Terminale 	<ul style="list-style-type: none"> • Note supérieure à 10/20 sur les différentes mentions • Bibliothèques existantes • Nombres de lycées • Nombre d'ouvrages en Terminale 	<ul style="list-style-type: none"> • Liste des étudiants • Registre de classe 	<ul style="list-style-type: none"> • Suffisance des capacités académiques et capacités professionnelles (ou pédagogiques)

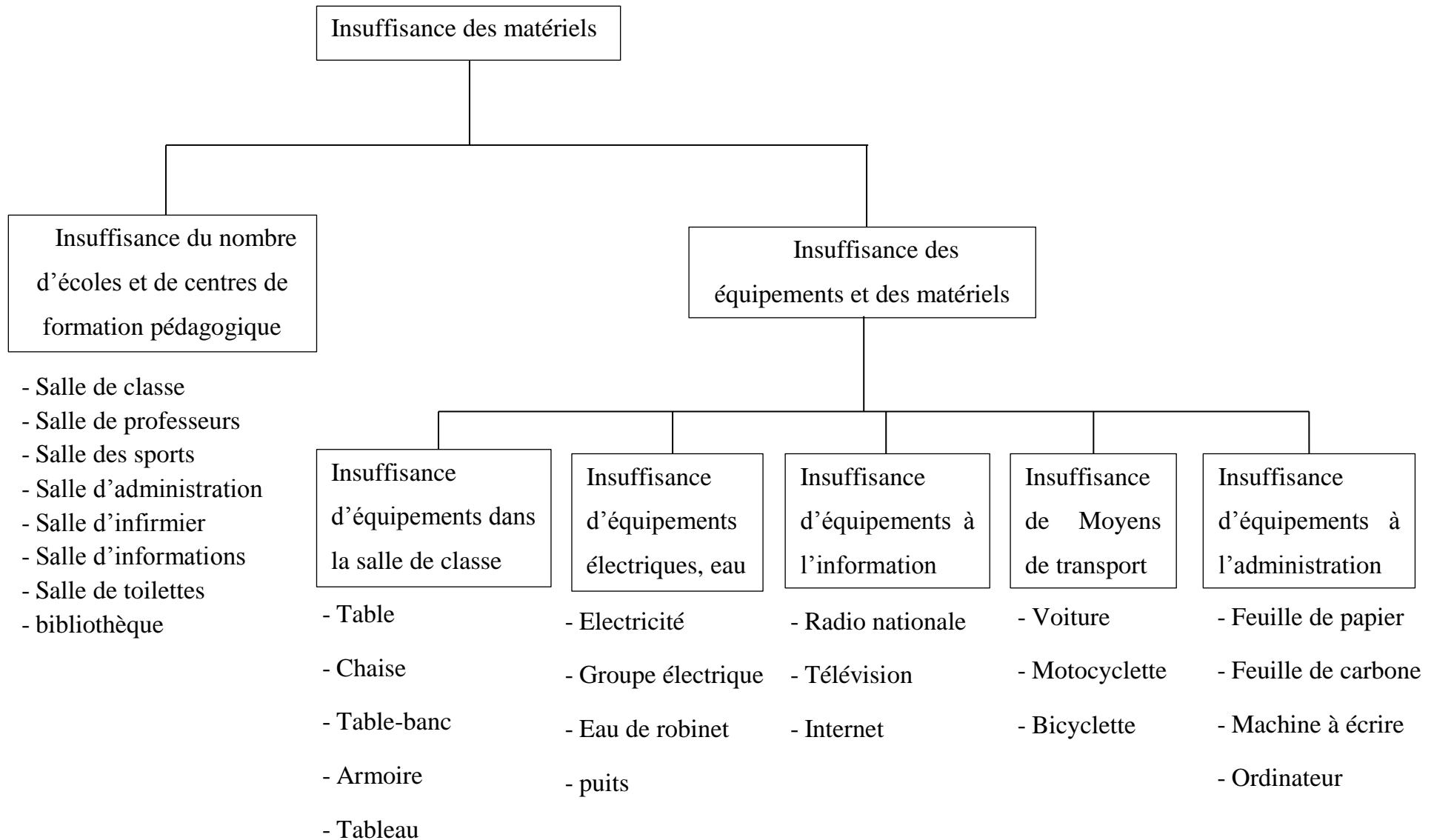
I	• Les enseignants	• Plusieurs exercices résolus	• Cahier de leçons	• Matériels pédagogiques suffisants (livres, laboratoire)
N	• Le personnel administratif et technique		• Cahier d'exercices	• Temps d'apprentissage suffisants
T	• Les salles de classe, les équipements, le laboratoire, la bibliothèque, la salle de sport			
R	• Les matériaux pédagogiques et administratifs			
A	• L'échange des connaissances pédagogiques entre enseignant-enseignant			
N	• Formation pédagogique continue des enseignants			
T				
S				
			• Avoir de l'argent (économie)	
			• Avoir des partenaires	
			• Avoir des formateurs pédagogiques	
			• Sécurisation assurée	
			• Avoir la sûreté de lutte contre la catastrophe naturelle (pas de cyclone)	
			• Avoir la stabilité politique (pas de grèves,ni crise)	
			• Avoir la réduction d'analphabétisation	
			• Avoir la réduction de pauvreté	

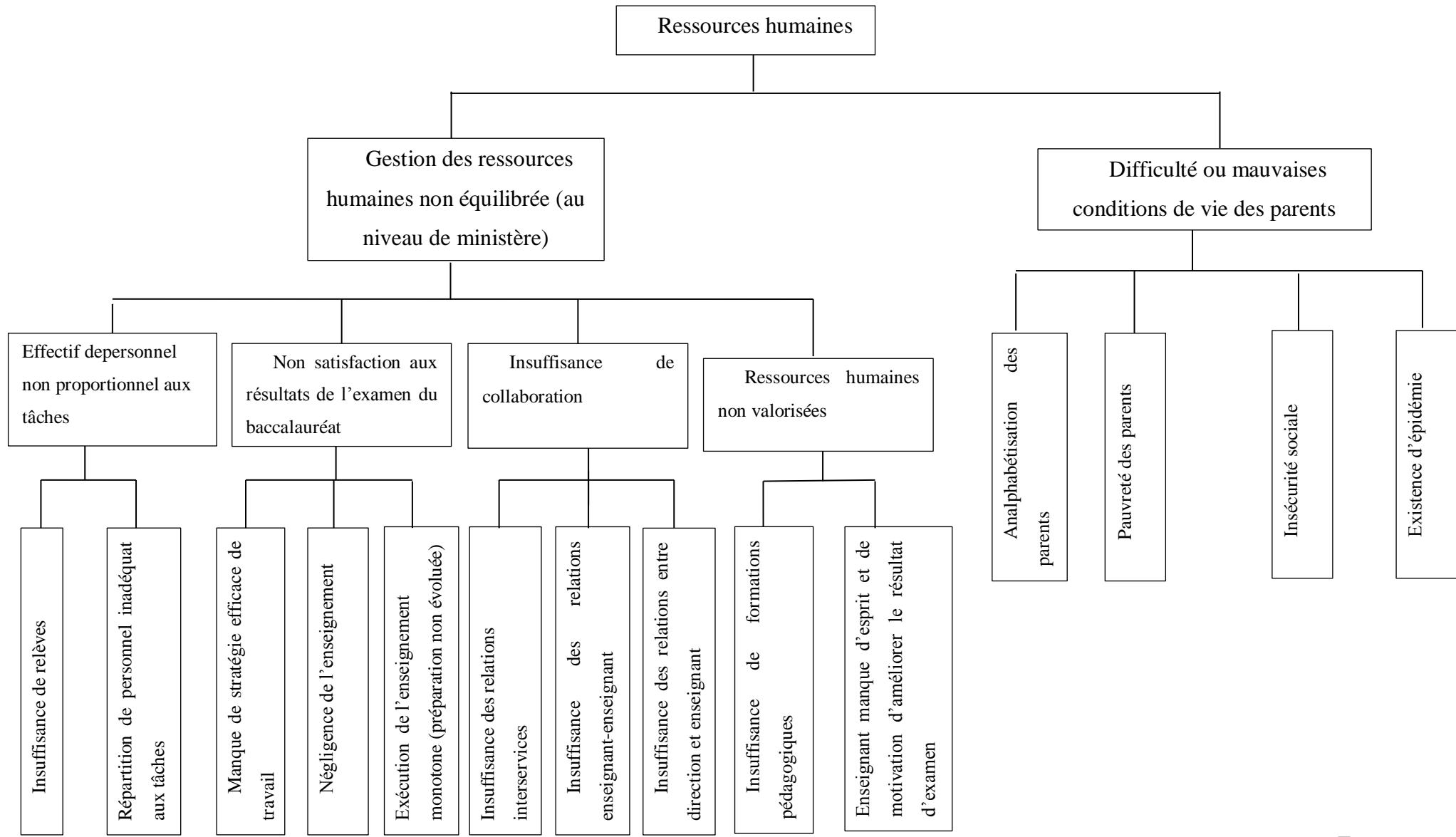
Arbre des problèmes

Arbre des problèmes (global)

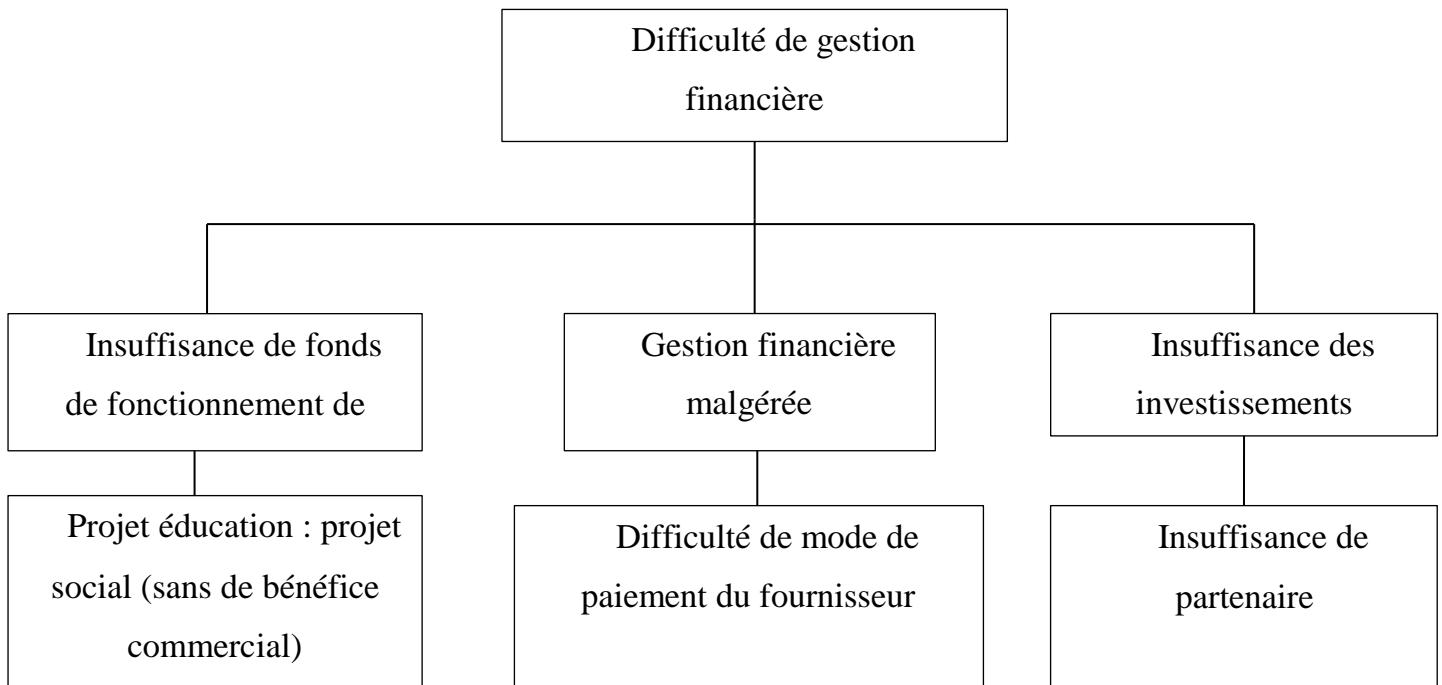


Arbre des problèmes (causes physiques)

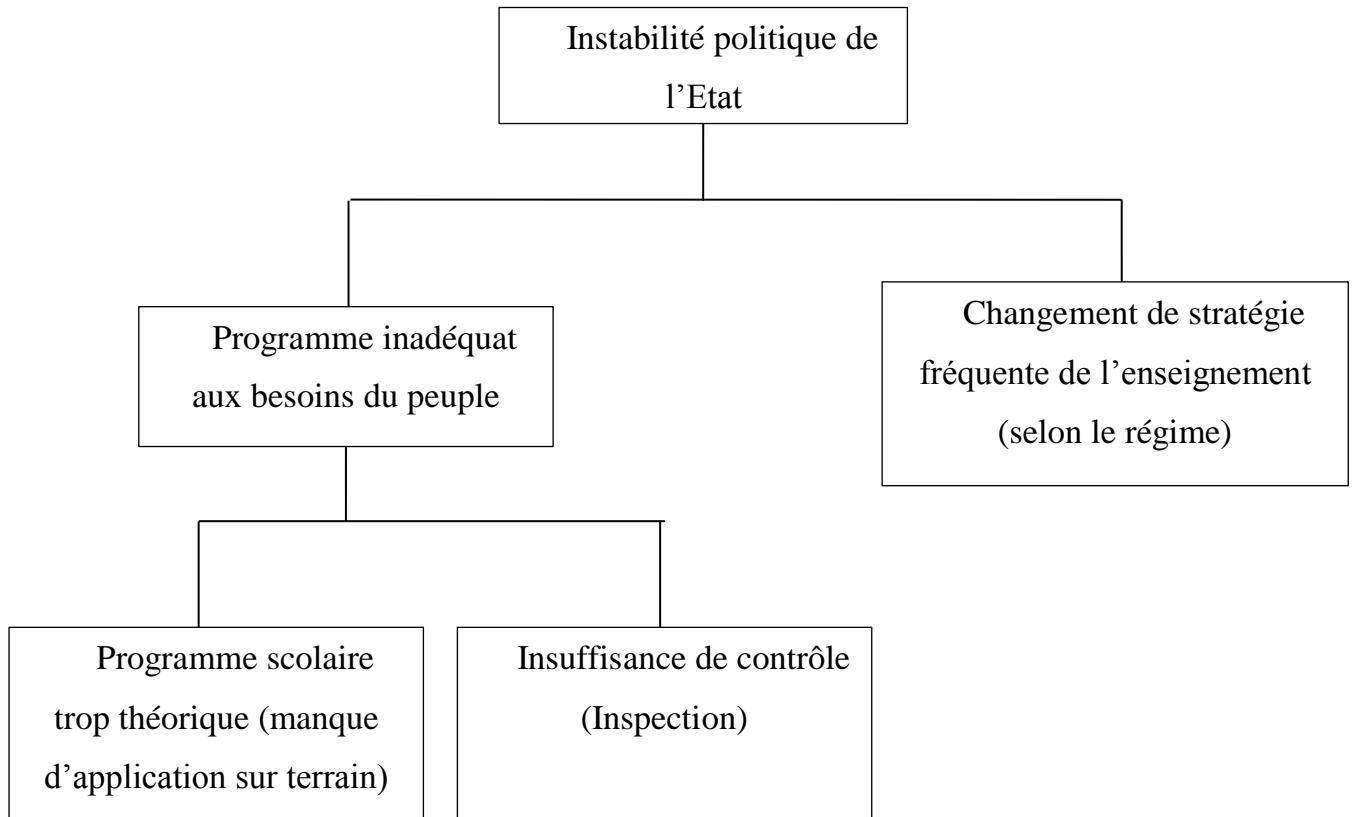




Arbre des problèmes (causes financières)

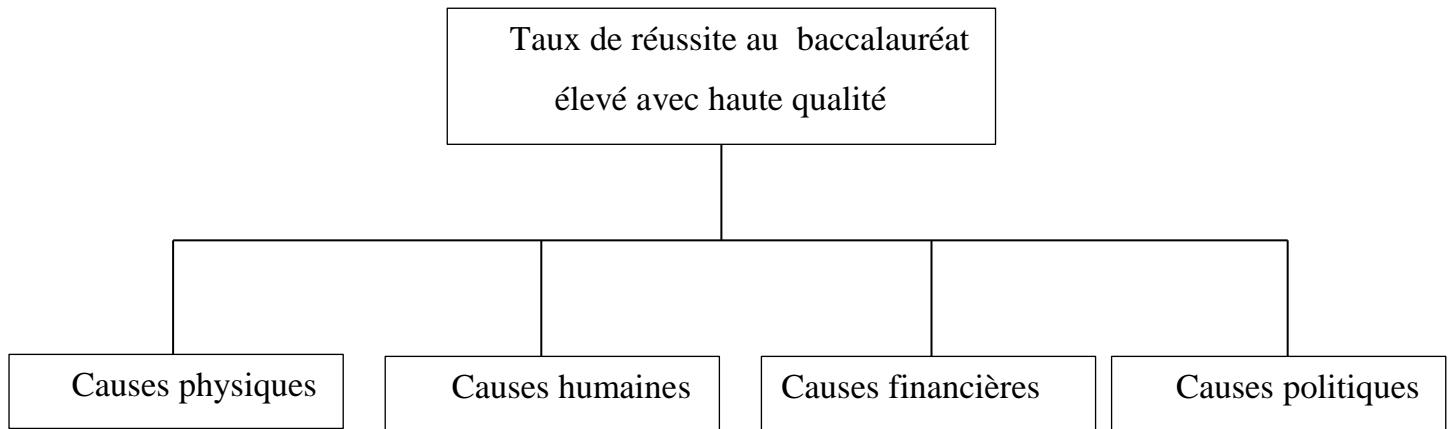


Arbre des problèmes (causes politiques)

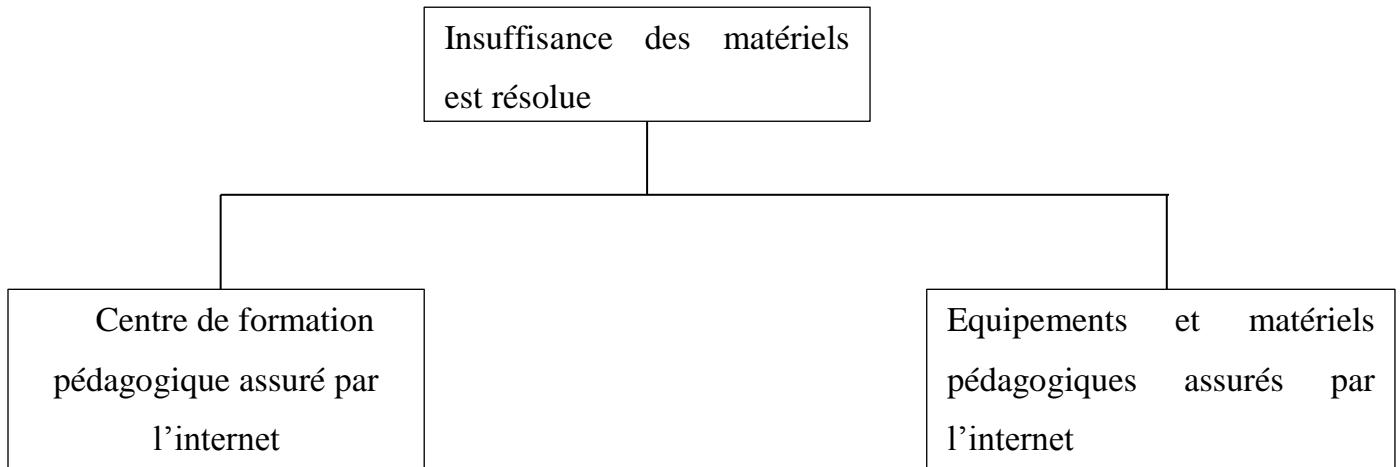


Arbre des Objectifs

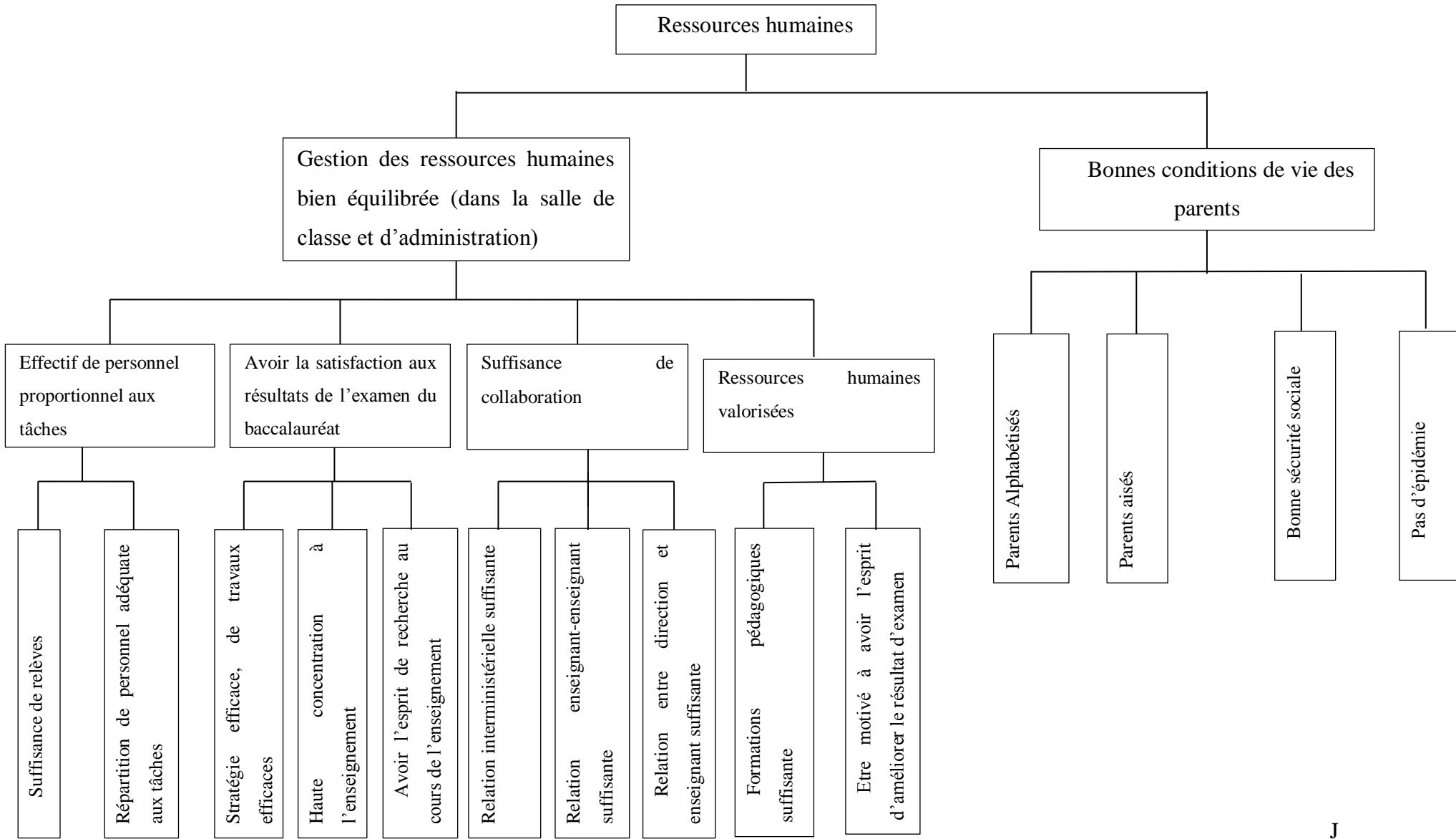
Arbre des objectifs (global)



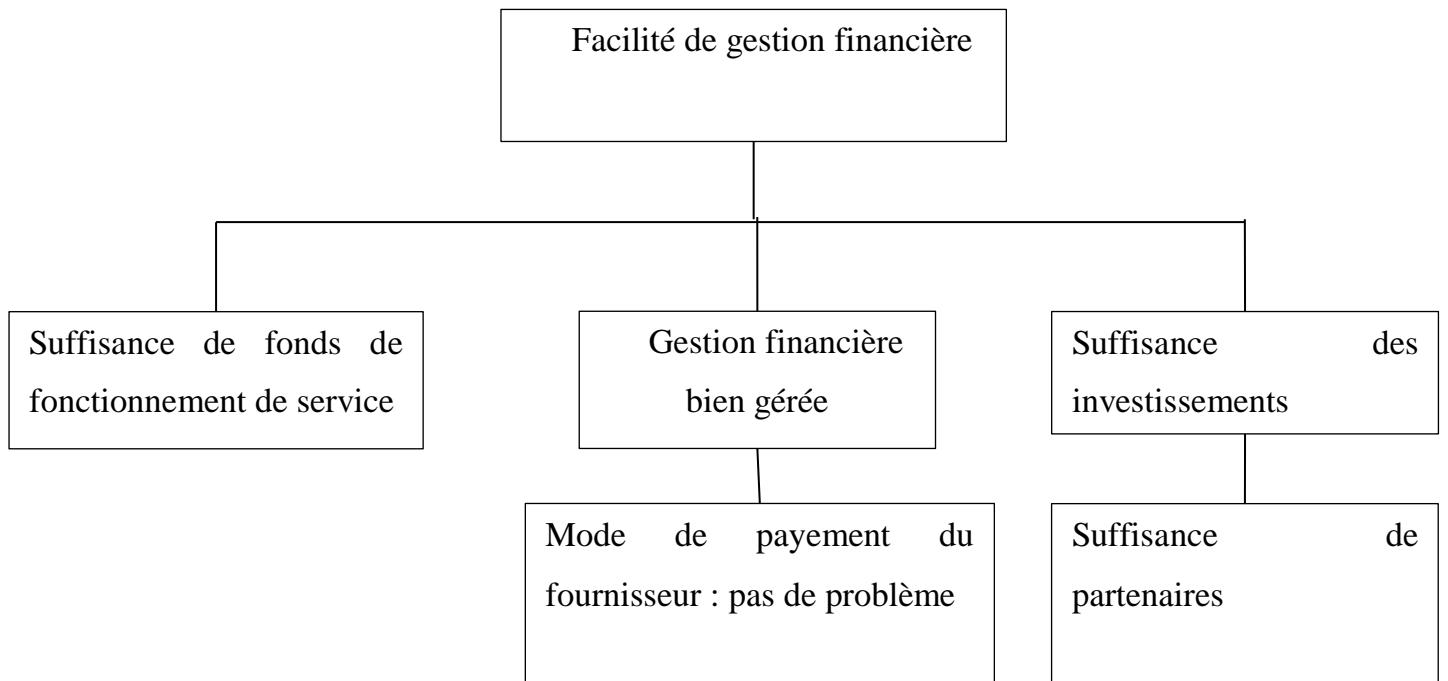
Arbre des objectifs (causes physiques)



Arbre des objectifs (causes humaines)



Arbre des objectifs (causes financières)



Arbre des objectifs (causes politiques)

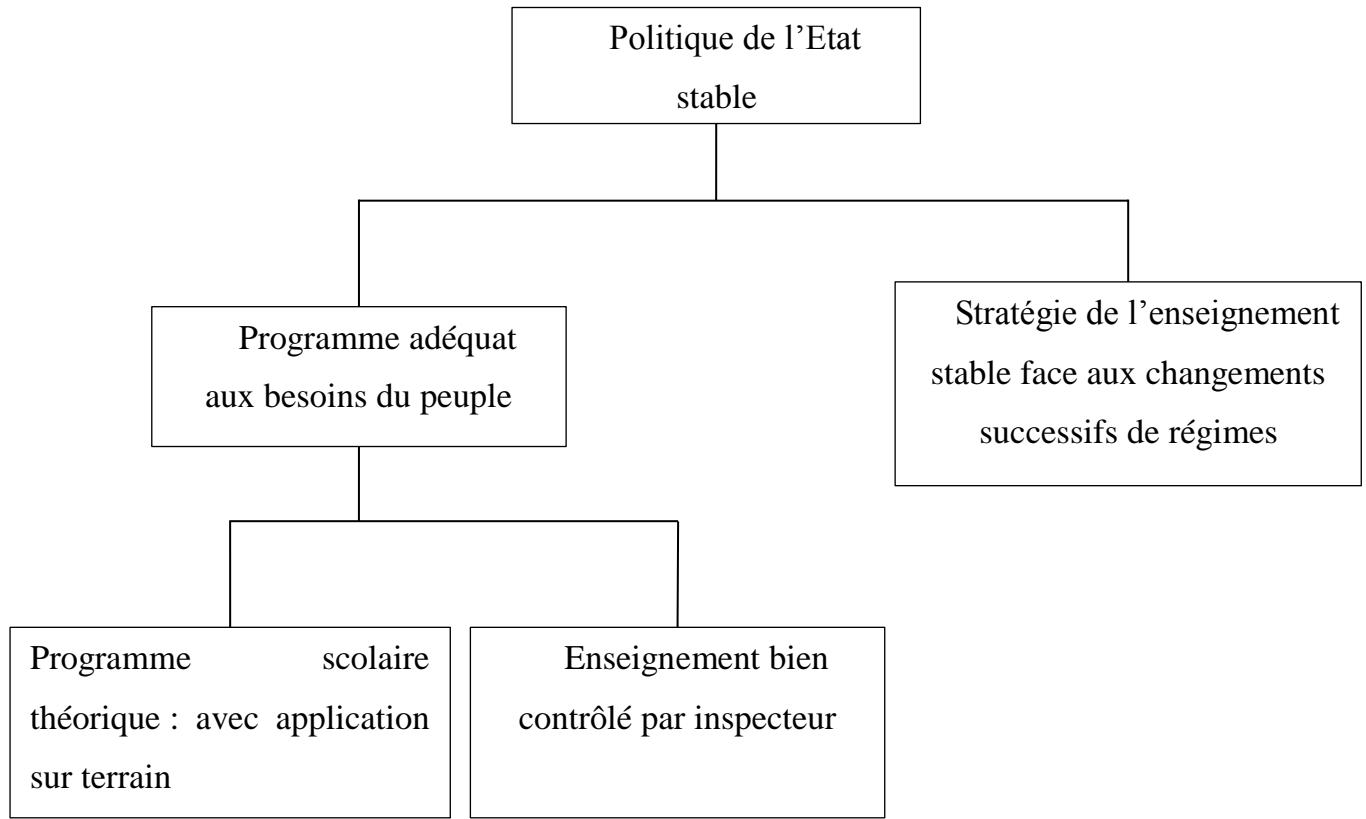


Tableau 10: Indicateurs du secteur éducation (en%)

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taux d'alphabétisation	68,3	68,3	73,1	73,1	59,6	74,1	74,4	74,8	73	71,4
Taux d'analphabétisation	31,7	31,7	26,9	26,9	40,4	25,9	25,6	25,2	23	28,6
Taux de pauvreté	69,6	80,7	73,6	72,1	68,7	67,5	66,3	65,4	66	76,5
Taux de réussite au Bac	31,3	37,2	40,6	33,3	44	41,5	38,9	43,7	41,4	42,8
Taux d'échec au Bac	68,7	62,8	59,4	66,7	56	58,5	61,1	56,3	58,6	57,2
Dépense de l'éducation par rapport dépense Etat	23,7	19,8	22,1	23,8	28	23,9	24,6	26,4	23	19,5
Croissance économique	6	-12,6	9,8	5,3	4,6	4,9	6,2	7,1	-3,7	0,6
Taux d'enseignant non Fonctionnaire pub Niv I	18	15	18	37	38	48	51	56	59	61
Taux d'enseignant privé Niv I	45	43	43	50	52	50	50	47	52	48
Taux d'enseignant non fonctionnaire pub Niv III	5	4	3	7	8	6	6	7	10	17
Taux d'enseignant privé Niv III	55	44	44	56	60	57	62	58	66	61
Taux de redoublement au lycée public et privé (terminale)	32,6	27,9	23,3	28,6	23	21,5	22,1	18	17,9	14,9
Taux d'abandon au lycée public et privé (terminale)	18,3	8,4	13	20,6	9,5	18,9	22,4	14,7	23,8	17,9
Taux brut de scolarisation au Lycée	8	8	8	8	10	10	11	13	14	17

Source : Auteur

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Moyenne
Taux d'analphabétisation	31,7	31,7	26,9	26,9	40,4	25,9	25,6	25,2	23	38,6	29,59
Taux de pauvreté	69,6	80,7	73,6	72,1	68,7	67,5	66,3	65,4	66	76,5	70,64
Taux d'échec au Bac	68,7	62,8	59,4	66,7	56	58,5	61,1	56,3	58,6	57,2	60,53
Dépense de l'éducation par rapport dépense Etat	23,7	19,8	22,1	23,8	28	23,9	24,6	26,4	23	19,5	23,48
Croissance économique	6	-12,6	9,8	5,3	4,6	4,9	6,2	7,1	-3,7	0,6	2,82
Taux d'enseignant non Fonctionnaire pub Niv I	18	15	18	37	38	48	51	56	59	61	40,1
Taux d'enseignant privé Niv I	45	43	43	50	52	50	50	47	52	48	48,0
Taux d'enseignant non fonctionnaire pub Niv III	5	4	3	7	8	6	6	7	10	17	7,3
Taux d'enseignant privé Niv III	55	44	44	56	60	57	62	58	66	61	56,3
Taux de redoublement (Terminale public et privé)	32,6	27,9	23,3	28,6	23	21,5	22,1	18	17,9	14,9	22,89
Taux d'abandon (Terminale public et privé)	18,3	8,4	13	20,6	9,5	18,9	22,4	14,7	23,8	17,9	16,75
Taux brute de scolarisation au Lycée	8	8	8	8	10	10	11	13	14	17	10,7
Moyenne	31,8	27,72	28,67	33,5	33,18	32,67	34,02	32,84	34,13	35,77	

Source : Auteur

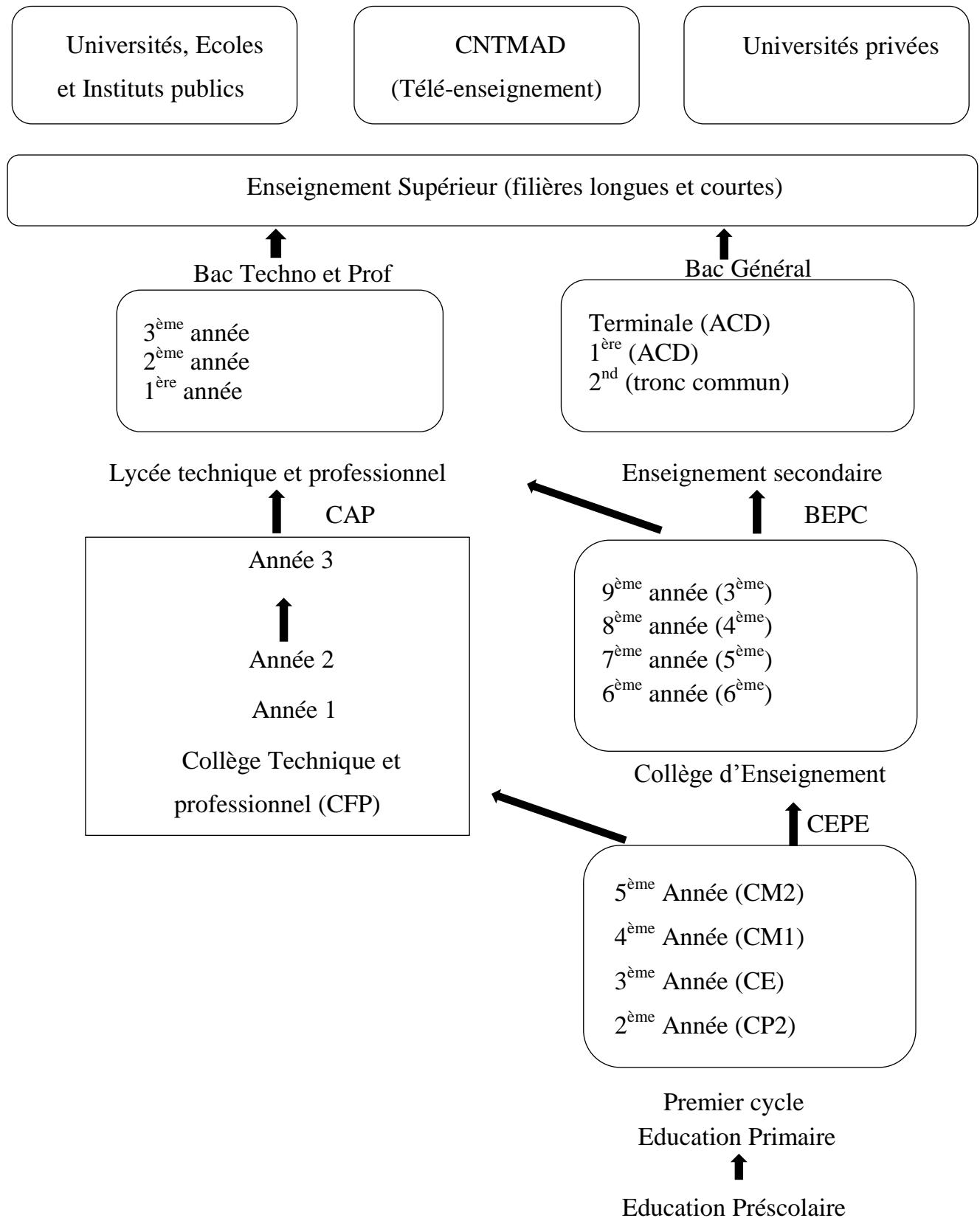
A codifier (numériser) selon l'échelle de Likert (Likert-Scale) de [0 à 6]

Tableau 10 : Indicateurs pour le suivi de la pauvreté secteur éducation durant 10 années successives (2001 à 2010) selon l'échelle de Likert

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taux d'analphabétisation	1,9	1,9	1,6	1,6	2,4	1,6	1,5	1,5	1,4	1,7
Taux de pauvreté	4,2	4,8	4,4	4,3	4,1	4,1	4	3,9	4	4,6
Taux d'échec au Bac	4,1	3,8	3,6	4	3,2	3,5	3,7	3,4	3,5	3,4
Dépense de l'éducation par rapport dépense Etat	1,4	1,2	1,3	1,4	1,7	1,4	1,5	1,6	1,4	1,2
Croissance économique	0,4	-0,8	0,6	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	-2,2	0
Taux d'enseignant non Fonctionnaire pub Niv I	1,1	0,9	1,1	2,2	2,3	2,9	3,1	3,4	3,5	3,7
Taux d'enseignant privé Niv I	2,7	2,6	2,6	3	3,1	3	3	2,8	3,1	2,9
Taux d'enseignant non fonctionnaire pub Niv III	0,3	0,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	1
Taux d'enseignant privé Niv III	3,3	2,6	2,6	3,4	3,6	3,4	3,7	3,5	4	3,8
Taux de redoublement au Lycée privé et public (Terminale)	2	1,7	1,4	1,7	1,4	1,3	1,3	1,1	1,1	0,9
Taux d'abandon au Lycée privé et public (Terminale)	1,1	0,5	0,8	1,2	0,6	1,1	1,3	0,9	1,4	1,1
Taux brut de scolarisation au Lycée	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,8	0,8	1

Source : Auteur

Structure du système éducatif



QUELQUES DEFINITIONS

Malgachisation : se définit comme l'adaptation aux besoins et objectifs nationaux des programmes et des méthodes pédagogiques, implique également l'utilisation de la langue nationale comme langue d'enseignement.

La malgachisation de la langue d'enseignement dans le Primaire et le Secondaire se concerne dans toutes les disciplines (sauf les langues étrangères)

‘D’après le livre rouge (Boky Mena), « *Malgachiser signifie harmoniser le contenu des méthodes d’enseignement avec les impératifs de la révolution* »

La démocratisation de l'enseignement consiste à développer l'accessibilité de tous à l'éducation et à l'enseignement (une des stratégies adoptées a été la construction d'une école primaire publique dans chaque Fokontany).

La décentralisation de l'enseignement consiste à donner aux collectivités locales des compétences propres, distinctes de celles de l'Etat, afin de rapprocher le processus de décision des citoyens et de favoriser l'émergence d'une démocratie de proximité.

La décentralisation des structures administratives du Ministère suit les trois niveaux de la division administrative ; à savoir :

- niveau Province : Direction de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base ;
- niveau Préfecture/Sous-préfecture : Circonscription de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base;
- niveau Commune : Zone d'Education de Base.

L'enseignement est une pratique mise en œuvre par un enseignant visant à transmettre des connaissances à un élève, un étudiant ou tout autre public dans le cadre d'une institution éducative. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Enseignement>

L'éducation est, étymologiquement, l'action de « guider hors de », c'est-à-dire développer, faire produire. Il signifie maintenant plus couramment l'apprentissage et le développement des facultés physiques, psychiques et intellectuelles, les moyens et les résultats de cette activité de développement. L'éducation humaine inclut des compétences et des éléments culturels caractéristiques du lieu géographique et de la période historique.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Education>

LA PONCTUATION ET ACCENTS.

La ponctuation et accents sont indispensables, car leur absence peut dénaturer un texte (A. MAUFFREY ; I COHEN Français, travaux pratique, 3^e, nouvelle édition page 275.)

Ponctuation

- La ponctuation permet de structurer l'énoncé.

Le point(.) marque l'indépendance de l'énoncé dans le contexte.

Le point-virgule (;) implique une certaine relation entre les deux énoncés qu'il sépare. Il se traduit par une pause moins importante que le point à l'oral. Le point-virgule n'est pas suivi d'une majuscule.

La virgule(,) permet d'isoler les groupes mobiles de la phrase. Elle se traduit par une faible pause à l'oral. Elle sépare les termes d'une énumération.

- La ponctuation est porteuse de sens.

Le point d'exclamation(!) et **le point d'interrogation (?)** traduisent l'exclamation et l'interrogation directe, situées en fin de phrase.

Les deux points s'emploient **avec les guillemets** (: « ») pour insérer du discours direct dans le récit.

Les deux points (:) servent aussi à présenter un terme annoncé(ou une énumération).

Les guillemets (« ») peuvent isoler un terme que le narrateur cite ou ne prend pas à son compte.

Les points de suspension(...) s'emploient pour marquer qu'un énoncé n'est pas achevé.

Les parenthèses () ou **les tirets(-)**, encadrent à l'intérieur de la phrase un élément isolé. Ils correspondent à des pauses de l'oral.

Accents :

-ils affectent la prononciation de la voyelle

-ils apportent une information : accent circonflexe, accents grave, exemple : du/dû ; la/là.
-autres signes : le tréma, la cédille, l'apostrophe, le trait d'union.

L'équipe d'élaboration des livrets est composée de 8 conceptrices, recrutées par appel d'offre en Mai 2010.

- 2 formatrices INFP : Razafitsiarovana Chantal et David Ramy Marcelle ;
- 1 conseillère pédagogique 1er degré : Rasoarindrindra Claire Raymonde ;
- 3 professeures de français au niveau secondaire : Rasoanaivo Vola Harinjatovo, Rajerison-Rabary Voahangy, Hantavololona Cynthia ;
- 2 enseignantes-chercheuses: Tiana Razafindratsimba Dominique, Rakotovao Lolona (coordinatrice du groupe).

EXEMPLE DE FICHE DE PREPARATION

Matière ou discipline: sciences naturelles. Classe : Terminale A

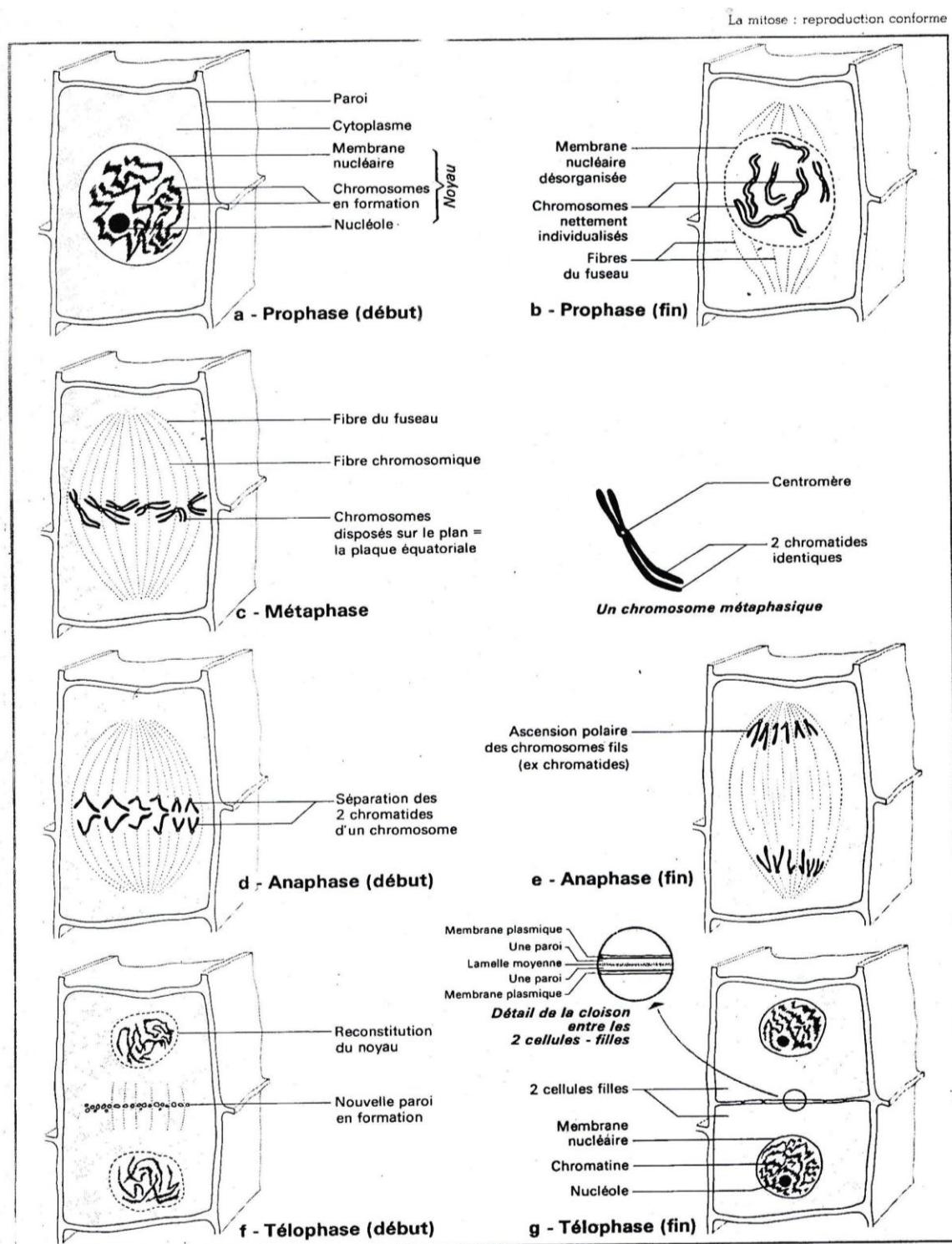
Thème : Biologie Durée : 2heures

Titre : La mitose

Objectif général : l'élève doit être capable d'expliquer la division cellulaire

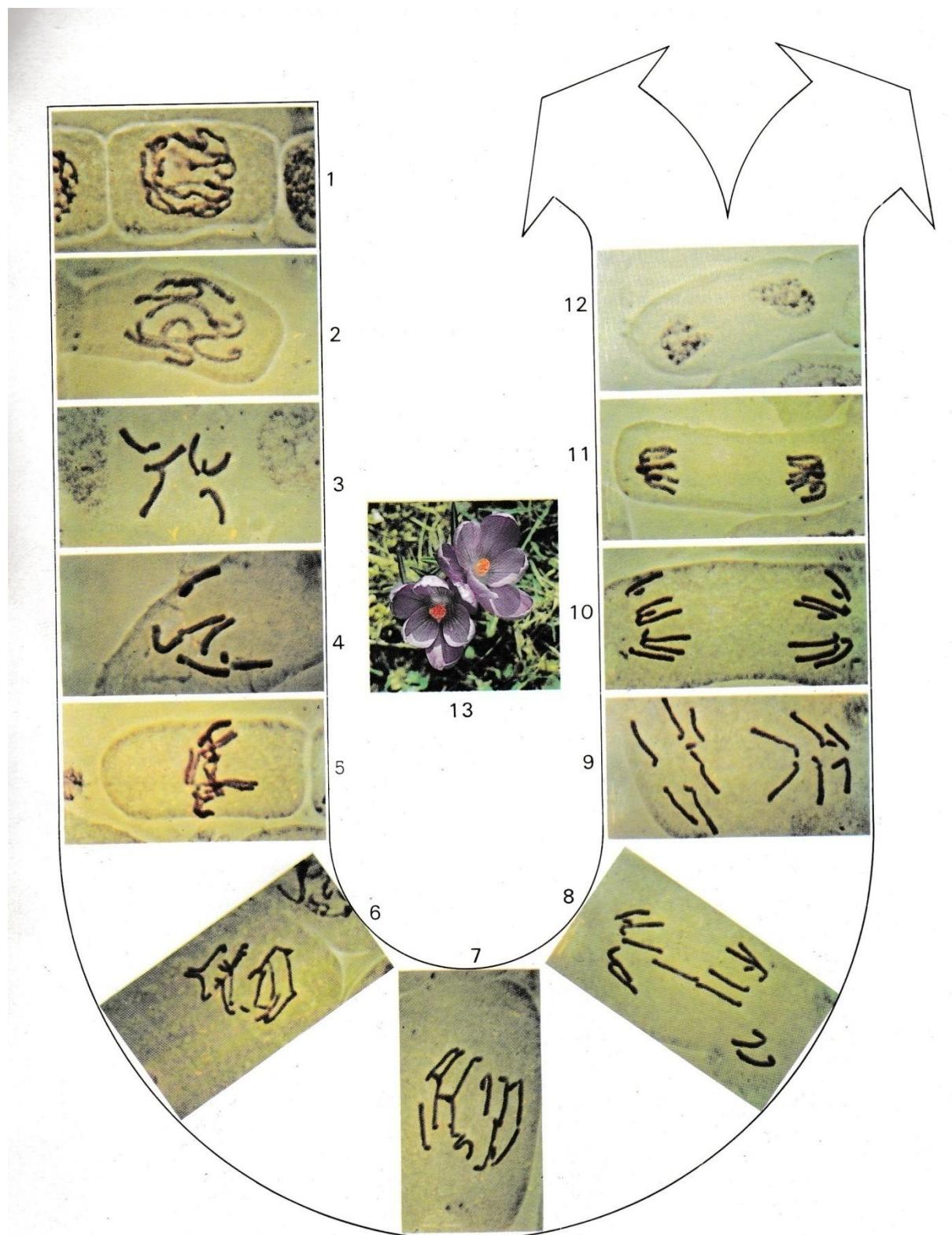
Objectifs spécifiques	Contenus	Stratégies/supports	Evaluation
<p>L'élève doit être capable d' :</p> <ul style="list-style-type: none">- expliquer les différentes phases de la mitose- expliquer le comportement de chromosomes pendant la mitose- connaître l'importance de la mitose.	la mitose	<p>Méthodes adoptées :</p> <ul style="list-style-type: none">-Révision de leçon précédente ;-Partir de l'étude de document : schéma montrant les nombre des chromosomes d'une cellule végétale à $2N= 6$ <p>Organisation de l'activité :</p> <ul style="list-style-type: none">-Par études de documents.Observations. Schémas d'interprétation-Utilisation des craies en couleur pour les schémas au tableau, <p>Matériels utilisés :</p> <p>Textes rédigés, photos de cellule avec des chromosomes (Biologie Terminale A, Collection J. Escalier, 1982)</p> <p>Temps requis : 2heures</p>	<p>Réponses aux questions attachées aux textes</p> <p>Schémas d'interprétation</p>

Document utilisé à observer et à interpréter avec les élèves au cours des activités.



4. Schématisation de la mitose végétale.

Figures 13 : Schéma de la mitose de cellule végétale



3. Les étapes de la mitose dans une cellule de racine de Crocus.
 1.2.3 : prophase 6.7.8.9.10 : anaphase 13 : un crocus
 4.5 : métaphase 11.12 : télophase
 120

Figure 14 : Schéma de test d'évaluation de la mitose (document de test d'évaluation)

DECLARATION DE L'ETUDIANT

Je déclare sur l'honneur que,

1. Ce travail est le mien et ne contient aucun plagiat. Dans le cas où ce plagiat est détecté, ma candidature sera retirée sans appel,
2. Après la soutenance, la version corrigée sera remise à qui de droit et sera propriété de l'Université d'Antananarivo

Signé

RABENY César

RESUME

A Madagascar, l'enseignement évolue sans cesse jusqu'à maintenant. De l'année 1960 à 1972, le système éducatif fut adapté aux réalités de la nation, mais avec des conditions d'examen au baccalauréat strictes. Pendant cette période, le problème de quantité se pose. Après cette année 1972, l'Etat vint résoudre ce problème par l'application de la démocratisation, décentralisation et malgachisation de l'enseignement aux niveaux Primaire et Secondaire, pour obtenir une augmentation des effectifs des candidats admis au baccalauréat. Cette augmentation des effectifs de candidat admis au baccalauréat engendra un nouveau problème : la dégradation de la qualité du diplôme baccalauréat.

En fait, l'application de méthode statistique permet de constater que plusieurs facteurs sont liés au résultat du baccalauréat ; par exemple, l'analphabétisation des parents d'élèves est liée au résultat des admis au baccalauréat. Une fois que l'Etat parvient à diminuer le taux d'analphabétisation de ces parents d'élèves s'en suit une augmentation des effectifs de candidats admis au baccalauréat. Ensuite, par l'application de veille technologique : suivre les évolutions techniques, diminuer le coût de production, augmenter la qualité des produits (résultat d'examen), ce résultat d'examen serait de qualité.

Ainsi, la méthode de trois logiques devrait être appliquée à l'enseignement : la logique hiérarchique (responsabilité de l'administration) la logique transversale (maîtrise de conception, de processus et de contrôle/évaluation) et la logique de soutien (maîtrise des enregistrements relatifs à la qualité). Il est constaté que la dégradation de qualité du diplôme de baccalauréat actuel est vérifiée sur la négligence des méthodes d'ingénierie (veille, méthode 3L) ; la solution au problème actuel de disqualification du diplôme baccalauréat serait l'adaptation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) à l'enseignement.

ABSTRACT

In Madagascar, teaching is constantly evolving until now. From 1960 to 1972, the education system is adapted to the realities of the nation, but the baccalaureate examination conditions are strict. During this period, the problem of the quantity was supposed. After 1972 the State resolves this problem by the democratization of application, decentralization and Malgachization of education at Primary and Secondary level. Obtained increased enrollment of candidates admitted to the baccalaureate. This increase ineffective candidate admitted to the Bachelor creates a new problem: the quality degradation bachelor degree.

Through the application of statistical method, we find that several factors are related to the result of BA; for example, illiteracy of parent is linked to the results of admission to degree. Once the State increases the rate of literacy of parents, we increased staffing candidate admitted to the bachelor's degree. Then by technological intelligence application: follow technical developments, reduce production costs, and increase product quality (test result), this review will result in quality.

Thus the method of three logics must be applied to teaching: hierarchical logic (responsibility of administration) cross-logic (control state and trials) and support logic (mastery of records relating to quality). It is found that the degradation of quality of current bachelor degree is verified on the neglect of engineering methods (stand by method3L); the current problem solution disqualification baccalaureate degree is adapting to new technologies of information and communication (ICT) in education.